

# Iraq

## Indicateurs socio-économiques clés

### Pour Bagdad, Bassora et Erbil

Rapport d'information sur les pays d'origine  
(COI)



Septembre 2020





# Iraq

## Indicateurs socio- économiques clés

Pour Bagdad, Bassora et Erbil

Rapport d'information sur les pays d'origine (COI)

Septembre 2020

De plus amples informations sur l'Union européenne sont disponibles sur l'internet (<http://europa.eu>).

ISBN: 978-92-9485-829-0

doi: 10.2847/345670

BZ-02-20-561-FR-N

© European Asylum Support Office (EASO) 2020

Sauf indication contraire, la reproduction est autorisée moyennant mention de la source.

Pour les contenus reproduits dans la présente publication et appartenant à des tierces parties, se référer aux mentions relatives aux droits d'auteur des dites tierces parties.

Cover photo©: David Roberto (iStock), 1174348812: Baghdad, Iraq - July 6, 2019: Many shops on the street, 15 September 2019, <https://www.istockphoto.com/photo/amazing-iraq-culture-gm1174348812-326567507>

# Remerciements

Le présent rapport a été rédigé par la section COI de l'EASO. Les services et organisations nationaux d'asile et de migration suivants ont procédé à une relecture du présent rapport:

ACCORD, le centre autrichien de recherche sur les pays d'origine et l'asile

Pologne, Unité COI, Office des étrangers

Pays-Bas, Bureau des informations sur les pays et de l'analyse linguistique, ministère de la justice

La relecture effectuée par les services, experts ou organisations susmentionnés contribue à la qualité globale du rapport, mais ne vaut pas nécessairement approbation formelle du rapport final, cette approbation relevant de l'entière responsabilité de l'EASO.

# Table des matières

Remerciements .....	3
Table des matières .....	4
Avertissement .....	7
Glossaire et abréviations .....	8
Introduction .....	9
Termes de référence .....	9
Méthodologie .....	9
Structure et utilisation du présent rapport .....	10
Carte.....	11
1. Vue d'ensemble .....	12
1.1 Démographie .....	12
1.2 Contexte humanitaire.....	13
1.3 PDI/personnes rapatriées.....	14
1.3.1 Nombre de PDI et de personnes rapatriées.....	14
1.3.2 Tendances .....	14
1.3.3 Logement, conditions de vie et sécurité alimentaire.....	18
1.3.4 Accès à l'éducation.....	20
1.3.5 Accès aux soins de santé .....	21
1.3.6 Offres d'emploi.....	22
1.3.7 Restrictions légales concernant le voyage ou le séjour en Iraq .....	23
1.4 Femmes .....	25
1.4.1 Emploi.....	25
1.4.2 Conditions de travail .....	26
1.4.3 Accès aux soins de santé .....	27
1.4.4 Accès à l'éducation/taux de décrochage .....	27
1.4.5 Liberté de circulation .....	28
1.4.6 Impact de la COVID-19 sur les femmes.....	28
1.5 Enfants .....	29
1.6 Réseaux de soutien.....	30
1.7 Obtention de documents perdus pour les personnes rapatriées et les PDI .....	32
1.7.1 Conséquences de l'absence de documents .....	32
1.7.2 Accords et règlements actuels en vigueur .....	32

1.7.3 Comment obtenir des documents perdus .....	34
1.7.4 Obstacles et difficultés .....	35
1.8 Impact de la COVID-19.....	35
2. Indicateurs socio-économiques en Iraq - axés sur Bagdad, Bassora et Erbil.....	38
2.1 Économie .....	38
2.1.1 Vue d'ensemble du pays .....	38
2.1.2 Bagdad.....	40
2.1.3 Bassora .....	40
2.1.4 Erbil.....	41
2.2 Emploi .....	42
2.2.1 Vue d'ensemble du pays .....	42
2.2.2 Bagdad.....	44
2.2.3 Bassora .....	44
2.2.4 Erbil.....	45
2.3 Pauvreté.....	46
2.3.1 Vue d'ensemble du pays .....	46
2.3.2 Bagdad.....	47
2.3.3 Bassora .....	48
2.3.4 Erbil.....	48
2.4 Sécurité alimentaire .....	49
2.4.1 Vue d'ensemble du pays .....	49
2.4.2 Bagdad.....	52
2.4.3 Bassora .....	53
2.4.4 Erbil.....	53
2.5 Soins de santé .....	54
2.5.1 Vue d'ensemble du pays .....	54
2.5.2 Bagdad.....	56
2.5.3 Bassora .....	56
2.5.4 Erbil.....	57
2.6 Éducation .....	57
2.6.1 Vue d'ensemble du pays .....	57
2.6.2 Bagdad.....	60
2.6.3 Bassora .....	61
2.6.4 Erbil.....	61
2.7 Logement et conditions de vie .....	62
2.7.1 Vue d'ensemble du pays .....	62

2.7.2 Bagdad.....	63
2.7.3 Bassora .....	64
2.7.4 Erbil.....	65
Annexe 1: Bibliographie .....	66
Annexe 2: Termes de référence.....	81



# Avertissement

Le présent rapport a été rédigé conformément à la méthodologie de l'EASO relative aux rapports d'informations sur les pays d'origine (2019)<sup>1</sup>. Le rapport se base sur des sources d'information soigneusement sélectionnées. Toutes les sources utilisées sont référencées.

Les informations contenues dans le présent rapport ont fait l'objet de recherches, d'évaluations et d'analyses approfondies. Le présent document ne prétend toutefois pas être exhaustif. Le fait que certains événements, personnes ou organisations ne soient pas mentionnés dans le présent rapport ne signifie pas que ces événements ne se sont pas produits ou que les personnes ou organisations concernées n'existent pas.

Par ailleurs, le présent rapport ne permet pas de se prononcer sur l'issue ou le bien-fondé d'une demande de protection internationale particulière. La terminologie utilisée ne doit pas être considérée comme révélatrice d'une position juridique particulière.

Des termes tels que «réfugié» ou «risque» et toute autre terminologie similaire sont utilisés de façon générique et non au sens de la définition juridique figurant dans l'acquis de l'Union en matière d'asile, dans la convention de 1951 relative au statut des réfugiés et dans le protocole de 1967 relatif au statut des réfugiés.

Ni l'EASO ni quiconque agissant en son nom ne peuvent être tenus responsables de l'utilisation qui pourrait être faite des informations contenues dans la présente publication.

La rédaction du présent rapport a été achevée le 27 juillet 2020. Aucun événement survenu après cette date n'y figure. La section «Méthodologie» de l'[introduction](#) contient de plus amples informations sur la période couverte par le présent rapport.

---

<sup>1</sup> La méthodologie de l'EASO repose en grande partie sur les Lignes directrices communes à l'UE pour le traitement de l'information sur les pays d'origine (COI), publiées en 2008, et peut être téléchargée sur le site internet de l'EASO: [url](#).

## Glossaire et abréviations

BTI	Indice de transformation Bertelsmann
CSIS	Centre d'études stratégiques et internationales
DGR	Discussion au sein d'un groupe de réflexion
DRC	Conseil danois pour les réfugiés
DTM	Matrice de suivi des déplacements
ECHO	Protection civile et opérations d'aide humanitaire européennes
EIIL (également connu sous le nom de EI, Daech)	L'État islamique en Iraq et au Levant
EPIC	Education for Peace in Iraq Center (Centre d'éducation pour la paix en Iraq)
FSI	Forces de sécurité irakiennes
GRK	Gouvernement régional du Kurdistan
HCDH	Haut-commissariat des Nations unies aux droits de l'homme (Office of the High Commissioner for Human Rights – OHCHR)
HCR	Haut-Commissariat des Nations unies pour les réfugiés (United Nations High Commissioner for Refugees – UNHCR)
HNO	Aperçu des besoins humanitaires (ONU-OCHA)
HPG	Groupe de politique humanitaire
IQD	Dinar irakien
IRC	International Refugee Committee
IWPR	Institute for War and Peace Reporting
MANUI	Mission d'assistance des Nations unies pour l'Iraq (UN Assistance Mission for Iraq - UNAMI)
NRC	Norwegian Refugee Council (Conseil norvégien pour les réfugiés)
OCHA	Bureau de la coordination des affaires humanitaires des Nations unies (Office for the Coordination of Humanitarian Affairs)
OCS	Organisation centrale des statistiques de l'Iraq
OIT	Organisation internationale du travail (International Labour Organization - ILO)
OMS	Organisation mondiale de la santé (World Health Organisation – WHO)
ONU-HABITAT	Programme des Nations unies pour les établissements humains
PAM	Programme alimentaire mondial (World Food Programme – WFP)
PDI	Personne déplacée à l'intérieur de son propre pays
RKI	Région du Kurdistan irakien
SPD	Système public de distribution

SRP	Stratégie de réduction de la pauvreté
SSP	Soins de santé primaire
UMP (ou FMP)	Unités de mobilisation populaire; Forces de mobilisation populaire
USD	Dollar des États-Unis

## Introduction

Le présent rapport vise à fournir des informations pertinentes pour l'évaluation de la détermination du statut de protection internationale (y compris le statut de réfugié et la protection subsidiaire). En particulier, il a pour but d'éclairer la mise à jour du chapitre sur les autres solutions de protection à l'intérieur du pays dans le cadre de la mise à jour 2020 du document intitulé «Country Guidance: Iraq» (Orientations par pays: Iraq). Il vise à fournir des informations sur les indicateurs socio-économiques clés de l'Iraq en mettant l'accent sur Bagdad, Bassora et Erbil et en soulignant certains aspects de la situation des femmes et des personnes déplacées à l'intérieur de leur propre pays (PDI) dans ces régions.

Le présent rapport est une mise à jour du document de l'EASO, Rapport d'information sur les pays d'origine – Iraq: indicateurs socio-économiques clés, [url](#), publié en février 2019.

## Termes de référence

Les termes de référence du présent rapport sont basés sur les observations émises par des experts politiques au sein des pays de l'UE<sup>2</sup> dans le cadre de l'élaboration des orientations par pays de l'EASO concernant l'Iraq (EASO Country Guidance: Iraq).

Il a été décidé que le rapport centraliserait des informations sur les principales zones urbaines de Bagdad, Bassora et d'Erbil, en tenant compte du contexte national. Des membres du réseau de spécialistes de COI et du réseau d'orientation par pays de l'EASO ont été consultés et invités à apporter leur contribution avant la finalisation de ces TdR. Une section consacrée à l'impact de la pandémie de la COVID-19 sur différents secteurs, par exemple l'économie, l'éducation, la liberté de circulation, a été ajoutée malgré le fait qu'elle n'ait pas été incluse dans les termes de référence.

## Méthodologie

Le présent rapport a été rédigé conformément à la méthodologie de l'EASO relative aux rapports d'information sur les pays d'origine (2019)<sup>3</sup> et au guide de style de l'EASO pour la rédaction et le référencement des produits COI<sup>4</sup>.

Les informations contenues dans ce rapport sont le résultat d'une analyse documentaire de sources publiques spécialisées, en version électronique et imprimée, et sont arrêtées au 30 juin 2020. Des informations complémentaires ont été ajoutées lors du parachèvement du présent rapport, en réponse aux retours reçus au cours du processus de contrôle de la qualité, jusqu'au 31 juillet 2020. Aux fins de l'examen de la qualité, des organisations et des spécialistes en COI des pays énumérés dans la section «[Remerciements](#)» ont procédé à une relecture du présent rapport; tous les

---

<sup>2</sup> États membres de l'UE, Norvège et Suisse

<sup>3</sup> La méthodologie de l'EASO se base en grande partie sur les Lignes directrices communes à l'UE pour le traitement de l'information sur le pays d'origine (2008) et peut être téléchargée sur le site web de l'EASO: [url](#)

<sup>4</sup> [https://coi.easo.europa.eu/administration/easo/PLib/2019\\_EASO\\_COI\\_Writing\\_and\\_Referencing\\_Guide.pdf](https://coi.easo.europa.eu/administration/easo/PLib/2019_EASO_COI_Writing_and_Referencing_Guide.pdf)

commentaires formulés par les relecteurs ont été pris en considération et la plupart ont été intégrés dans la version finale. En outre, et puisque ce rapport est une mise à jour du précédent [rapport](#) sur les indicateurs socio-économiques clés de l'Iraq publié en février 2019, les informations du présent rapport incluent toutes les nouvelles informations disponibles.

Le calendrier général fixé pour la rédaction du présent rapport devait permettre de cerner les tendances de janvier 2019 à juillet 2020. Les sources n'indiquaient pas toujours clairement si les informations concernaient le niveau national, du gouvernorat et du district, ou de la ville. Les informations étaient également parfois uniquement disponibles pour le niveau national ou de gouvernorat. Dans la mesure du possible, le présent rapport apporte cette précision

*Ce rapport traduit contient des notes de bas de page et des renvois qui dirigeront le lecteur vers la version anglaise des rapports sur les pays d'origine de l'EASO. Pour utiliser ces renvois, veuillez vous référer aux versions françaises des rapports. Veuillez noter que les numéros de page peuvent varier légèrement entre la version anglaise et la version française.*

## Structure et utilisation du présent rapport

Le rapport est divisé en deux parties principales: l'une offre une vue d'ensemble, et l'autre est consacrée aux indicateurs spécifiques pour les villes de Bagdad, Bassora et Erbil. La première partie comprend des informations sur la démographie, le contexte humanitaire, les PDI/personnes rapatriées, les femmes, les enfants, les réseaux de soutien, les documents et l'impact de la COVID-19. La deuxième partie comprend des informations sur les indicateurs socio-économiques précisés dans les termes de référence. Chaque section est divisée en quatre sous-sections: un aperçu de l'indicateur au niveau national, et une mise à jour de la situation dans chacune des trois villes (c'est-à-dire Bagdad, Bassora et Erbil) en ce qui concerne les indicateurs, c'est-à-dire l'économie, l'emploi, la pauvreté, la sécurité alimentaire, les soins de santé, l'éducation, et le logement et les conditions de vie.

# Carte



Map No. 3835 Rev. 6 UNITED NATIONS  
July 2014

Department of Field Support  
Cartographic Section

Carte 1: Nations unies, Iraq, carte n° 3835 rév. 6, juillet 2014<sup>5</sup>.

<sup>5</sup> UN, Iraq - Map No. 3835 Rev.6, July 2014, [url](#)

# 1. Vue d'ensemble

## 1.1 Démographie

D'après le ministère australien des affaires étrangères (DFAT), le dernier recensement national complet a eu lieu en 1987 (le recensement de 1997 n'incluait pas la RKI). Les efforts pour procéder à un recensement complet ont été entravés par l'insécurité, les déplacements internes et les problèmes de capacités<sup>6</sup>. L'Organisation centrale des statistiques de l'Iraq (OCS) a estimé la population à 40 150 200 habitants en 2020, et juge qu'elle pourrait atteindre 51 311 700 en 2030<sup>7</sup>. Il convient de mentionner qu'un nouveau recensement démographique et de l'habitat est prévu par l'OCS et le Programme des Nations unies pour les établissements humains (ONU-HABITAT) à la fin de 2020<sup>8</sup>.

La population iraquienne comporte une large proportion de jeunes, 37 % des habitants étant âgés de 0 à 14 ans<sup>9</sup>. Plus de 70 % de la population vit en zone urbaine, la majorité étant concentrée dans les régions du nord, du centre et de l'est du pays, principalement à la périphérie des grands centres urbains. Les principales villes du pays sont Bagdad, la capitale (7,144 millions d'habitants), Mossoul (1,630 million), Bassora (1,352 million), Kirkouk (1,013 million), Nadjaf (0,847) et Erbil (0,847 million)<sup>10</sup>.

Le pays est administrativement divisé en 18 gouvernorats. Les gouvernorats qui composent le Kurdistan iraquien (Dohuk, Souleimaniye, Erbil) forment une région autonome gouvernée par le gouvernement régional du Kurdistan (GRK)<sup>11</sup>.

Les trois groupes démographiques les plus importants du pays sont composés d'Arabes chiites, d'Arabes sunnites et de Kurdes<sup>12</sup>. D'après les estimations, la population compte entre 75 % et 80 % d'Arabes et entre 15 % et 20 % de Kurdes. Les groupes minoritaires englobent des groupes tels que les Turkmènes, les yézidis, les Shabaks, les Kaka'e, les Bédouins, les Roms, les Assyriens, les Circassiens, les Sabéens-Mandéens et les Perses. L'islam est la religion officielle du pays, 95 à 98 % des Iraquiens étant musulmans (64-69 % de chiites et 29-34 % de sunnites). Les chrétiens représentent 1 % de la population et les autres religions entre 1 % et 4 % de la population<sup>13</sup>.

La majorité de la population de la RKI s'identifie comme étant d'origine kurde et de confession musulmane sunnite. Le kurde est la langue la plus fréquemment parlée dans la RKI<sup>14</sup>, tandis que l'arabe domine dans le reste du pays. Rares sont les Iraquiens qui parlent à la fois l'arabe et le kurde. Cela donne lieu à une frontière linguistique séparant le nord et le sud du pays, même s'il existe des zones où ces langues se juxtaposent<sup>15</sup>, par exemple à Bagdad, qui compte une importante communauté kurde bilingue<sup>16</sup>. D'après un rapport publié par la source journalistique kurde Rûdaw, en 2016, Bagdad comptait près de 300 000 Kurdes<sup>17</sup>.

<sup>6</sup> Australia, DFAT, Country Information Report – Iraq, 17 August 2020, [url](#), p. 10

<sup>7</sup> Iraq, CSO, تقديرات سكان العراق للفترة (2015-2030) [Iraqi Population Estimates for the Period (2015-2030)], 30 June 2020, [url](#)

<sup>8</sup> Iraq, CSO, العراق وبرنامج الأمم المتحدة للمستوطنات البشرية يوقعان عقداً مشتركاً لدعم تنفيذ التعداد العام للسكان نهاية العام الجاري [Iraq and UN-HABITAT Sign a Contract to Support Conducting the Demographic Census in the End of This Year], 23 January 2020, [url](#)

<sup>9</sup> US, CIA, The World Factbook; Iraq; People and Society, 17 June 2020, [url](#)

<sup>10</sup> US, CIA, The World Factbook; Iraq; Economy, 17 June 2020, [url](#)

<sup>11</sup> US, CIA, The World Factbook; Iraq; Government, 17 June 2020, [url](#)

<sup>12</sup> MRG, Iraq, May 2018, [url](#)

<sup>13</sup> US, CIA, The World Factbook; Iraq; People and Society 17 June 2020, [url](#)

<sup>14</sup> Encyclopaedia Britannica, Kurd, 21 September 2018, [url](#); IWPR, Arabic-Kurdish Language Divide, 21 July 2006, [url](#)

<sup>15</sup> IWPR, Arabic-Kurdish Language Divide, 21 July 2006, [url](#)

<sup>16</sup> IWPR, Arabic-Kurdish Language Divide, 21 July 2006, [url](#)

<sup>17</sup> Rudaw, Baghdad's Kurdish population sees dramatic decline, official data shows, 9 April 2016, [url](#)

## 1.2 Contexte humanitaire

Dans son aperçu des besoins humanitaires (HNO) de novembre 2019, l'OCHA a déclaré que l'Iraq restait «instable avec des préoccupations humanitaires généralisées». L'aperçu des besoins humanitaires fait état de tensions sociales, sectaires et ethniques persistantes en Iraq, conjuguées à «une incertitude politique croissante et des catastrophes naturelles». Le rapport ajoute que les personnes les plus vulnérables sont celles qui ont été déplacées à la suite du conflit de 2014-2017 contre l'EIL, et celles dont les moyens de subsistance ont été affectés<sup>18</sup>. Selon le Conseil des droits de l'homme des Nations unies, l'insécurité en Iraq continue à «poser un défi aux communautés d'accueil, aux personnes déplacées à l'intérieure de leur propre pays, aux personnes rapatriées et aux acteurs humanitaires, car les cellules restantes de l'EIL continuent à mener des attaques»<sup>19</sup>. La direction générale de la protection civile et des opérations d'aide humanitaire européennes (ECHO) qualifie la reconstruction et le développement comme étant les principaux besoins, et fait observer que la situation du pays sur le plan sécuritaire en Iraq demeure instable et que les «manifestations massives ont été une source de préoccupation majeure»<sup>20</sup>.

Outre la situation sécuritaire, le Centre de suivi des déplacements internes (IDMC) a indiqué que les tempêtes et les inondations ont provoqué 37 000 nouveaux déplacements en 2019, le Tigre et l'Euphrate inondant chaque année les plaines et les zones urbaines adjacentes. En outre, on estime que 34 000 personnes supplémentaires du sud de l'Iraq ont été déplacées en raison de la pénurie d'eau dans les gouvernorats de Bassora, Missan, Thi Qar et Muthanna. D'après certaines informations nombreuses personnes déplacées aient migré vers les zones urbaines<sup>21</sup>.

1 381 332 PDI sont encore en Iraq<sup>22</sup>, dont 78 % sont en situation de déplacement prolongé<sup>23</sup>. Le déplacement prolongé et/ou le retour s'accompagne(nt) de problèmes «liés à la résilience et au rétablissement», tels que l'absence de moyens de subsistance, le manque de cohésion sociale, l'absence de réhabilitation des logements et l'incapacité du gouvernement local à «assurer une administration civile de base et à fournir des services de base et spécialisés»<sup>24</sup>.

Le Conseil des droits de l'homme des Nations unies a constaté que 4,1 millions de personnes déplacées avaient toujours besoin d'une aide humanitaire<sup>25</sup>. D'après l'OCHA, 2,8 millions de personnes (soit 68 % des personnes dans le besoin) présentent un «besoin urgent»<sup>26</sup>. En outre, dans son rapport de situation couvrant la période du 1<sup>er</sup> janvier 2020 au 31 mars 2020, l'UNICEF indique que 1,89 million d'enfants en Iraq ont besoin d'une aide humanitaire<sup>27</sup>.

Enfin, l'Iraq a connu une augmentation du nombre de cas de COVID-19. Selon le HCR (UN High Commissioner for Refugees – UNHCR), le nombre de cas confirmés s'élevait à 77 506 au 12 juillet 2020. Plus de 40 % de ces cas ont été enregistrés à Bagdad, suivie par Souleimaniye et Bassora. L'on déplore 3 150 décès, et les autorités de la RKI et des gouvernorats du centre et du sud ont imposé des mesures restrictives, notamment un couvre-feu et des interdictions de voyager. Le HCR indique que les familles déplacées et vulnérables sont confrontées à des risques tels que les conséquences socio-économiques découlant du manque de moyens de subsistance, de

---

<sup>18</sup> UNOCHA, Humanitarian Needs Overview: Iraq, November 2020, [url](#), p. 4

<sup>19</sup> UN Human Rights Council, Report of the Special Rapporteur on the human rights of internally displaced persons, A/HRC/44/41/Add.1, 13 May 2020, [url](#), p. 3

<sup>20</sup> ECHO, Iraq, 20 May 2020, [url](#), p. 1

<sup>21</sup> IDMC, Global Report on Internal Displacement: Grid 2020, 23 April 2020, [url](#), p. 33

<sup>22</sup> IOM, Displacement Tracking Matrix, Iraq Master List Report 116, 30 June 2020, [url](#), p. 1

<sup>23</sup> IDMC, Global Report on Internal Displacement: Grid 2020, 23 April 2020, [url](#), p. 33

<sup>24</sup> UNOCHA, Humanitarian Response Plan: Iraq, January 2020, [url](#), p. 14

<sup>25</sup> UN Human Rights Council, Report of the Special Rapporteur on the human rights of internally displaced persons, A/HRC/44/41/Add.1, 13 May 2020, [url](#), p. 5

<sup>26</sup> UNOCHA, Humanitarian Response Plan: Iraq, January 2020, [url](#), p. 14

<sup>27</sup> UNICEF, 2020 Internal Displacement Crisis Humanitarian Situation Report, 23 April 2020, available at: [url](#)

l'augmentation de la violence domestique et de la suspension des activités éducatives<sup>28</sup>. Dans la RKI, CARE a interrogé plus de 1 400 personnes et a constaté que 74 % des personnes interrogées ont dû réduire leurs repas et 61 % ont dû s'endetter davantage afin de survivre à la situation économique engendrée par la crise de COVID-19<sup>29</sup>.

## 1.3 PDI/personnes rapatriées

### 1.3.1 Nombre de PDI et de personnes rapatriées

Un rapport du Conseil de sécurité des Nations unies publié le 6 mai 2020 indique qu'au 27 janvier 2020, environ 1,4 million de personnes étaient toujours déplacées sur plus de 3 000 sites, dont 67 camps officiels de PDI, répartis dans tous le pays<sup>30</sup>. La Rapporteuse spéciale sur les droits de l'homme des personnes déplacées dans leur propre pays a estimé le nombre de PDI en Iraq à 1,5 million de personnes, dont 70 % étaient en situation de «déplacement prolongé»<sup>31</sup>. Enfin, selon les données de la matrice de suivi des déplacements de l'Organisation internationale pour les migrations (l'OIM) couvrant les mois de mai et juin 2020, le nombre de personnes déplacées était de 1 381 332, dont 35 034 à Bagdad, 236 496 à Erbil et 6 528 à Bassora<sup>32</sup>.

En ce qui concerne les personnes rapatriées, les données de la matrice de suivi des déplacements de mai et juin 2020 indiquent que le nombre total de personnes déplacées était de 4 718 130, dont la plupart ont été déplacées entre 2014 et 2017. D'après les données en question, les personnes ont été rapatriées vers les gouvernorats suivants: Anbar (1 503 468) – Bagdad (90 228) – Dahuk (768) – Diyala (230 244) – Erbil (53 004) – Kirkouk (341 106) – Ninive (1 807 170) – Salah ad-Din (692 142)<sup>33</sup>.

Le Conseil des droits de l'homme des Nations unies a déclaré qu'au 31 décembre 2019, 4,6 millions de PDI étaient retournées dans leur région d'origine et que les politiques du gouvernement iraquien «ont contribué à promouvoir les retours; toutefois, des retours prématurés, forcés et contraints, en plus des retours bloqués, ont également été signalés». Le rapport ajoute qu'environ 1,4 million de personnes étaient toujours déplacées au 31 décembre 2019, beaucoup ayant échoué à retourner chez elles<sup>34</sup>. Dans un rapport publié en janvier 2020, le Bureau de la coordination des affaires humanitaires des Nations unies (OCHA) a déclaré qu'au moment de la collecte et de l'analyse des données, 370 000 PDI vivaient dans des camps et a estimé que ce nombre tomberait à 288 000 en janvier 2020, et à 180 000 à la fin de 2020<sup>35</sup>.

### 1.3.2 Tendances

#### Obstacles au retour

Le rapport du Conseil de sécurité des Nations unies du 6 mai 2020 indique que «le taux de retour des personnes déplacées a considérablement ralenti en 2019, ce qui a entraîné un déplacement prolongé

---

<sup>28</sup> UNHCR, Iraq: UNHCR COVID-19 Update XII, 12 July 2020, [url](#), p. 2

<sup>29</sup> CARE, CARE warns: Rapidly rising COVID-19 cases and massive lack of humanitarian funding put most vulnerable on the brink of survival in Iraq, 9 July 2020, [url](#)

<sup>30</sup> UN Security Council, Implementation of resolution 2470 (2019): Report of the Secretary-General, S/2020/363, 6 May 2020, [url](#), p. 11

<sup>31</sup> OHCHR, End of Mission Statement by the United Nations Special Rapporteur on the human rights of internally displaced persons, Ms. Cecilia Jimenez-Damary, upon conclusion of her official visit to Iraq – 15 to 23 February 2020, 27 February 2020, [url](#)

<sup>32</sup> IOM, Displacement Tracking Matrix, Iraq Master List Report 116 May – June 2020, 30 June 2020, [url](#), pp. 2, 3

<sup>33</sup> IOM, Displacement Tracking Matrix, Iraq Master List Report 116 May – June 2020, 30 June 2020, [url](#), pp. 1, 5

<sup>34</sup> UN Human Rights Council, Report of the Special Rapporteur on the human rights of internally displaced persons, A/HRC/44/41/Add.1, 13 May 2020, [url](#), p. 3

<sup>35</sup> UNOCHA, Humanitarian Response Plan: Iraq, January 2020, [url](#), p. 14



d'une partie importante de la population déplacée en Iraq»<sup>36</sup>. La Rapporteuse spéciale des Nations unies sur les droits de l'homme des personnes déplacées dans leur propre pays a indiqué que 70 % des personnes qui sont restées déplacées «l'étaient depuis plus de trois ans». Elle a ajouté que, d'après des enquêtes récentes, 90 % d'entre elles «n'ont pas l'intention de retourner à court terme, et 70 % à long terme»<sup>37</sup>. Elle a également soulevé la question du déplacement secondaire et du risque qu'il représente pour les PDI qui ne sont pas revenues et qui pourraient «rester sous le radar et glisser davantage vers l'appauvrissement économique et la marginalisation sociale»<sup>38</sup>.

Le groupe de travail sur les retours et la matrice de suivi des déplacements de l'OIM ont indiqué que le nombre de localités qui n'ont connu aucun retour, en avril 2020, était de 269: Erbil (45), Ninive (115), Kirkouk (13), Salah ad-Din (38), Diyala (43), Babil (13) et Anbar (2)<sup>39</sup>. Human Rights Watch, citant des travailleurs humanitaires, a déclaré que 242 localités en Iraq n'ont pas connu de retours, soit en raison de la contamination de ces régions par des restes explosifs de guerre de l'EIL, soit en raison d'une interdiction de retour imposée par les forces de sécurité du fait d'une sympathie présumée pour l'EIL<sup>40</sup>. L'OCHA a également signalé que «3 367 kilomètres carrés de terres contaminées par des engins explosifs empêchent le retour et ont un impact sur l'exercice des droits»<sup>41</sup>. Le rapport de la Rapporteuse spéciale sur les droits de l'homme des personnes déplacées dans leur propre pays a recensé plusieurs obstacles au retour des PDI en Iraq. Il s'agit notamment de logements détruits ou endommagés, de droits de propriété foncière, de litiges fonciers de longue date, de la contamination des terres par des restes explosifs de guerre, du manque de moyens de subsistance, de restrictions à la liberté de circulation, du manque de cohésion sociale, de traumatismes ou de la crainte de représailles dans les régions d'origine, de la crainte d'une résurgence de l'EIL et d'une affiliation présumée à l'EIL<sup>42</sup>. Par ailleurs, en septembre 2019, le New Arab, citant des rapports non spécifiés des Nations unies et du Parlement iraquien, a mentionné trois raisons qui ont empêché le retour des PDI dans leur région d'origine. Il s'agit notamment du refus des milices contrôlant 16 villes et cités, telles que Jurf Al-Sakhr, Al-Awesat, Yathreb, Baiji, Rabi'a et Kharaghol, de permettre le retour des familles, de la destruction généralisée des zones reprises à l'EIL, ainsi que de considérations tribales<sup>43</sup>. Un fonctionnaire du ministère iraquien de l'intérieur a estimé que 250 000 familles étaient considérées comme affiliées à l'EIL et ne pouvaient pas retourner dans leur région d'origine en raison des objections des autorités iraqiennes ou des communautés locales<sup>44</sup>.

Malgré les obstacles aux retours mentionnés ci-dessus, le rapport du Conseil de sécurité des Nations unies a observé que dans les cinq gouvernorats précédemment détenus par l'EIL (Salah ad-Din, Anbar, Ninive, Kirkouk et Diyala), au 4 avril 2020, 2 375 projets de stabilisation dans les domaines du logement, de l'éducation et des moyens de subsistance, entre autres, avaient été achevés grâce au mécanisme, et 215 autres étaient encore en cours d'exécution. D'après cette même source, ces projets ont permis à 4,7 millions d'Iraqiens de rentrer chez eux au 29 février 2020<sup>45</sup>.

---

<sup>36</sup> UN Security Council, Implementation of resolution 2470 (2019): Report of the Secretary-General, S/2020/363, 6 May 2020, [url](#), p. 11

<sup>37</sup> UN Human Rights Council, Report of the Special Rapporteur on the human rights of internally displaced persons, A/HRC/44/41/Add.1, 13 May 2020, [url](#), p. 12

<sup>38</sup> OHCHR, End of Mission Statement by the United Nations Special Rapporteur on the human rights of internally displaced persons, Ms. Cecilia Jimenez-Damary, upon conclusion of her official visit to Iraq – 15 to 23 February 2020, 27 February 2020, [url](#)

<sup>39</sup> RWG and IOM Displacement Tracking Matrix, Areas of origin having witnessed no return, April 2020, [url](#)

<sup>40</sup> HRW, Iraq: Not a Homecoming, 14 June 2019, [url](#)

<sup>41</sup> UNOCHA, Humanitarian Needs Overview: Iraq, November 2019, [url](#), p. 52

<sup>42</sup> UN Human Rights Council, Report of the Special Rapporteur on the human rights of internally displaced persons, A/HRC/44/41/Add.1, 13 May 2020, [url](#), pp. 12-13

<sup>43</sup> New Arab (The), العراق: جدل بشأن خطوات إعادة النازحين إلى مدنهم, [Iraq: Debate about the Steps of Returning IDPs to Their Towns/Cities], 16 September 2019, [url](#)

<sup>44</sup> HRW, Iraq: Not a Homecoming, 14 June 2019, [url](#)

<sup>45</sup> UN Security Council, Implementation of resolution 2470 (2019): Report of the Secretary-General, S/2020/363, 6 May 2020, [url](#), p. 11

## Retours volontaires

Le rapport de l'OCHA de janvier 2020 affirme que le nombre de PDI dans les camps a diminué, passant de 449 858 à 293 402 entre janvier et novembre 2019. Selon le rapport, ceci est «le résultat d'une combinaison de retours volontaires et de départs spontanés, catalysés par des consolidations et des fermetures soudaines de camps, initiées par le gouvernement iraquien»<sup>46</sup>.

S'agissant de la procédure de retour volontaire, Human Rights Watch déclare que trois familles établies auparavant dans le camp de PDI de Kilo-18 à Anbar, ont reçu l'autorisation de rentrer chez elles après avoir rempli toutes les conditions qui consistaient à trouver un chef de communauté (pour agir en tant que parrain) et à fournir dix témoignages indiquant qu'elles n'avaient jamais été des sympathisants de l'EIL. En outre, le rapport fait état d'un cas où une femme âgée a été sommée de payer 40 000 USD à une tribu majoritaire pour être autorisée à retourner chez elle à Anbar<sup>47</sup>.

Enfin, Human Rights Watch évoque d'éventuels cas de représailles contre des rapatriés qui sont retournés de leur plein gré dans quatre villages de Sinjar. Selon cette source, 550 familles arabes sont retournées dans leurs villages et risquaient de subir des représailles de la part de leurs voisins yézidis. Les personnes rapatriées ont affirmé que leurs maisons avaient été détruites et pillées par les forces armées lorsqu'elles ont pris la fuite. La source a ajouté que seule une petite unité de l'armée iraquienne était présente dans la région pour protéger les familles rapatriées, qui ont déclaré avoir été attaquées par les Forces de mobilisation populaire<sup>48</sup>.

## Retours forcés

Les agences des Nations unies ont fait état de cas de retours forcés de personnes déplacées, notamment en raison de la fermeture et de la fusion de camps. L'OCHA a mis en garde contre les graves conséquences des «retours involontaires et prématurés, et des départs forcés des camps» sur le bien-être physique et mental des PDI. Ces retours, selon cette même source, ont eu lieu en particulier à Ninive, Salah ad-Din, Anbar et Kirkouk, et ont souvent entraîné des déplacements secondaires<sup>49</sup>. Le Protection Update du HCR d'août 2019 note que les départs des camps de PDI ont doublé en août par rapport à juillet 2019. Le rapport parle d'«expulsions forcées, de relocalisations forcées et de départs forcés» résultant de la fermeture des camps de Salah ad-Din, Anbar, Kirkouk et Ninive<sup>50</sup>. Le Conseil des droits de l'homme des Nations unies a déclaré qu'au 31 décembre 2019, 4,6 millions de PDI étaient retournées dans leur région d'origine et que les politiques du gouvernement iraquien «ont contribué à promouvoir les retours; toutefois, des retours prématurés, forcés et contraints, en plus des retours bloqués, ont également été signalés»<sup>51</sup>.

Le rapport du New Arab fait également allusion aux récentes tentatives du gouvernement iraquien de renvoyer les PDI dans leur région d'origine, certains renvois étant prétendument forcés<sup>52</sup>. De même, Human Rights Watch (HRW) observe qu'environ 60 familles de PDI ont été contraintes de retourner dans leur village d'origine, Tal Abu Jarad, qui était encore en ruines. Selon le rapport, les groupes armés de la région ont recruté un homme de chaque famille pour participer à une «surveillance locale de quartier»<sup>53</sup>.

---

<sup>46</sup> UNOCHA, Humanitarian Response Plan: Iraq, January 2020, [url](#), p. 45

<sup>47</sup> HRW, Iraq: Not a Homecoming, 14 June 2019, [url](#)

<sup>48</sup> HRW, Iraq: Not a Homecoming, 14 June 2019, [url](#)

<sup>49</sup> UNOCHA, Humanitarian Needs Overview: Iraq, November 2019, [url](#), p. 52

<sup>50</sup> UNHCR, Iraq Protection Update, August 2019, available at: [url](#), p. 1

<sup>51</sup> UN Human Rights Council, Report of the Special Rapporteur on the human rights of internally displaced persons, A/HRC/44/41/Add.1, 13 May 2020, [url](#), p. 3

<sup>52</sup> New Arab (The), العراق: جدل بشأن خطوات إعادة النازحين إلى مدنهم [Iraq: Debate about the Steps of Returning IDPs to Their Towns/Cities], 16 September 2019, [url](#)

<sup>53</sup> HRW, Iraq: Not a Homecoming, 14 June 2019, [url](#)

## Système d'indemnisation pour les biens endommagés

En ce qui concerne les régimes d'indemnisation en place, le Global Protection Cluster a déclaré que la loi n° 20 de 2009 dispose que le gouvernement iraquien «indemniser tous les citoyens, y compris les PDI, dont les propriétés ont été touchées par des incidents liés à la guerre». Cette loi a été modifiée par la loi n° 57 de 2015 qui stipule que «tous les Iraquiens touchés ou lésés lors d'opérations militaires et d'actions terroristes ont droit à une compensation financière». Cinq catégories sont éligibles à l'indemnisation, dont une pour les biens endommagés<sup>54</sup>. En outre, la loi n° 2 de 2020 a créé des sous-comités d'indemnisation à Bagdad et dans la RKI; en plus de ceux déjà établis dans les gouvernorats touchés par le conflit, et a donné aux sous-comités davantage de compétences et de pouvoir<sup>55</sup>.

Selon le rapport du Global Protection Cluster, tous les propriétaires peuvent introduire des demandes d'indemnisation. Une copie d'un document d'identité valide doit être fournie en même temps que d'autres documents, dont une preuve du titre de propriété. En cas de perte des documents de propriété, les propriétaires peuvent solliciter un nouveau document soit auprès des bureaux régionaux du cadastre, soit auprès du bureau central du cadastre à Bagdad. À défaut, le propriétaire peut également se procurer un formulaire de preuve de propriété, qui «doit être approuvé par le *Mukhtar*, les dirigeants de la communauté, le conseil municipal, les autorités locales et deux témoins. Tous doivent attester que le bien appartient réellement audit demandeur». Des photos de bonne qualité du bien endommagé et l'adresse exacte doivent également être fournies avec la demande d'indemnisation. Pour les PDI toujours en déplacement, des déclarations écrites du *Mukhtar*, du maire et des voisins peuvent remplacer les photos pour évaluer les dégâts<sup>56</sup>.

Un rapport publié par le Minority Rights Group le 22 janvier 2020 indique qu'en novembre 2019, 26 000 familles du gouvernorat de Ninive ont introduit des demandes d'indemnisation pour des biens endommagés. Le rapport souligne les problèmes du mécanisme, principalement la «lourdeur de la procédure requise pour déposer une demande, combinée aux importants retards de traitement et à la corruption présumée»<sup>57</sup>. L'OCHA a également fait observer que l'accès aux systèmes d'indemnisation pour les biens privés endommagés était «extrêmement difficile»<sup>58</sup>. Le Global Protection Cluster a déclaré que les procédures étaient «assez complexes, compliquées, quelque peu contradictoires ou ambiguës» et qu'aucune instruction ou mécanisme clair n'avait été mis en place<sup>59</sup>. La Rapporteuse spéciale des Nations unies sur les droits de l'homme des personnes déplacées dans leur propre pays a noté que «les logements détruits ou endommagés et d'autres problèmes liés au logement, à la terre et à la propriété, tels que l'absence de documents prouvant la propriété, restent un obstacle important au retour des PDI dans leur région d'origine». Elle a ajouté que malgré l'existence de mécanismes d'indemnisation pour les biens endommagés, les PDI ignorent souvent l'existence de ces mécanismes ou éprouvent bien de difficultés à introduire leur demande du fait de l'absence de certains documents<sup>60</sup>. Dans un rapport ultérieur publié le 13 mai 2020, la Rapporteuse spéciale a déclaré que de nombreuses demandes d'indemnisation n'ont pas été traitées et a ajouté

---

<sup>54</sup> Global Protection Cluster, PROPERTY COMPENSATION GUIDELINES: Based on Iraqi Law 20, 2009, Law 57, 2015 (First Amendment) and Law 2 of 2020 (Second Amendment), March 2020, [url](#), p. 4

<sup>55</sup> Global Protection Cluster, PROPERTY COMPENSATION GUIDELINES: Based on Iraqi Law 20, 2009, Law 57, 2015 (First Amendment) and Law 2 of 2020 (Second Amendment), March 2020, [url](#), p. 5

<sup>56</sup> Global Protection Cluster, PROPERTY COMPENSATION GUIDELINES: Based on Iraqi Law 20, 2009, Law 57, 2015 (First Amendment) and Law 2 of 2020 (Second Amendment), March 2020, [url](#), pp. 5-6

<sup>57</sup> MRG, Mosul after the Battle: Reparations for civilian harm and the future of Ninewa, 22 January 2020, [url](#)

<sup>58</sup> UNOCHA, Humanitarian Needs Overview: Iraq, November 2019, [url](#), p. 52

<sup>59</sup> Global Protection Cluster, PROPERTY COMPENSATION GUIDELINES: Based on Iraqi Law 20, 2009, Law 57, 2015 (First Amendment) and Law 2 of 2020 (Second Amendment), March 2020, [url](#), p. 7

<sup>60</sup> OHCHR, End of Mission Statement by the United Nations Special Rapporteur on the human rights of internally displaced persons, Ms. Cecilia Jimenez-Damary, upon conclusion of her official visit to Iraq – 15 to 23 February 2020, 27 February 2020, [url](#)

que «les allégations de corruption, de népotisme et de discrimination dans le traitement des demandes sont également un sujet de préoccupation»<sup>61</sup>.

### 1.3.3 Logement, conditions de vie et sécurité alimentaire

La Rapporteuse spéciale des Nations unies sur les droits de l'homme des personnes déplacées dans leur propre pays a noté que «les PDI à l'intérieur et à l'extérieur des camps n'ont pas accès (ou ont un accès limité) à la nourriture, au logement, aux soins de santé, à l'éducation et aux moyens de subsistance». Elle a souligné que certaines PDI vivaient dans des abris «de piètre qualité» et que le niveau de pauvreté était si élevé que l'on voyait des PDI vendre les produits alimentaires et non alimentaires qu'elles recevaient<sup>62</sup>. Les données de l'OIM du 12 juin 2020 indiquent que sur 231 590 ménages de PDI, 18 817 vivaient dans des abris précaires<sup>63</sup>. L'OCHA estime à environ 700 000 le nombre de personnes vivant dans des abris précaires (structures inachevées ou abandonnées, abris de fortune et tentes usées) et a recensé 1,5 million de personnes ayant besoin d'un abri et d'une aide non alimentaire<sup>64</sup>. Selon l'OCHA, environ 187 000 PDI vivant en dehors des camps «craignent d'être expulsées de leur résidence habituelle» en raison du non-paiement du loyer ou de conflits familiaux concernant la propriété, tandis que 60 % des rapatriés ont signalé des dommages matériels<sup>65</sup>. L'OCHA a également déclaré qu'environ 370 000 PDI résidant dans des camps et 2 millions d'«individus hors camp» ont besoin d'une aide pour se loger. En outre, «environ la moitié des ménages dirigés par des femmes qui vivent dans des abris précaires ont des besoins plus importants en matière de sécurité et d'intimité»<sup>66</sup>. Le New Humanitarian a par ailleurs déclaré que le Programme des Nations unies pour le développement (PNUD) réhabilitait 15 000 bâtiments dans l'ouest de Mossoul. Selon la source, le PNUD n'a effectué que des réparations partielles, alors que «la reconstruction est entre les mains du gouvernement et que des quartiers entiers sont toujours en ruines»<sup>67</sup>.

En ce qui concerne les personnes rapatriées, l'OIM note qu'un total de 27 574, soit 3 % de tous les ménages de rapatriés vivaient dans des abris classés comme précaires, c'est-à-dire des bâtiments inhabitables, des établissements dits «sauvages» et des bâtiments abandonnés, religieux ou scolaires, contre 756 623 ménages vivant dans des abris non précaires, principalement des familles d'accueil, des maisons louées et des bâtiments habitables<sup>68</sup>. À Bagdad, 13 889 ménages sont retournés dans des abris non précaires, contre 1 044 qui sont retournés dans des abris précaires. À Erbil, presque tous les ménages de rapatriés sont retournés dans des abris non précaires<sup>69</sup>. Dans son plan de réponse humanitaire pour la période de janvier-mai 2019, l'OCHA a observé que «presque toutes les familles qui sont retournées dans leur région d'origine (environ 95 %) ont retrouvé une résidence habituelle en bon état». D'après le rapport, les personnes rapatriées ont fourni des raisons cohérentes pour leur retour, qui comprenaient «l'amélioration de la situation sécuritaire, la fourniture de services et la réhabilitation des maisons dans les zones d'origine»<sup>70</sup>.

---

<sup>61</sup> UN Human Rights Council, Report of the Special Rapporteur on the human rights of internally displaced persons, A/HRC/44/41/Add.1, 13 May 2020, [url](#), p. 12

<sup>62</sup> OHCHR, End of Mission Statement by the United Nations Special Rapporteur on the human rights of internally displaced persons, Ms. Cecilia Jimenez-Damary, upon conclusion of her official visit to Iraq – 15 to 23 February 2020, 27 February 2020, [url](#)

<sup>63</sup> IOM, Displacement Tracking Matrix, Iraq IDPS Master List: Round 115, 12 June 2020, [url](#), TAB 'Summary'

<sup>64</sup> UNOCHA, Humanitarian Needs Overview: Iraq, November 2019, [url](#), p. 57

<sup>65</sup> UNOCHA, Humanitarian Needs Overview: Iraq, November 2019, [url](#), p. 54

<sup>66</sup> UNOCHA, Humanitarian Needs Overview: Iraq, November 2019, [url](#), p. 57

<sup>67</sup> New Humanitarian (The), Nowhere to go: Mosul residents in limbo as camps close, 11 March 2020, [url](#)

<sup>68</sup> IOM, Displacement Tracking Matrix, Iraq: Returnees Master List – Round 115, 12 June 2020, [url](#), Tab 'Summary'

<sup>69</sup> IOM, Displacement Tracking Matrix, Iraq: Returnees Master List – Round 115, 12 June 2020, [url](#), Tab 'Shelter Type by Gov of Return'

<sup>70</sup> UNOCHA, Humanitarian Response Plan: Monitoring Report January – May 2019, 27 August 2019, [url](#), p. 8

Dans sa fiche d'information sur l'Iraq de 2019, l'OIM a indiqué que les loyers des maisons de deux chambres à coucher oscillaient entre 200 et 750 USD en 2019, et que le prix dépendait de l'emplacement et de la taille du bien. Selon certaines informations, il était plus facile pour les hommes célibataires de louer un appartement ou un studio que de louer une maison. Par ailleurs, l'OIM a constaté qu'il n'existait pas d'organismes gouvernementaux chargés d'aider les rapatriés à trouver un logement, et que la seule option disponible était les agences immobilières. Enfin, le gouvernement a accordé des crédits au logement aux citoyens qui possédaient des terrains de plus de 100 mètres carrés et qui répondaient à certains critères d'éligibilité. Toutefois, selon l'OIM, le programme est actuellement suspendu dans la RKI<sup>71</sup>.

En ce qui concerne les conditions sanitaires, l'OCHA a estimé que 1,85 million de personnes à travers l'Iraq avaient un «besoin urgent d'un accès durable et équitable à des services WASH sûrs et appropriés», dont 49 % de femmes et de filles, 38 % d'enfants et 4 % de personnes âgées<sup>72</sup>. Cependant, lors de la récente crise de la COVID-19, un rapport du Conseil de sécurité publié le 6 mai 2020 a noté que «les interventions en matière de santé et d'eau, d'hygiène et d'assainissement qui sont effectuées à l'intention des personnes déplacées à l'intérieur du pays ont été étendues à la fois à l'intérieur et en dehors des camps»<sup>73</sup>.

En ce qui concerne la sécurité alimentaire, l'OCHA a déclaré qu'un «total de 425 000 personnes rapatriées et 125 000 PDI vivant hors des camps sont en situation d'insécurité alimentaire», les chiffres les plus élevés étant enregistrés à Ninive, Salah ad-Din, Anbar et Diyala. Le rapport ajoute que les ménages dirigés par des femmes sont parmi les plus vulnérables et que les filles âgées de 6 à 17 ans sont particulièrement touchées et sont «plus susceptibles d'être privées de nourriture par les personnes qui s'occupent d'elles et [...] plus enclines à entreprendre des activités génératrices de revenus dangereuses»<sup>74</sup>. En ce qui concerne l'eau, l'OCHA a déclaré que «46 % des ménages vivant dans les camps, 36 % à l'extérieur des camps et 21 % des ménages rapatriés n'ont pas accès à suffisamment d'eau pour leur usage domestique»<sup>75</sup>.

En ce qui concerne les moyens de subsistance, la Rapporteuse spéciale des Nations unies sur les droits de l'homme des personnes déplacées dans leur propre pays a déclaré que le manque de moyens de subsistance affectait particulièrement les ménages dirigés par des femmes et constituait un obstacle au retour dans les lieux d'origine<sup>76</sup>. L'OCHA a estimé que 370 000 PDI dans les camps officiels, 343 000 PDI en dehors des camps et 980 000 personnes rapatriées ne pouvaient pas «atteindre un niveau de vie minimum»<sup>77</sup>.

Enfin, le Health Cluster a déclaré qu'en mars 2020, le ministère iraquien des migrations et des déplacements avait décidé de suspendre l'aide humanitaire aux PDI résidant dans des campements informels dans la province d'Anbar. D'après certaines informations seules les PDI placées dans les camps continueront à recevoir une aide du ministère<sup>78</sup>.

---

<sup>71</sup> IOM, Country Factsheet: Iraq, 2019, [url](#), p.6

<sup>72</sup> UNOCHA, Humanitarian Needs Overview: Iraq, November 2019, [url](#), p. 59

<sup>73</sup> UN Security Council, Implementation of resolution 2470 (2019): Report of the Secretary-General, S/2020/363, 6 May 2020, [url](#), p. 10

<sup>74</sup> UNOCHA, Humanitarian Needs Overview: Iraq, November 2019, [url](#), p. 47

<sup>75</sup> UNOCHA, Humanitarian Needs Overview: Iraq, November 2019, [url](#), p. 20

<sup>76</sup> OHCHR, End of Mission Statement by the United Nations Special Rapporteur on the human rights of internally displaced persons, Ms. Cecilia Jimenez-Damary, upon conclusion of her official visit to Iraq – 15 to 23 February 2020, 27 February 2020, [url](#)

<sup>77</sup> UNOCHA, Humanitarian Needs Overview: Iraq, November 2019, [url](#), p. 20

<sup>78</sup> Health Cluster Iraq, Health Cluster Bulletin No. 3, March 2020, [url](#), p. 2

### 1.3.4 Accès à l'éducation

Dans son aperçu des besoins humanitaires de novembre 2019, l'OCHA a estimé qu'en 2020, 1,22 million d'enfants PDI âgés de 6 à 17 ans auraient besoin d'une aide publique dans le secteur de l'éducation. Actuellement, près de 345 000 enfants PDI et 815 500 enfants rapatriés «sont particulièrement vulnérables et ont besoin d'aide pour accéder à l'éducation», notamment à Ninive, Al-Anbar, Salah ad-Din, Kirkouk, Al-Sulaimaniya, Erbil et Dahuk<sup>79</sup>.

La Rapporteuse spéciale des Nations unies sur les droits de l'homme des personnes déplacées dans leur propre pays a exprimé son inquiétude «quant à la mesure dans laquelle les enfants déplacés vivant dans les camps et hors des camps sont privés d'éducation». Elle a ajouté que les enfants déplacés dans les zones précédemment détenues par l'EIIL souffraient de discrimination et d'une mobilité réduite en raison de l'absence de documents. En outre, les enfants «nés de violences sexuelles» ou qui avaient perdu leur père mais qui n'étaient pas titulaires d'un certificat de décès ne pouvaient pas obtenir d'actes de naissance ou d'autres types de documents d'état civil, les empêchant ainsi d'accéder à l'éducation<sup>80</sup>. Un rapport publié conjointement par la MANUI et le HCDH (Office of the High Commissioner for Human Rights - OHCHR) en février 2020 indique que les enfants et les jeunes adultes qui vivent dans les anciennes zones détenues par l'EIIL «ont accumulé un retard important dans leurs connaissances scolaires en raison des années d'éducation manquées et sont également confrontés à des difficultés pour obtenir les documents civils requis pour s'inscrire dans un établissement d'enseignement formel»<sup>81</sup>. Enfin, la Rapporteuse spéciale a observé que de nombreux enfants PDI travaillaient afin de contribuer aux revenus du ménage<sup>82</sup>.

Le rapport de la MANUI/du HCDH a souligné un manque en matière d'offre d'éducation pour les PDI dans les zones précédemment aux mains de l'EIIL. Selon ce même rapport, malgré la directive du gouvernement iraquien «conseillant aux enseignants d'adhérer aux politiques standard de "test de niveau" pour permettre aux enfants de réintégrer l'enseignement formel», «les élèves vivant dans les installations de PDI se voyaient le plus souvent refuser l'accès aux classes appropriées à leur âge et étaient placés avec des enfants plus jeunes», engendrant des taux élevés de décrochage dans l'enseignement intermédiaire et secondaire. Par ailleurs, les classes surpeuplées et les contraintes de temps, ainsi que les «traumatismes individuels et sociétaux non traités» ont aggravé le problème<sup>83</sup>. En outre, et d'après une cartographie réalisée en mai 2019 par le groupe de coordination et de gestion des camps dirigé par les Nations unies, dix camps de PDI ne proposaient aucune forme d'enseignement, tandis que les écoles de Mossoul fonctionnaient en horaires décalés, limitant ainsi la fréquentation scolaire à quatre heures par jour<sup>84</sup>. L'UNICEF a évoqué les défis qui se posent au secteur de l'éducation, notamment «la disponibilité limitée des structures physiques, du matériel pédagogique et d'un personnel qualifié»<sup>85</sup>. Afin de combler ces lacunes, le ministère iraquien de l'éducation a mis au point un programme d'apprentissage accéléré à l'échelle nationale, bien qu'il ne concerne que le programme du primaire. La majorité des résidents des camps de PDI et des zones

---

<sup>79</sup> UNOCHA, Humanitarian Needs Overview: Iraq, November 2019, [url](#), p. 43

<sup>80</sup> OHCHR, End of Mission Statement by the United Nations Special Rapporteur on the human rights of internally displaced persons, Ms. Cecilia Jimenez-Damary, upon conclusion of her official visit to Iraq – 15 to 23 February 2020, 27 February 2020, [url](#)

<sup>81</sup> UNAMI and OHCHR, The Right to Education in Iraq: Part One: the legacy of ISIL territorial control on access to education, February 2020, [url](#), p. 4

<sup>82</sup> OHCHR, End of Mission Statement by the United Nations Special Rapporteur on the human rights of internally displaced persons, Ms. Cecilia Jimenez-Damary, upon conclusion of her official visit to Iraq – 15 to 23 February 2020, 27 February 2020, [url](#)

<sup>83</sup> UNAMI and OHCHR, The Right to Education in Iraq: Part One: the legacy of ISIL territorial control on access to education, February 2020, [url](#), p. 9

<sup>84</sup> UNAMI and OHCHR, The Right to Education in Iraq: Part One: the legacy of ISIL territorial control on access to education, February 2020, [url](#), p. 10

<sup>85</sup> UNICEF, 2020 Internal Displacement Crisis Humanitarian Situation Report, 23 April 2020, available at: [url](#)

rurales des gouvernorats précédemment détenus par l'EIL n'ont toutefois pas pu bénéficier de ces initiatives en raison du manque de liberté de circulation<sup>86</sup>.

Selon le rapport de la MANUI/du HCDH, les directives actuelles du ministère de l'éducation exigent plusieurs types de documents d'état civil pour l'inscription à l'école. D'après certaines informations que 45 000 enfants dans les camps de PDI ne disposent pas de ces documents, et la plupart des familles qui vivaient dans les anciennes zones détenues par l'EIL n'ont pas de documents essentiels. Cela a un impact sur l'accès à l'éducation. Ceci est d'autant plus vrai pour les enfants de pères décédés, car les directives du ministère de l'éducation exigent la présentation de documents d'identification pour l'enfant et les parents<sup>87</sup>. Un rapport du Conseil danois pour les réfugiés (DRC), du Conseil norvégien pour les réfugiés (NRC) et du Comité international pour les réfugiés (IRC) a souligné qu'il existait des disparités entre les gouvernorats en ce qui concerne les documents requis pour l'inscription à l'école. Le rapport a constaté qu'à Salah ad-Din, seules les pièces d'identité de l'élève étaient exigées, tandis qu'à Anbar, celles de l'élève et des parents étaient demandées<sup>88</sup>. Enfin, le ministère de l'éducation a publié une directive «permettant aux enfants en âge scolaire de s'inscrire dans les écoles sans documents, mais exigeant que les parents présentent ces documents dans le mois suivant l'inscription». Selon la MANUI, cette directive n'a pas été efficace en raison de la sous-diffusion et de la lenteur du processus d'obtention des documents, qui dépassait le délai d'un mois<sup>89</sup>.

En ce qui concerne les enfants rapatriés qui sont allés à l'école à l'étranger, l'OIM a observé que les documents suivants étaient requis pour l'inscription scolaire en Iraq: certificat de l'école étrangère certifié par l'ambassade iraquienne dans le pays hôte et les ministères de l'éducation/enseignement supérieur et des affaires étrangères en Iraq, carte d'identité de l'élève et des parents, carte de rationnement alimentaire et photos personnelles. En outre, les certificats d'études secondaires devaient être reconnus par le ministère de l'enseignement supérieur<sup>90</sup>.

### 1.3.5 Accès aux soins de santé

Selon la fiche d'information de l'OIM sur l'Iraq de 2019, le système de santé iraquien est accessible à tous les citoyens. Pour les adultes, seule la carte d'identité est nécessaire pour être admis dans une clinique ou un hôpital. Lors de la vaccination, les nourrissons reçoivent des carnets et des listes de contrôle, et les parents sont tenus de les apporter lorsqu'ils se rendent à l'hôpital. Les informations contenues dans le carnet sont extraites de l'acte de naissance de l'enfant et des cartes d'identité des parents<sup>91</sup>. En ce qui concerne l'accès aux soins de santé, Human Rights Watch a observé que les personnes qui n'avaient pas les documents requis n'avaient pas accès aux soins de santé et ne pouvaient pas obtenir de certificat de naissance pour leurs enfants<sup>92</sup>.

L'OCHA a fait remarquer que le nombre de personnes ayant besoin d'une aide sanitaire humanitaire a diminué en raison du mouvement de retour déjà amorcé et de «la régénération progressive des services de santé publics essentiels dans les zones de retour». Cette même source ajoute que le besoin de soins de traumatologie en première ligne et de «services de soins de santé primaires vitaux» a cessé d'exister depuis la fin du conflit<sup>93</sup>. Néanmoins, l'OCHA a indiqué que près de 325 000 PDI vivant

<sup>86</sup> UNAMI and OHCHR, The Right to Education in Iraq: Part One: the legacy of ISIL territorial control on access to education, February 2020, [url](#), pp. 10-11

<sup>87</sup> UNAMI and OHCHR, The Right to Education in Iraq: Part One: the legacy of ISIL territorial control on access to education, February 2020, [url](#), p. 11

<sup>88</sup> NRC, et al., Paperless people of post-conflict Iraq: Denied rights, barred from basic services and excluded from reconstruction efforts, 16 September 2019, [url](#), p. 11

<sup>89</sup> UNAMI and OHCHR, The Right to Education in Iraq: Part One: the legacy of ISIL territorial control on access to education, February 2020, [url](#), p. 12

<sup>90</sup> IOM, Country Factsheet: Iraq, 2019, [url](#), p. 9

<sup>91</sup> IOM, Country Factsheet: Iraq, 2019, [url](#), p. 4

<sup>92</sup> HRW, Iraq: Not a Homecoming, 14 June 2019, [url](#)

<sup>93</sup> UNOCHA, Humanitarian Needs Overview: Iraq, November 2019, [url](#), p. 50

dans les camps et 500 000 PDI vivant en dehors des camps avaient encore besoin de services de santé de base, «notamment les services de soins de santé primaires essentiels fournis par les partenaires humanitaires qui viennent pallier les lacunes de capacité de la Direction de la santé». On estime que près de 2 millions de personnes rapatriées risqueraient de voir leurs besoins sanitaires de base non satisfaits en 2020 dans les zones de retour si les acteurs humanitaires ne sont pas en mesure de fournir ces services. Les gouvernorats d'Al-Anbar, Babil, Bagdad, Dahuk, Diyala, Erbil, Kirkouk, Al-Najaf, Ninive, Salah ad-Din et Sulaimaniya sont restés la priorité de l'OCHA<sup>94</sup>. En outre, le coût des médicaments était considéré comme «le plus grand obstacle à l'accès aux services de santé», tandis que les médicaments spécifiques pour les maladies chroniques n'étaient pas régulièrement disponibles ou fournis par la Direction de la santé<sup>95</sup>.

Dans un rapport publié le 11 mars 2020, le Cluster de protection de l'Iraq a observé qu'à Bagdad, 4 189 personnes avaient besoin d'un soutien psychosocial en 2020, dont 656 étaient des PDI et 3 472 des personnes rapatriées. À Erbil, le nombre total de personnes ayant besoin d'un soutien psychosocial était de 10 598, dont 9 764 étaient des PDI et 829 des personnes rapatriées. Le rapport indique qu'en 2019, 13 partenaires opérationnels/ONG étaient présents à Bagdad et 16 à Erbil, afin de pourvoir aux besoins de soutien psychosocial<sup>96</sup>.

Pour des informations sur l'impact de la COVID-19 sur le système de santé en Iraq, voir [Section 1.8](#) ci-dessous.

### 1.3.6 Accès à l'emploi

L'OCHA a fait remarquer que le «principal besoin en matière de relèvement» des PDI concernait l'accès à l'emploi et au travail, qui occupe la troisième place des besoins majeurs déclarés par les PDI et les personnes rapatriées, derrière la nourriture et les soins médicaux<sup>97</sup>. L'étude Integrated Location Assessment (ILA) III de l'OIM, publiée en janvier 2019, indique que l'accès à l'emploi et aux moyens de subsistance constitue une préoccupation majeure des PDI dans la quasi-totalité des 4 000 sites évalués en 2018<sup>98</sup>. Le manque de moyens de subsistance s'est traduit par des difficultés d'accès aux besoins fondamentaux tels que la nourriture, les articles ménagers et non alimentaires, ainsi que le logement<sup>99</sup>. En outre, dans son aperçu des besoins humanitaires de novembre 2019, l'OCHA a déclaré que «le manque de moyens de subsistance a été un obstacle majeur aux retours durables, dissuadant les personnes déplacées de rentrer chez elles et servant de catalyseur pour les déplacements secondaires des rapatriés». Selon le rapport, les personnes rapatriées et les PDI vivant à l'extérieur des camps souffrent d'endettement et le chômage est élevé parmi les PDI et les rapatriés de Ninive, Anbar, Salah ad-Din, Diyala et Kirkouk. En outre, l'OCHA a estimé à 2,39 millions le nombre de personnes ayant besoin d'un soutien aux moyens de subsistance en 2020<sup>100</sup>. En ce qui concerne le chômage chez les PDI, la Banque mondiale a indiqué dans son rapport de janvier 2018 que dans les sept gouvernorats touchés par le conflit, à savoir Anbar, Babil, Diyala, Kirkouk, Ninive, Salah ad-Din et Bagdad, le chômage atteignait 17,7 % et le sous-emploi 9,7 %. Selon le rapport, le taux de chômage à Anbar et Diyala était respectivement de 33,6 % et 20,7 %<sup>101</sup>.

Dans son Bulletin humanitaire d'avril 2020, l'OCHA a fait référence à une campagne gouvernementale menée fin 2019 pour recruter du personnel de sécurité. La campagne aurait «permis à un certain

---

<sup>94</sup> UNOCHA, Humanitarian Needs Overview: Iraq, November 2019, [url](#), p. 49

<sup>95</sup> UNOCHA, Humanitarian Needs Overview: Iraq, November 2019, [url](#), p. 20

<sup>96</sup> Protection Cluster Iraq, Psychosocial Support (PSS) Activities in Iraq: 2019 Achievements & 2020 Needs, 11 March 2020, [url](#)

<sup>97</sup> UNOCHA, Iraq: Humanitarian Needs Overview - November 2018, 16 December 2018, [url](#), pp. 51-52

<sup>98</sup> IOM, Integrated Location Assessment Part III, 2 January 2019, [url](#), p. 6

<sup>99</sup> IOM, Integrated Location Assessment Part III, 2 January 2019, [url](#), pp. 6, 34-35

<sup>100</sup> UNOCHA, Humanitarian Needs Overview: Iraq, November 2019, [url](#), p. 45

<sup>101</sup> World Bank Group, Iraq: Reconstruction and Investment, January 2018, [url](#), p. 32



nombre de personnes déplacées à l'intérieur de leur propre pays (PDI) d'obtenir un emploi dans les forces de sécurité irakiennes (ISF) et comme fonctionnaires de police». Selon le Bulletin, le personnel recruté travaillait en alternance dans ou entre les gouvernorats, et retournait dans leur camp de résidence pour les périodes de repos<sup>102</sup>.

Selon la fiche d'information de l'OIM sur l'Iraq de 2019, le gouvernement irakien propose des programmes de formation professionnelle pour remédier aux problèmes de chômage et de faible niveau de compétences, et pour répondre aux «besoins d'un secteur privé émergent». Les personnes rapatriées peuvent demander l'aide du ministère du travail et des affaires sociales, et doivent fournir une carte d'identité et une carte de rationnement alimentaire, en plus d'autres documents divers pour s'inscrire au ministère<sup>103</sup>.

### 1.3.7 Restrictions légales concernant le voyage ou le séjour en Iraq

L'article 44 de la Constitution irakienne de 2005 stipule que «[t]out Iraquien jouit de la liberté de circulation, de voyage et de résidence à l'intérieur et à l'extérieur de l'Iraq»<sup>104</sup>. Le 11 février 2019, la Cour suprême fédérale de l'Iraq a réaffirmé que les citoyens irakiens jouissent de la liberté de voyager à l'intérieur et à l'extérieur de l'Iraq, et que cette liberté ne peut être restreinte par aucune législation<sup>105</sup>. Les informations sur les types de documents requis pour la mobilité intérieure et sur l'(in)existence de restrictions légales à la liberté de circulation entre les régions en Iraq étaient rares, et les sources consultées lors de la rédaction de ce rapport se sont concentrées sur les PDI.

La Rapporteuse spéciale des Nations unies sur les droits de l'homme des personnes déplacées dans leur propre pays a noté que les Iraquiens déplacés se heurtaient à de «nombreux obstacles» pour obtenir des documents d'état civil. Elle a souligné l'importance de ces documents pour «la jouissance d'un large éventail de droits de l'homme, en termes d'accès des personnes déplacées aux services de base, à l'éducation, aux soins de santé et aux prestations de sécurité sociale, au logement, aux droits fonciers et de propriété, et à la liberté de circulation»<sup>106</sup>. En outre, elle s'est dite préoccupée par «les restrictions à la liberté de circulation imposées aux PDI», notamment par l'obligation d'obtenir une habilitation de sécurité pour pouvoir voyager. Elle a ajouté que «des habilitations de sécurité sont requises et souvent refusées aux membres de familles présumées appartenir à des groupes extrémistes»<sup>107</sup>. Le rapport de Human Rights Watch du 14 juin 2019 indique que les membres des forces de sécurité en Iraq ont admis que l'interdiction de délivrer des habilitations de sécurité aux PDI qui avaient vécu sous le régime de l'EIIL avait pour objectif de limiter leurs déplacements afin de les garder sous surveillance. Le rapport ajoute que tout déplacement sans carte d'identité valide en Iraq peut entraîner une arrestation et, par conséquent, la torture<sup>108</sup>. En outre, la Rapporteuse spéciale des Nations unies sur les droits de l'homme des personnes déplacées dans leur propre pays a évoqué des informations selon lesquelles les PDI étaient confinées dans leurs camps et devaient être escortées pour se rendre dans les services médicaux ou juridiques<sup>109</sup>. L'OCHA a fait observer que les besoins

<sup>102</sup> UNOCHA, Humanitarian Bulletin, April 2020, [url](#), p. 1

<sup>103</sup> IOM, Country Factsheet: Iraq, 2019, [url](#), p. 5

<sup>104</sup> Iraq, Constitution of Iraq, 2005, [url](#), Art. 44

<sup>105</sup> Al-Sumaria, المحكمة الاتحادية: لا يجوز تقييد حرية سفر العراقي داخل البلاد وخارجها, [Federal Court: Iraqis' Freedom of Travel inside and outside Iraq Should not be Curtailed], 11 February 2019, [url](#)

<sup>106</sup> OHCHR, End of Mission Statement by the United Nations Special Rapporteur on the human rights of internally displaced persons, Ms. Cecilia Jimenez-Damary, upon conclusion of her official visit to Iraq – 15 to 23 February 2020, 27 February 2020, [url](#)

<sup>107</sup> OHCHR, End of Mission Statement by the United Nations Special Rapporteur on the human rights of internally displaced persons, Ms. Cecilia Jimenez-Damary, upon conclusion of her official visit to Iraq – 15 to 23 February 2020, 27 February 2020, [url](#)

<sup>108</sup> HRW, Iraq: Not a Homecoming, 14 June 2019, [url](#)

<sup>109</sup> OHCHR, End of Mission Statement by the United Nations Special Rapporteur on the human rights of internally displaced persons, Ms. Cecilia Jimenez-Damary, upon conclusion of her official visit to Iraq – 15 to 23 February 2020, 27 February 2020, [url](#)

d'assistance juridique des PDI et des personnes rapatriées concernant les documents d'état civil et de propriété foncière restaient élevés, puisque plus de 500 000 ménages ne disposent pas des documents essentiels. Selon le rapport, les personnes ne disposant pas des documents nécessaires sont susceptibles de voir leur niveau de vie se détériorer et leurs droits bafoués<sup>110</sup>.

Un rapport publié le 16 septembre 2019 par le Conseil norvégien pour les réfugiés (NRC), le Conseil danois pour les réfugiés (DRC) et le Comité international pour les réfugiés (IRC) indique que la plupart des personnes interrogées «ont déclaré que pour passer les points de contrôle dans les zones anciennement contrôlées par l'État islamique, il fallait présenter une pièce d'identité et une habilitation de sécurité». À Salah ad-Din, certaines personnes ont fait état de difficultés à se déplacer dans le gouvernorat, soit parce que leurs habilitations de sécurité n'étaient pas reconnues par les points de contrôle, soit parce qu'on leur demandait d'obtenir des «fiches de sécurité» supplémentaires ou de se faire parrainer<sup>111</sup>. Enfin, Human Rights Watch a fait observer que le fait de ne pas posséder de documents d'état civil et d'habilitations de sécurité en Iraq a entraîné une restriction de la liberté de circulation<sup>112</sup>.

En novembre 2019, le HCR a publié le document «Informations sur les pays d'origine concernant les conditions d'accès et de résidence en Iraq (Mise à jour I)». Selon ce document, les personnes originaires de «zones anciennement occupées par l'EIL ou touchées par le conflit, en particulier les Arabes sunnites (y compris les personnes qui sont retournées en Iraq depuis un pays tiers)» avaient besoin d'un parrain pour accéder aux gouvernorats de Missan, Muthanna et Dahuk. L'entrée aux gouvernorats de Babel, Bagdad, Bassora, Diyala, Erbil, Kerbala, Kirkouk, Najef, Qadissiyah, Sulaymaniyah et Wassit ne nécessitait pas de parrainage. En outre, «les exigences de parrainage pour entrer dans les gouvernorats de Bassorah, Erbil, Qadissiyah et Sulaymaniyah par voie aérienne ou aux frontières terrestres intérieures ont été levées début 2019».

En ce qui concerne la résidence, le HCR a observé les exigences suivantes qui concernaient les personnes originaires de zones anciennement occupées par l'EIL ou touchées par le conflit, en particulier les Arabes sunnites:

- Gouvernorat de Bagdad: deux parrains du quartier dans lequel la personne a l'intention de résider et une lettre de soutien du *Mukhtar* local.
- Gouvernorat de Dahuk: approbation des *Asayish* locaux obtenue avec l'aide du parrain de Dahuk. Cela concernait «les Arabes des anciennes zones contrôlées par l'EIL ou touchées par le conflit et les Turkmènes de Tal Afar».
- Gouvernorat de Diyala: un parrain du quartier dans lequel la personne a l'intention de résider et une lettre de soutien du *Mukhtar* local. Le district de Khanaqin exige la présentation de «lettres de trois entités (bureau du *Mukhtar*, sécurité nationale et renseignements)».
- Ville de Kirkouk: seule une lettre de soutien du *Mukhtar* local du quartier dans lequel la personne a l'intention de résider était requise. Les précédentes exigences en matière de parrainage ont été levées avec le rétablissement du contrôle du gouvernement central le 16 octobre 2017.
- Gouvernorats du sud: un parrain local et une lettre de soutien du *Mukhtar* local.
- Gouvernorats d'Erbil et de Sulaimaniya: les cartes de résidence (ou cartes d'information) devaient être obtenues auprès des *Asayish* locaux du quartier dans lequel la personne a l'intention de résider et aucun parrainage n'était nécessaire. Les hommes arabes et

---

<sup>110</sup> UNOCHA, Humanitarian Needs Overview: Iraq, November 2019, [url](#), p. 52

<sup>111</sup> NRC et al., Paperless people of post-conflict Iraq: Denied rights, barred from basic services and excluded from reconstruction efforts, 16 September 2019, [url](#), p. 17

<sup>112</sup> HRW, Iraq: Not a Homecoming, 14 June 2019, [url](#)

turkmènes célibataires devaient «présenter une lettre de soutien de leur employeur afin d'obtenir une carte de séjour d'un an, renouvelable». Le HCR a déclaré que les personnes qui n'avaient pas d'emploi fixe obtenaient «seulement un mois de résidence renouvelable», ce qui compliquait grandement la recherche d'un emploi fixe.

Le HCR a conclu que «les exigences en matière d'accès et de résidence ne sont pas toujours clairement définies et/ou que leur mise en œuvre peut varier ou être sujette à des changements, principalement en fonction de la situation sécuritaire» et que «les exigences en matière de parrainage ne sont généralement pas juridiquement fondées ni officiellement annoncées»<sup>113</sup>.

Pour plus d'informations sur l'obtention de documents perdus pour les personnes rapatriées et les PDI, voir [Section 1.7](#) ci-dessous.

## 1.4 Femmes

### 1.4.1 Emploi

Le plan de développement national iraquien pour la période 2018-2022 reconnaît que la participation des femmes au marché du travail est faible (14,5 % au total, 12 % dans les zones rurales et 14 % dans les zones urbaines)<sup>114</sup>. Dans un article de blog publié sur le site web de la Banque mondiale le 27 août 2019, les auteurs ont déclaré que le pourcentage de femmes employées en Iraq était de 19 % de la population féminine totale âgée de 15 ans et plus. Celles ayant un faible niveau d'instruction étaient généralement des travailleuses indépendantes ou travaillaient dans le secteur informel<sup>115</sup>. En se fondant sur les estimations de l'OIT, la Banque mondiale a indiqué que le chômage féminin en Iraq s'élevait à 30,4 % de la population active féminine en 2019<sup>116</sup>. Par ailleurs, selon l'étude démographique réalisée par l'OIM dans la RKI en 2018, 10,7 % des femmes faisaient partie de la «population active» dans le gouvernorat d'Erbil, avec un pourcentage plus élevé dans les zones urbaines (11,1 %) que dans les zones rurales (8 %) au RKI<sup>117</sup>.

Dans son rapport de novembre 2019, REACH mentionne les plans et politiques officiels visant à protéger et à promouvoir l'emploi des femmes. Il s'agit notamment du plan d'action national pour la mise en œuvre de la résolution n° 1325 du Conseil de sécurité des Nations unies, de la stratégie nationale 2014-2018 pour la promotion du statut des femmes iraqiennes et de la loi iraquienne sur le travail de 2015. Malgré ces efforts, REACH a conclu que l'application de ces politiques manquait visiblement de régularité, en particulier dans le secteur privé<sup>118</sup>.

Le plan de développement national iraquien pour la période 2018-2022 a mis en évidence de nombreux défis qui entravent la participation effective des femmes au marché du travail. Parmi ces défis, citons la «faible application des lois sur l'émancipation des femmes» en raison de facteurs sociaux et culturels, l'annulation des ministères des affaires féminines et des droits de l'homme, et la fréquence élevée de pratiques qui enfreignent la loi sur le statut personnel, telles que le mariage des enfants. En outre, le manque de sensibilité aux questions de genre dans le budget de l'État, la discrimination à l'égard des femmes en ce qui concerne les rôles sociaux et économiques,

---

<sup>113</sup> UNHCR, Iraq: Country of Origin Information on Access and Residency Requirements in Iraq: Ability of Persons Origination from Formerly ISIS-Held or Conflict-Affected Areas to Legally Access and Remain in Proposed Areas of Relocation (Update I), 6 November 2019, available at: [url](#), pp. 2, 3

<sup>114</sup> Republic of Iraq, Ministry of Planning, National Development Plan 2018 – 2022, June 2018, [url](#), p. 211

<sup>115</sup> Canpolat, E. and Maier, E., Powering Women in Iraq, 27 August 2019, [url](#)

<sup>116</sup> World Bank (The), Unemployment, female (% of female labor force) (modeled ILO estimate) – Iraq, 1 July 2020, [url](#), TAB. Data

<sup>117</sup> IOM, Demographic Survey Kurdistan Region of Iraq, July 2018, [url](#), p. 39

<sup>118</sup> REACH, Iraq: Assessment on employment and working conditions of conflict affected women across key sectors, November 2019, [url](#), p. 3

l'augmentation du nombre de veuves et d'orphelins, ainsi que l'éducation et les compétences insuffisantes des femmes ont également eu un impact sur l'emploi des femmes<sup>119</sup>. Les objectifs fixés dans le plan pour améliorer la situation économique des femmes comprenaient l'amélioration de la participation des femmes au marché du travail par la formation et la facilitation du recours à l'emprunt, et dans le secteur privé par l'augmentation des petits prêts accordés aux femmes et l'application plus systématique du chapitre concernant les femmes dans la loi iraquienne sur le travail n° 37/2015<sup>120</sup>.

La MANUI a fait observer que des facteurs tels que la violence, l'insécurité, la manière dont les femmes sont perçues par la société et la faible performance des institutions publiques avaient un impact sur «le rôle des femmes iraqiennes dans la reconstruction du pays»<sup>121</sup>. De plus, les femmes iraqiennes ont tendance à être très affectées par le manque de fiabilité de l'approvisionnement en électricité, qui «affaiblit les revenus et la productivité des petites entreprises féminines, et ... décourage les femmes de poursuivre leurs études et/ou de s'engager dans des activités génératrices de revenus»<sup>122</sup>.

Lors d'une enquête menée par la Banque mondiale dans la RKI, plus de 70 % des hommes et des femmes interrogés considéraient que l'emploi des femmes dans le secteur privé était acceptable et plus de 50 % des femmes au chômage interrogées ont fait part de leur volonté de travailler<sup>123</sup>. En ce qui concerne le type de profession exercée par les femmes dans la ville d'Erbil, 82,3 % des femmes actives occupaient des postes dans le secteur public, 10,5 % dans le secteur privé, 2,9 % étaient des indépendantes et 1,9 % des ouvrières à la journée<sup>124</sup>. Le rapport Vision 2020 de la RKI indique qu'environ 80 % des femmes employées dans la RKI travaillent dans le secteur public<sup>125</sup>.

Il reconnaît que «des considérations culturelles continuent à entraver l'égalité d'accès des femmes aux ressources et aux postes de direction dans la société». Le rapport indique que la majorité des femmes de la RKI ont déclaré qu'elles n'avaient pas le niveau d'instruction requis pour l'emploi. L'objectif de la région kurde est de «réduire l'écart entre les hommes et les femmes en matière d'alphabétisation et de scolarisation», et de «veiller à ce que les femmes aient des chances égales dans toutes les activités de la société»<sup>126</sup>.

## 1.4.2 Conditions de travail

La Banque mondiale indique que les «femmes sont nettement moins bien rémunérées que les hommes qui présentent le même profil, et ce quel que soit le secteur envisagé»<sup>127</sup>. Dans le même rapport, la Banque mondiale indique que «les femmes ayant un faible niveau d'éducation et de compétences sont souvent indépendantes et concentrées dans les activités du secteur privé. Ces emplois sont souvent informels, mal rémunérés et n'offrent aucun avantage tels qu'une assurance maladie, un congé de maternité ou une pension», tandis que les personnes employées dans l'économie informelle sont exclues de la protection accordée par le Code du travail. 70 % des femmes qui participent au marché du travail sont employées dans le secteur public et possèdent généralement un enseignement secondaire ou supérieur<sup>128</sup>.

Selon REACH, 167 des 416 femmes interrogées dans les anciennes zones de conflit, c'est-à-dire Anbar, Bagdad, Dahuk, Erbil, Ninive, Salah ad-Din et Sulaimaniya, ont déclaré ne pas connaître les lois et

<sup>119</sup> Republic of Iraq, Ministry of Planning, National Development Plan 2018 – 2022, June 2018, [url](#), p. 211

<sup>120</sup> Iraq, Ministry of Planning, National Development Plan 2018 – 2022, June 2018, [url](#), p. 212

<sup>121</sup> UNAMI, Country Profile, n. d., [url](#)

<sup>122</sup> Canpolat, E. and Maier, E., Powering Women in Iraq, 27 August 2019, [url](#)

<sup>123</sup> World Bank (The), Helping Women in Kurdistan region of Iraq to Find Jobs, 21 March 2019, [url](#)

<sup>124</sup> IOM, Demographic Survey Kurdistan Region of Iraq, July 2018, [url](#), p. 100

<sup>125</sup> KRG, Ministry of Planning, Kurdistan Region of Iraq 2020: A Vision for the Future, n.d., [url](#), p. 16

<sup>126</sup> KRG, Ministry of Planning, Kurdistan Region of Iraq 2020: A Vision for the Future, n.d., [url](#), pp. 11-12

<sup>127</sup> World Bank (The), Iraq systematic country diagnostic, 3 February 2017, [url](#), p. 50

<sup>128</sup> World Bank (The), Iraq systematic country diagnostic, 3 February 2017, [url](#), p. 49

politiques du travail en vigueur. En outre, le nombre de femmes ayant un contrat de travail était plus élevé dans les secteurs de la santé et de l'éducation que dans l'agriculture. En ce qui concerne le transport, de nombreux répondants ont indiqué «la marche comme moyen de transport pour se rendre au travail»<sup>129</sup>. REACH a également constaté qu'une «faible proportion de femmes» signalait des cas de harcèlement verbal ou sexuel au travail, et ce en raison de la sensibilité du sujet. Sur cette faible proportion, près de 50 % ont indiqué que la victime de harcèlement avait quitté ou changé d'emploi<sup>130</sup>. Le département d'État américain a indiqué que les femmes PDI, les veuves et les femmes seules «étaient particulièrement vulnérables à l'exploitation économique et aux conditions d'emploi discriminatoires», et que les femmes seules et les veuves avaient des difficultés à déclarer leurs enfants<sup>131</sup>.

En outre, les défis que les femmes de la RKI devaient relever en matière d'emploi étaient le manque de solutions de garde d'enfants, l'obligation de rentrer chez elles avant 17 heures et la «faible protection juridique des femmes et des familles sur le lieu de travail»<sup>132</sup>.

### 1.4.3 Accès aux soins de santé

Le plan de développement national pour la période 2018-2022 indique que les services de santé fournis aux femmes sont insuffisants en raison du «nombre limité de centres de santé reproductive et de planning familial». La pénurie de personnel médical féminin, en particulier dans les zones rurales, et la sensibilisation insuffisante à l'importance de la détection précoce des maladies féminines ont aggravé les difficultés rencontrées par les femmes dans le processus d'intégration sur le marché du travail en Iraq<sup>133</sup>.

Au lendemain de la crise de la COVID-19 en Iraq, le sous-groupe de travail sur la violence basée sur le genre (VBG) a déclaré que «les femmes et les filles ne peuvent pas avoir accès aux services de santé si elles sont infectées, car il est culturellement inacceptable de placer les femmes et les filles dans des espaces mixtes sans leurs proches. Qui plus est, les femmes et les jeunes filles peuvent être privées de soins médicaux si des professionnels de la santé féminins ne sont pas disponibles, car leur famille ne leur permet peut-être pas de se faire examiner par des professionnels de la santé masculins»<sup>134</sup>.

### 1.4.4 Accès à l'éducation/taux de décrochage

Le plan de développement national pour la période 2018-2022 a constaté que les taux de scolarisation des élèves de sexe masculin aux niveaux primaire, intermédiaire et secondaire étaient plus élevés que ceux de leurs homologues de sexe féminin. Le rapport ajoute que le taux de décrochage scolaire des femmes est «plus élevé que celui des hommes et augmente avec la progression de la scolarité», et que les familles ne sont pas «très enclines à offrir une éducation à leurs enfants de sexe féminin»<sup>135</sup>. Selon le rapport national BTI 2020, les filles sont moins susceptibles de fréquenter l'école que les garçons. Citant la Banque mondiale, le rapport indique que 49 % des jeunes hommes sont inscrits à l'école contre 19 % des jeunes femmes de 17 ans. Par conséquent, l'analphabétisme était plus élevé chez les femmes (62 % contre 47 % chez les hommes)<sup>136</sup>. Enfin, l'OCS iraquienne a indiqué que

---

<sup>129</sup> REACH, Iraq: Assessment on employment and working conditions of conflict affected women across key sectors, November 2019, [url](#), pp. 4-5

<sup>130</sup> REACH, Iraq: Assessment on employment and working conditions of conflict affected women across key sectors, November 2019, [url](#), p. 5

<sup>131</sup> USDOS, 2019 Country Reports on Human Rights Practices, 11 March 2020, [url](#)

<sup>132</sup> World Bank (The), Helping Women in Kurdistan region of Iraq to Find Jobs, 21 March 2019, [url](#)

<sup>133</sup> Iraq, Ministry of Planning, National Development Plan 2018 – 2022, June 2018, [url](#), p. 211

<sup>134</sup> GBV Sub-Cluster Iraq: Guidance Note on GBV Service Provision during the Time of COVID-19, March 2020 [url](#), p. 2

<sup>135</sup> Iraq, Ministry of Planning, National Development Plan 2018 – 2022, June 2018, [url](#), p. 209

<sup>136</sup> BTI, 2020 Country Report — Iraq, 29 April 2020, [url](#), p. 23

l'analphabétisme chez les femmes âgées de 15 à 49 ans en 2018 était de 2,3 % à Bagdad<sup>137</sup> et de 28,9 % à Bassora<sup>138</sup>.

### 1.4.5 Liberté de circulation

Le 11 mai 2020, le Conseil norvégien pour les réfugiés (NRC) a publié un rapport qui indique que les femmes iraqiennes déplacées «sont 11 % plus susceptibles de rencontrer des obstacles les empêchant de rentrer chez elles après des années de souffrance dans les camps de déplacés depuis la fin de la guerre contre le groupe d'État islamique dans leur région d'origine»<sup>139</sup>. Le ministère du développement international du Royaume-Uni a indiqué que «des barrières sociales et culturelles entravent souvent la participation des femmes en Iraq, en particulier la norme culturelle patriarcale selon laquelle les femmes ont souvent besoin d'une permission pour s'engager dans des activités en dehors de la maison»<sup>140</sup>. Selon le rapport national du département d'État américain sur les pratiques en matière de droits de l'homme de 2019, «le droit et la coutume ne respectent généralement pas la liberté de circulation des femmes». Les femmes ne peuvent pas demander un passeport ou obtenir un document d'état civil (nécessaire pour accéder à plusieurs services) sans le consentement d'un tuteur ou d'un proche de sexe masculin<sup>141</sup>. Freedom House a observé la même pratique et a conclu que «[l]a circulation des femmes est limitée par des barrières juridiques»<sup>142</sup>.

D'après le témoignage de femmes de Diyala, OXFAM indique que l'exclusion des femmes des moyens de subsistance en Iraq n'était pas due à des «carences de la loi», mais à «la restriction de la liberté de circulation qui leur est imposée soit par les conventions sociales soit par un sentiment d'insécurité, ou les deux»<sup>143</sup>. Le rapport a révélé que le harcèlement jouait un rôle dans la restriction de la liberté de circulation des femmes PDI. D'après certaines informations, à Kirkouk les hommes de la famille accompagnent les femmes dans tous leurs déplacements hors de la maison, ou que les femmes évitent tout contact avec les communautés d'accueil. En outre, les femmes de Hawija, dans le gouvernorat de Kirkouk, ont tendance à limiter leurs déplacements dans la ville «afin d'éviter le risque d'entrer en contact avec des groupes armés»<sup>144</sup>.

Dans un article de blog publié sur le site de la Banque mondiale en août 2019, les auteurs ont déclaré que les femmes iraqiennes étaient confrontées à un «sentiment accru d'insécurité et à une mobilité limitée» en raison du manque de fiabilité de l'approvisionnement en électricité, car elles ne pouvaient pas quitter leur domicile la nuit<sup>145</sup>.

### 1.4.6 Impact de la COVID-19 sur les femmes

Le 23 mars 2020, le FNUAP a publié un rapport mettant en garde contre l'impact potentiel de la crise de la COVID-19 sur les femmes en Iraq. Selon le rapport, les risques potentiels comprennent un accès limité aux services, le risque d'exploitation et de violence sexuelle, des charges supplémentaires pour les femmes et les filles en tant que soignantes, un risque accru d'infection par la COVID-19, un nombre plus élevé de ménages dirigés par des femmes en raison des mesures de quarantaine contre les

---

<sup>137</sup> Iraq, CSO, 2018 الموجز الإحصائي بغداد [Baghdad Statistical Summary 2018, 21 June 2020, [url](#)

<sup>138</sup> Iraq, CSO, 2018 الموجز الإحصائي البصرة [Basra Statistical Summary 2018], 21 June 2020, [url](#)

<sup>139</sup> NRC, Iraqi women denied their property by relatives, tribes and militias, 11 May 2020, [url](#)

<sup>140</sup> O'Driscoll, D., Women's participation in peacebuilding and reconciliation in Iraq. K4D Helpdesk Report. Brighton, UK: Institute of Development Studies, 24 November 2017, [url](#), p. 7

<sup>141</sup> USDOS – US Department of State: Country Report on Human Rights Practices 2019 - Iraq, 11 March 2020 [url](#)

<sup>142</sup> Freedom House: Freedom in the World 2020 - Iraq, 4 March 2020, [url](#)

<sup>143</sup> OXFAM, Protection Landscapes in Diyala and Kirkuk, Iraq, March 2020, [url](#), p. 23

<sup>144</sup> OXFAM, Protection Landscapes in Diyala and Kirkuk, Iraq, March 2020, [url](#), pp. 24-25

<sup>145</sup> Canpolat, E. and Maier, E., Powering Women in Iraq, 27 August 2019, [url](#)

hommes soutiens de famille, des contraintes financières pour les femmes migrantes du fait du confinement et un accès limité aux soins de santé<sup>146</sup>.

Le rapport du NRC publié le 11 mai 2020 a souligné que les mesures mises en œuvre pour éviter la propagation de la COVID-19 en Iraq rendaient les femmes plus vulnérables. Selon une évaluation réalisée par cette source dans les gouvernorats de Dahuk, Ninive, Anbar et Kirkouk<sup>147</sup>, «66 % des personnes interrogées ont indiqué qu'elles ne seraient pas en mesure de payer leur loyer dans les trois prochains mois»<sup>148</sup>. En outre, l'Institute for War and Peace Reporting (IWPR) a lancé une campagne pour lutter contre la montée de la violence basée sur le genre pendant les mesures de confinement en raison de la COVID-19, et a cité un directeur de la police communautaire qui a déclaré que «son département se concentrait sur les problèmes sociaux, "principalement la violence contre les femmes, qui a augmenté à la suite de la crise de la pandémie de coronavirus"»<sup>149</sup>.

Pour un complément d'informations sur l'impact de la COVID-19 en Iraq, voir [Section 1.8](#) ci-dessous.

## 1.5 Enfants

Selon le département d'État américain, la Constitution et la loi irakiennes «interdisent les pires formes de travail des enfants», et l'âge minimum d'admission à l'emploi est de 15 ans dans les zones placées sous l'autorité du gouvernement central irakien. Le rapport indique toutefois que le travail des enfants est répandu dans tout le pays<sup>150</sup>. L'OCS irakienne a indiqué que le travail des enfants en Iraq était de 7,3 % selon les enquêtes par grappes à indicateurs multiples de 2018<sup>151</sup>. Elle a ajouté qu'en 2018, le travail des enfants atteignait 4,8 % à Bagdad, 13,1 % à Erbil et 4,9 % à Bassora<sup>152</sup>.

L'OCHA a observé que la détérioration de la situation économique et l'absence d'activités génératrices de revenus ont entraîné des «mécanismes d'adaptation négatifs, notamment le commerce et l'abus de drogues, le travail des enfants, la prostitution et le mariage précoce»<sup>153</sup>. OXFAM rapporte que 70 % des personnes interrogées dans le cadre de la DGR de la province de Diyala ont indiqué que le travail des enfants était en augmentation, notamment dans les familles à faible revenu et autres familles vulnérables. Selon le rapport, les enfants «travaillent le plus souvent dans des zones urbaines telles que Jalawla et Khanaqin, comme vendeurs ambulants, mendiants ou éboueurs. Il leur arrive également de travailler à temps partiel après l'école»<sup>154</sup>. À Kirkouk, le rapport a relevé que le travail des enfants était courant, les enfants étant employés comme «vendeurs ambulants, hommes à tout faire sur les marchés ou les chantiers de construction, avec un risque élevé d'exploitation par le travail forcé et d'autres formes de violence et d'abus»<sup>155</sup>.

OXFAM a fait état d'information sporadiques de recrutement d'enfants par l'EIL ou par des forces affiliées à Diyala<sup>156</sup>. À Kirkouk, le rapport indique que le recrutement d'enfants aurait été effectué par

---

<sup>146</sup> UNFPA, GBV Sub-Cluster Iraq, Guidance Note on GBV Service Provision during the Time of COVID-19, 23 March 2020, [url](#), [p. 2](#)

<sup>147</sup> Dans le rapport, le NRC explique la méthodologie comme suit: «Les informations et l'analyse dans ce rapport sont basées sur l'expérience du NRC en matière de programmes d'aide aux femmes sur les questions de logement, de terre et de propriété en Iraq, des entretiens approfondis avec des femmes et d'autres acteurs clés, des discussions de groupe de réflexion, y compris des discussions de groupe de réflexion séparées pour les hommes et les femmes, et une enquête quantitative à grande échelle en 2019».

<sup>148</sup> NRC, Broken Home: Women's housing, land and property rights in post-conflict Iraq, 11 May 2020, [url](#), p. 6

<sup>149</sup> IWPR, Iraq: Activists Join Police to Combat Domestic Violence, 19 May 2020, [url](#)

<sup>150</sup> USDOS, 2019 Country Reports on Human Rights Practices: Iraq, 11 March 2020, [url](#)

<sup>151</sup> Iraq, CSO, مؤشرات المسح العنقودي المتعدد المؤشرات [Multiple Indicator Cluster Surveys], 21 June 2020, [url](#)

<sup>152</sup> Iraq, CSO, 2018 Multiple Indicator Cluster Survey (MICS6 ) Briefing, n. d., [url](#), p. 34

<sup>153</sup> UNOCHA, Humanitarian Bulletin, March 2020, 29 April 2020, [url](#), p. 2

<sup>154</sup> OXFAM, Protection Landscapes in Diyala and Kirkuk, Iraq, March 2020, [url](#), p. 18

<sup>155</sup> OXFAM, Protection Landscapes in Diyala and Kirkuk, Iraq, March 2020, [url](#), p. 19

<sup>156</sup> OXFAM, Protection Landscapes in Diyala and Kirkuk, Iraq, March 2020, [url](#), p. 19

des milices armées à Taza et Hawija<sup>157</sup>. Pour plus d'informations sur le recrutement d'enfants par les différents acteurs en Iraq, veuillez vous référer au chapitre 3.8.1 du [Rapport EASO 2019 Individus pris pour cible](#).

Selon Human Rights Watch, il est fréquent qu'en échange d'une autorisation de retour accordée aux familles de PDI à Sinsil, dans le gouvernorat de Diyala, les FMP recrutent un membre masculin de la famille pour rejoindre une unité armée locale effectuant des patrouilles de quartier. Une source locale citée dans le rapport prétend «qu'au moins 10 membres de ces patrouilles étaient âgés de moins de 18 ans, le plus jeune ayant à peine 16 ans». Human Rights Watch reconnaît que «l'Iraq comptait autrefois un grand nombre d'enfants soldats, mais que le pays a fait de réels progrès au cours des dix dernières années pour réduire leurs effectifs», et avertit que cette pratique «des groupes armés locaux compromet ces progrès»<sup>158</sup>. Par ailleurs, un rapport de l'Assemblée générale des Nations unies/Conseil de sécurité publié le 9 juin 2020 indique qu'en 2016, trois garçons ont été recrutés par les Forces de sécurité iraqiennes et un par les Forces de mobilisation populaire<sup>159</sup>. Cependant, le département d'État américain a soutenu qu'«il n'y avait pas d'informations selon lesquelles le ministère de la défense du gouvernement central aurait enrôlé ou recruté des enfants pour servir dans les services de sécurité» et que «le gouvernement et les chefs religieux chiites ont expressément interdit aux enfants de moins de 18 ans de servir au combat». Selon le rapport, le gouvernement avait une capacité limitée à contrôler le recrutement et l'utilisation d'enfants par certains groupes des Forces de mobilisation populaire tels que Asa'ib Ahl Al-Haq et Kata'ib Hezbollah<sup>160</sup>.

## 1.6 Réseaux de soutien

Dans un commentaire portant sur le [rapport EASO Indicateurs socio-économiques clés](#) publié en 2019, le Dr Chatelard<sup>161</sup> a expliqué que le favoritisme ou le clientélisme sont une force structurante dans la société iraqienne, et que le recours à des réseaux de soutien non étatiques représente le mécanisme d'adaptation le plus fréquent adopté par toutes les catégories de la population pour accéder à la protection sociale et aux ressources économiques. En l'absence d'état de droit et de système équitable d'allocation des ressources publiques (y compris de protection individuelle), pour accéder à ces ressources, il faut passer par des hommes forts de la politique, des personnalités religieuses et d'autres personnes influentes qui représentent les circonscriptions contre allégeance. «Les liens familiaux (dont les tribus sont des extensions), les liens avec la communauté religieuse, les partis politiques, les groupes armés ou les milices, ainsi que toutes les autres formes de relations que les personnes peuvent exploiter avec un certain degré de confiance (comme les voisins, les collègues de travail, les anciens copains de classe ou les membres de la communauté ethnoreligieuse) peuvent être mobilisés pour trouver du travail, faciliter des procédures administratives, accélérer une demande d'aide sociale, avoir accès à de meilleurs soins de santé, emprunter de l'argent, etc.»<sup>162</sup>.

La *Wasta* est un système de gouvernance incluant une série d'acteurs extérieurs au système politique formel, comme les hommes d'affaires par exemple, qui impose des allégeances et des affiliations. Le tribalisme joue un rôle complexe dans le système de *wasta* en Iraq<sup>163</sup>. Selon le groupe de réflexion «The Conversation», la *wasta*, «qui implique de servir ceux que vous favorisez et qui vous sont

---

<sup>157</sup> OXFAM, Protection Landscapes in Diyala and Kirkuk, Iraq, March 2020, [url](#), p. 20

<sup>158</sup> HRW, Iraq: Not a Homecoming, 14 June 2019, [url](#)

<sup>159</sup> UN General Assembly and UN Security Council, Children and armed conflict, A/74/845-S/2020/525, 9 June 2020, [url](#), p. 11

<sup>160</sup> USDOS, 2019 Country Reports on Human Rights Practices: Iraq, 11 March 2020, [url](#)

<sup>161</sup> G. Chatelard est consultante indépendante et chercheuse en sciences sociales actuellement associée à la branche iraqienne (Erbil) de l'Institut français du Proche-Orient.

<sup>162</sup> Chatelard, G., Commentaire formulé lors de l'examen du rapport EASO 2019 Indicateurs socio-économiques clés - Iraq, 19 octobre 2018

<sup>163</sup> Hesselink, E., On Coercion and Persuasion: How militia group Hashd al-Shaabi made strategic use of legitimacy sources in establishing civilian compliance in Ninewa governorate, Iraq, in 2017 and 2018, Utrecht University, 2 August 2019, [url](#), p. 27



proches, tels que les amis et la famille», a continué à servir les élites irakiennes ayant accédé au pouvoir grâce à ce système, aux dépens de la majorité des citoyens qui luttent pour y parvenir<sup>164</sup>.

Dans les zones précédemment aux mains de l'EIL, REACH a constaté que 407 des 499 femmes ayant participé aux enquêtes et aux discussions de groupe de réflexion «ont déclaré avoir demandé à des amis, des contacts et des réseaux familiaux de les aider à trouver un emploi». Selon le rapport, les connexions sont indispensables pour obtenir des contrats gouvernementaux et les PDI ont tendance à s'appuyer davantage sur leurs amis et leur famille que sur des connexions politiques<sup>165</sup>. Dans un rapport publié le 23 octobre 2019 et basé sur plus de 1 250 enquêtes menées à Mossoul et Tal Afar, le DRC a constaté que l'investissement dans les réseaux de soutien, qui sont composés de membres de la famille, de proches, d'amis, de groupes culturels/religieux et d'entreprises locales, était important «pour répondre aux besoins fondamentaux, souvent par le biais de petits prêts en espèces ou l'acquisition de biens et services à crédit». En outre, le maintien de ces réseaux exigeait un certain décorum social, par exemple la participation à des événements sociaux, le respect d'obligations sociales et un comportement réciproque<sup>166</sup>. L'investissement social dans ces réseaux était également une condition préalable à l'accès au crédit<sup>167</sup>. Néanmoins, le Humanitarian Policy Group a observé qu'à Mossoul, «les réseaux soutenant les personnes déplacées ou sous le régime de l'EIL se sont maintenant quelque peu effondrés et ont laissé place à une atmosphère de méfiance». Le rapport ajoute que le népotisme et la corruption sont utiles pour obtenir des emplois et recevoir des compensations, et que les relations s'avèrent tout aussi déterminantes pour travailler pour les ONG<sup>168</sup>.

### Services d'aide sociale

La fiche d'information de l'OIM 2019 sur l'Iraq indique que le gouvernement irakien fournit des services de base tels que l'éducation gratuite, les soins de santé et les rations alimentaires à tous les citoyens sans discrimination, y compris aux personnes rapatriées. Le système de sécurité sociale varie selon les municipalités et les provinces, et il existe des critères, sur la base desquels la situation des personnes vulnérables, par exemple les personnes handicapées et les familles avec des veuves, sont évalués. Les critères d'éligibilité sont applicables aux rapatriés qui doivent s'inscrire auprès des bureaux du ministère du travail et des affaires sociales et présenter leur carte d'identité et leur carte de rationnement alimentaire, ainsi que d'autres documents susceptibles d'être demandés par le ministère<sup>169</sup>. En plus de l'aide gouvernementale, l'OCHA a déclaré dans l'Aperçu de la situation humanitaire mondiale 2020 que «les organisations humanitaires apporteront un soutien en faveur du bien-être et du niveau de vie des rapatriés extrêmement vulnérables». Selon le rapport, en 2020, la priorité sera donnée à 1,8 million de personnes les plus vulnérables parmi les 4,1 millions de personnes qui ont besoin d'aide en Iraq<sup>170</sup>.

Selon un rapport de l'OCHA publié en novembre 2019, les enfants PDI résidant en dehors des camps, ainsi que les enfants vulnérables des communautés d'accueil, «doivent pouvoir compter davantage sur les filets de sécurité de la protection sociale pour accéder à l'éducation»<sup>171</sup>. En outre, un rapport publié en avril 2019 par le DRC a observé que les ménages dirigés par des femmes étaient plus susceptibles d'être stigmatisés et exclus en raison du manque de «réseaux de soutien communautaire solides pour affronter des environnements potentiellement hostiles»<sup>172</sup>.

---

<sup>164</sup> Conversation (The), Iraq's discontent – its roots and how to begin fixing it, 23 October 2019, [url](#)

<sup>165</sup> REACH, Iraq: Assessment on employment and working conditions of conflict affected women across key sectors, November 2019, [url](#), p. 26

<sup>166</sup> DRC and UKAID, Household Debt in Iraq: Borrowing in a time of Crisis, 23 October 2019, [url](#), p. 10

<sup>167</sup> DRC and UKAID, Household Debt in Iraq: Borrowing in a time of Crisis, 23 October 2019, [url](#), p. 24

<sup>168</sup> HPG, The humanitarian response in Iraq: Support beyond international assistance in Mosul, July 2019, [url](#), p. 21

<sup>169</sup> IOM, Country Factsheet: Iraq, 2019, [url](#), p. 7

<sup>170</sup> UNOCHA, Global Humanitarian Overview 2020, 4 December 2019, [url](#), p. 45

<sup>171</sup> UNOCHA, Humanitarian Needs Overview: Iraq, November 2019, [url](#), p. 43

<sup>172</sup> NRC, Barriers from Birth: Undocumented children in Iraq sentenced to a life on the margins, April 2019, [url](#), p. 14

## 1.7 Obtention de documents perdus pour les personnes rapatriées et les PDI

### 1.7.1 Conséquences de l'absence de documents

Les groupes d'aide ont estimé que «début 2019, au moins 156 000 personnes déplacées ne disposaient pas d'au moins une partie de leurs documents civils essentiels»<sup>173</sup>. Un rapport conjoint publié le 16 septembre 2019 par le Conseil norvégien pour les réfugiés (NRC), le Conseil danois pour les réfugiés (DRC) et le Comité international pour les réfugiés (IRC) indique qu'un nombre estimé de 80 000 familles à travers l'Iraq ont des membres qui n'ont pas au moins un document d'état civil<sup>174</sup>. Grâce à une évaluation des besoins multi-clusters menée de juin à août 2019, le HCR a révélé que «près de 2,9 millions de personnes, y compris les PDI dans les camps et hors des camps ainsi que les personnes rapatriées, ne possèdent pas au moins une forme de document civil»<sup>175</sup>.

Un document de recherche politique du Groupe de la Banque mondiale publié en février 2020 indiquait que les PDI étaient enregistrées par le ministère des migrations et des déplacements. D'après certaines informations les ménages de PDI aient reçu des cartes d'identité spéciales, qui leur ont permis de bénéficier de l'aide du gouvernement et des ONG<sup>176</sup>.

D'après Landinfo, il est fondamental d'être en possession d'une carte d'identité, «dans la mesure où elle est utilisée dans tous les contacts avec les autorités publiques, les services de santé, les services de protection sociale, les établissements scolaires, ainsi que lors de l'achat ou la vente d'habitations et de véhicules. De plus, la carte d'identité doit être présentée pour solliciter d'autres documents officiels, comme un passeport»<sup>177</sup>. En outre, la difficulté d'obtenir un certificat de décès ou de disparition «a un impact sur la capacité des femmes à accéder aux services» lorsque les documents pertinents ont été délivrés au nom de leur mari ou de leur père. Cela incluait la réclamation des salaires impayés des conjoints<sup>178</sup>.

### 1.7.2 Accords et règlements actuels en vigueur

Le rapport de la MANUI/HCDH de février 2020 indique que «selon la loi sur l'état civil, les documents d'identification doivent être renouvelés dans la ville d'origine du demandeur, ce qui oblige les PDI à retourner dans leur ville natale à cette fin». Le rapport ajoute que le retour des PDI dans les zones précédemment aux mains de l'EIL est problématique en raison de «décrets locaux et de menaces de violence»<sup>179</sup>. La Rapporteuse spéciale des Nations unies sur les droits de l'homme des personnes déplacées dans leur propre pays a également observé que la pratique actuelle exigeait que les PDI se rendent dans leur ville d'origine pour obtenir les documents d'état civil requis par la loi iraquienne.

---

<sup>173</sup> HRW, Iraq: Not a Homecoming, 14 June 2019, [url](#)

<sup>174</sup> NRC, et al., Paperless people of post-conflict Iraq: Denied rights, barred from basic services and excluded from reconstruction efforts, 16 September 2019, [url](#), p. 5

<sup>175</sup> UNHCR, Iraq: UNHCR Civil Documentations for IDPs, 20 November 2019, available at: [url](#), p. 1

<sup>176</sup> Phadera, L. et al, Iraq's Universal Public Distribution System : Utilization and Impacts During Displacement, World Bank Group, February 2020, [url](#), p. 6

<sup>177</sup> Norway, Landinfo, Iraq: Travel documents and other identity documents, 16 December 2015, [url](#), p. 17

<sup>178</sup> NRC et al., Paperless people of post-conflict Iraq: Denied rights, barred from basic services and excluded from reconstruction efforts, 16 September 2019, [url](#), p. 21

<sup>179</sup> UNAMI and OHCHR, The Right to Education in Iraq: Part One: the legacy of ISIL territorial control on access to education, February 2020, [url](#), p. 12

Toutefois, elle a fait mention d'une initiative du gouvernement iraquien et de ses partenaires humanitaires consistant à «envoyer des unités mobiles dans un certain nombre de camps de PDI»<sup>180</sup>.

Dans un rapport publié en décembre 2019, le HCR a déclaré qu'il collaborait avec le ministère de l'intérieur «pour mettre en œuvre des missions mobiles afin de dépêcher des fonctionnaires publics pour délivrer des documents civils aux PDI résidant dans les camps et hors des camps». Le ministère aurait lancé des missions pour délivrer des documents civils aux PDI dans 15 camps dans les gouvernorats d'Erbil, Dahuk, Ninive, Sulaimaniya et Kirkouk. Fin décembre 2019, le ministère de l'intérieur avait délivré 9 678 cartes d'état civil, 17 854 certificats de nationalité et 471 cartes d'identité nationales unifiées dans trois gouvernorats<sup>181</sup>.

Le 1<sup>er</sup> novembre 2019, Kirkuk Now a annoncé l'ouverture du premier centre de délivrance de la nouvelle carte nationale à Mossoul, dans le gouvernorat de Ninive<sup>182</sup>. La délivrance des cartes biométriques électroniques a commencé en septembre 2015<sup>183</sup>. Selon Kirkuk Now, la carte nationale remplacera quatre autres documents, dont la carte d'identité, et les modalités d'obtention du nouveau document seront beaucoup plus simples car les demandeurs pourront prendre rendez-vous en ligne. Cette même source citait le gouverneur de Ninive qui a déclaré que les autorités prévoient d'ouvrir d'autres bureaux dans tout le gouvernorat<sup>184</sup>. Dans un communiqué de presse publié le 31 octobre 2019, le HCR a annoncé l'ouverture de ce centre national de documents d'identité dans le gouvernorat de Ninive. Toutefois, selon le HCR, la nouvelle carte nationale ne remplacera que deux documents civils, à savoir les données d'état civil et le certificat de citoyenneté. Le HCR a en outre déclaré que d'ici la fin de l'année 2020, 600 000 personnes bénéficieront du nouveau centre à Ninive<sup>185</sup>. Le 10 février 2020, le ministère iraquien de l'intérieur a annoncé la fermeture de trois anciens bureaux d'état civil dans le gouvernorat de Missan en vue de l'adoption du nouveau système de carte nationale<sup>186</sup>. Enfin, selon la plateforme médiatique Iraq Network Press, des plaintes ont été déposées concernant une erreur dans le champ du groupe sanguin sur la nouvelle carte nationale, les citoyens reprochant aux autorités d'avoir rempli le champ avec un O+ par défaut<sup>187</sup>.

En ce qui concerne la délivrance de cartes d'état civil aux citoyens iraqiens vivant à l'étranger, le ministère iraquien des affaires étrangères a déclaré que «la section consulaire se procure les documents pour obtenir la carte d'état civil et les envoie à la Direction générale des voyages et de la nationalité/Direction de l'état civil». Selon le ministère, le demandeur doit présenter un formulaire de demande «utilisé pour demander la carte d'état civil pour la première fois ou pour la renouveler, ou un formulaire alternatif pour une carte endommagée ou perdue avec le cachet circulaire du consulat». Le formulaire peut être rempli par le chef de famille, la «femme au foyer», le propriétaire du dossier, le tuteur ou le représentant légal. Il doit inclure les informations suivantes: «le numéro de la page, le dossier, le nom du répertoire et du gouvernorat, dans lequel l'enregistrement a eu lieu selon le recensement de 1957 et les descriptions complètes et les noms de ceux à qui le demandeur veut donner une carte personnelle. Le demandeur doit signer et inscrire son nom complet et son adresse

---

<sup>180</sup> OHCHR, End of Mission Statement by the United Nations Special Rapporteur on the human rights of internally displaced persons, Ms. Cecilia Jimenez-Damary, upon conclusion of her official visit to Iraq – 15 to 23 February 2020, 27 February 2020, [url](#)

<sup>181</sup> UNHCR, IRAQ | UNHCR CIVIL DOCUMENTATION FOR IDPS, December 2019, [url](#), p. 2

<sup>182</sup> Kirkuk Now, البطاقة الوطنية الموحدة تدخل حيز التنفيذ في نينوى للمرة الأولى [Unified National Card Enters into Force in Ninawa for the First Time], 1 November 2019, [url](#)

<sup>183</sup> EASO, Iraq: Internal Mobility, February 2019, [url](#), p. 21

<sup>184</sup> Kirkuk Now, البطاقة الوطنية الموحدة تدخل حيز التنفيذ في نينوى للمرة الأولى [Unified National Card Enters into Force in Ninawa for the First Time], 1 November 2019, [url](#)

<sup>185</sup> UNHCR, Press Release - With the support of UNHCR: Inauguration of the first National Identification Document Centre in Ninewa Governorate, 31 October 2019, available at: [url](#)

<sup>186</sup> Iraq, Ministry of Interior, محافظة ميسان تعلن إيقاف العمل بثلاثة دوائر لغرض العمل بالبطاقة الوطنية [Missan governorate announces the closure of three departments in order to switch to the National Card], 10 February 2020, [url](#)

<sup>187</sup> INP Plus, خطأ فادح في إصدار البطاقة الوطنية العراقية الموحدة في عدة محافظات عراقية.. فما هو؟ [A Grave Error in the Issue of the Iraqi Unified National Card in Several Iraqi Governorates.. What Is It?], 25 June 2019, [url](#)

dans la case prévue à cet effet et le formulaire doit être signé par le consul». Un montant de 750 IQD (équivalent à 1 USD selon la source) devra être réglé, et le demandeur peut autoriser un autre citoyen iraquien résidant en Iraq à effectuer les démarches auprès du département des affaires civiles. Une fois délivrée, la carte est envoyée par le département de la nationalité et de l'état civil au ministère des affaires étrangères qui l'envoie à son tour à l'ambassade ou à la mission concernée<sup>188</sup>. Les mêmes informations figurent sur les sites web des ambassades iraqiennes à Bruxelles<sup>189</sup>, Berlin<sup>190</sup>, Vienne<sup>191</sup>, et Bern<sup>192</sup> entre autres.

### 1.7.3 Comment obtenir des documents perdus

Le rapport de la MANUI/HCDH décrit le processus actuel d'obtention de nouveaux documents d'état civil en Iraq. La première étape consiste à demander une habilitation de sécurité en soumettant son nom aux services de renseignement de la région du demandeur. Les noms sont vérifiés dans une base de données contenant les affiliés à l'EIIL, et la demande est rejetée si le nom d'un parent apparaît dans la base de données. En outre, le rapport indique que des cas de refus d'habilitation de sécurité, de destruction de la demande et/ou des anciens documents, et d'arrestation des demandeurs ont été signalés à la MANUI<sup>193</sup>. Un rapport publié précédemment par Human Rights Watch le 14 juin 2019 décrivait la même procédure<sup>194</sup>.

Pour ce qui est de l'obtention d'une habilitation de sécurité par les personnes déplacées, Human Rights Watch décrit différentes pratiques selon les régions. La première est un processus appelé *tabriya* (acquiescement), par lequel les familles de PDI ayant un parent disparu peuvent tenter une action en justice contre ce parent pour appartenance à l'EIIL. Le juge délivre alors un document permettant à la famille d'obtenir une habilitation de sécurité. La source cite le cas d'une femme à Qaim qui aurait été obligée de recourir au *tabriya* après son retour. Le *tabriya* est cependant exclu dans certaines régions où il existe une «interdiction générale» du retour des familles de PDI ayant des liens avec l'EIIL. La deuxième pratique a été relevée à Karma, dans le gouvernorat d'Anbar, où plus de 200 familles rapatriées ayant des parents soupçonnés d'être affiliés à l'EIIL se sont vu délivrer des cartes d'identité roses spéciales. Toujours selon le rapport, les autorités de la ville ont déclaré que «les familles étaient autorisées à rentrer chez elles et pouvaient utiliser les documents pour passer les points de contrôle, mais qu'elles resteraient définitivement marquées par les cartes roses». La troisième pratique consiste à obliger un membre masculin de la famille à rejoindre une unité armée locale des FMP à Sinsil, Diyala, pour effectuer des «patrouilles de quartier» sans rémunération<sup>195</sup>.

Enfin, le rapport du NRC/DRC/IRC observe que les personnes ayant un parent disparu ou décédé ne peuvent obtenir de documents tant que le gouvernement n'a pas localisé le corps du parent. En raison de la difficulté à prouver le décès, les parents sont tenus de déclarer la personne disparue auprès d'un commissariat de police en recueillant le témoignage de deux hommes ou de quatre femmes. Le tribunal d'instruction pénale ouvre alors un dossier et les proches sont tenus de publier un avis de disparition dans le journal. Au terme de deux années sans nouvelles des personnes disparues, les proches peuvent demander que la personne soit déclarée décédée par le tribunal du statut personnel, même si dans les faits, la source indique que la procédure peut prendre jusqu'à quatre ans<sup>196</sup>. Un

---

<sup>188</sup> Iraq, Ministry of Foreign Affairs, THE CIVIL STATUS ID, n. d., [url](#)

<sup>189</sup> Iraq, Embassy of the Republic of Iraq in Brussels, The Civil Status ID, n. d., [url](#)

<sup>190</sup> Iraq, Embassy of the Republic of Iraq in Berlin, The Civil Status ID, n. d., [url](#)

<sup>191</sup> Iraq, Embassy of the Republic of Iraq in Vienna, The Civil Status ID, n. d., [url](#)

<sup>192</sup> Iraq, Embassy of the Republic of Iraq in Bern, The Civil Status ID, n. d., [url](#)

<sup>193</sup> UNAMI and OHCHR, The Right to Education in Iraq: Part One: the legacy of ISIL territorial control on access to education, February 2020, [url](#), p. 12

<sup>194</sup> HRW, Iraq: Not a Homecoming, 14 June 2019, [url](#)

<sup>195</sup> HRW, Iraq: Not a Homecoming, 14 June 2019, [url](#)

<sup>196</sup> NRC et al., Paperless people of post-conflict Iraq: Denied rights, barred from basic services and excluded from reconstruction efforts, 16 September 2019, [url](#), p. 21

rapport du Conseil des droits de l'homme daté du 5 juin 2018 fait mention de ce qui pourrait être considéré comme un «certificat d'absence» délivré par un juge, et valide pour trois ans. Selon le rapport, «ces certificats peuvent être refusés aux familles des membres présumés de l'EIIL disparus, y compris ceux portés disparus après s'être rendus aux FSI ou aux forces affiliées»<sup>197</sup>.

Pour les Iraquiens vivant à l'étranger, le ministère iraquien des affaires étrangères a indiqué que la procédure pour obtenir un document perdu est similaire à la procédure normale décrite au point [1.7.2](#) ci-dessus. La seule différence est que le consul doit consigner par écrit la déclaration du demandeur, qui doit comporter des informations sur le lieu, l'heure et la manière dont le document a été perdu<sup>198</sup>.

### 1.7.4 Obstacles et difficultés

Le rapport du NRC/DRC/IRC du 16 septembre 2019 mentionnait les difficultés rencontrées par les personnes entreprenant des démarches pour remplacer leurs documents perdus. La première était le coût élevé: les personnes interrogées dans le cadre de l'étude ont déclaré avoir payé 200 000 IQD (équivalent à 148 EUR<sup>199</sup>) pour obtenir une carte d'identité civile, et 50 000 IQD (équivalent à 37 EUR) pour un test sanguin requis pour officialiser les mariages à Tikrit. Les personnes interrogées dénoncent une corruption généralisée, des pots-de-vin et la *Wasta*, en particulier à Mossoul<sup>200</sup>. Par ailleurs, la saturation des directions civiles (plus grave à Salah ad-Din et Ninive), l'éparpillement des tribunaux et la bureaucratie, compliquent grandement l'obtention de documents par les Iraquiens. À Mossoul, les PDI et les personnes rapatriées ont signalé des retards importants dans le processus de renouvellement des documents, les empêchant ainsi de se déplacer pour travailler<sup>201</sup>. Enfin, dans la mesure où les personnes sans papier doivent se rendre dans leur région d'origine pour obtenir un duplicata, nombreuses sont celles qui ne peuvent le faire pour des raisons financières ou de sécurité. Ceux qui ne peuvent pas retourner dans leur région d'origine ne peuvent souvent pas aller plus loin dans la procédure d'obtention de documents<sup>202</sup>.

## 1.8 Impact de la COVID-19

Au 17 juillet 2020, l'Organisation mondiale de la santé (OMS) – World Health Organisation (WHO) faisait état de 83 867 cas confirmés de COVID-19 et de 3 432 décès en Iraq<sup>203</sup>. Pour tenter de contenir la propagation de la pandémie, le gouvernement iraquien a décrété un couvre-feu national qui est entré en vigueur le 17 mars 2020; dans la RKI, le couvre-feu a commencé le 14 mars 2020<sup>204</sup>. Selon la mise à jour COVID-19 du HCR publiée le 12 juillet 2020, le gouvernement régional du Kurdistan a prolongé les restrictions de circulation jusqu'à nouvel ordre et a interdit les déplacements entre les gouvernorats. Le gouvernement iraquien a imposé un couvre-feu partiel de 19 heures à 6 heures en semaine, et un couvre-feu complet le week-end dans les gouvernorats du centre et du sud. De plus, les rassemblements de masse ont été interdits, et la majorité des espaces publics ont été fermés jusqu'à nouvel ordre au niveau national<sup>205</sup>.

---

<sup>197</sup> UN Human Rights Council, Report of the Special Rapporteur on extrajudicial, summary or arbitrary executions on her mission to Iraq, 5 June 2018, [url](#), pp. 15-16

<sup>198</sup> Iraq, Ministry of Foreign Affairs, THE CIVIL STATUS ID, n. d., [url](#)

<sup>199</sup> Taux de change de [url](#), consulté le 9 juin 2020.

<sup>200</sup> NRC et al., Paperless people of post-conflict Iraq: Denied rights, barred from basic services and excluded from reconstruction efforts, 16 September 2019, [url](#), p. 19

<sup>201</sup> NRC et al., Paperless people of post-conflict Iraq: Denied rights, barred from basic services and excluded from reconstruction efforts, 16 September 2019, [url](#), pp. 17, 20

<sup>202</sup> NRC et al., Paperless people of post-conflict Iraq: Denied rights, barred from basic services and excluded from reconstruction efforts, 16 September 2019, [url](#), pp. 20-21

<sup>203</sup> WHO, WHO Coronavirus Disease (COVID-19) Dashboard: Iraq, 21 June 2020, [url](#)

<sup>204</sup> Health Cluster Iraq, Health Cluster Bulletin No. 3, March 2020, [url](#), p. 3

<sup>205</sup> UNHCR, IRAQ | UNHCR COVID-19 UPDATE XII, 12 July 2020, [url](#), p. 1

L'OCHA a fait le point sur l'impact de la COVID-19 et les conséquences des mesures de restriction de circulation sur les PDI. Parmi ces conséquences citons le retard des distributions d'argent, la limitation de la mobilité physique, l'augmentation des prix et la rareté des articles. L'OCHA a également observé que «certaines PDI ont eu recours à des prestataires non autorisés pour retirer de l'argent, qui leur ont facturé une commission importante pour accéder à leur argent», du fait de la fermeture des banques. Enfin, l'OCHA a également déclaré qu'en raison de l'impact de la COVID-19 sur l'économie iraquienne, le PAM a étendu sa liste des «personnes identifiées comme les plus exposées à l'insécurité alimentaire» pour y inclure 10 000 PDI et 35 000 réfugiés supplémentaires<sup>206</sup>.

Un rapport du Conseil de sécurité des Nations unies du 6 mai 2020 indique que l'aggravation de l'urgence sanitaire liée à la COVID-19 et l'intensification des mesures de prévention connexes ont suscité des «inquiétudes quant au bien-être économique de la population et à son accès aux services de santé». D'après le rapport, des manifestations ont été organisées à Bagdad et dans un certain nombre d'autres endroits<sup>207</sup>. Dans un communiqué au Conseil de sécurité le 12 mai 2020, la Représentante spéciale du Secrétaire général des Nations unies pour l'Iraq a déclaré que le couvre-feu imposé «a pratiquement paralysé l'activité commerciale, mettant en péril les moyens de subsistance déjà problématiques de nombreux Iraquiens qui dépendent des revenus quotidiens pour se nourrir et nourrir leur famille»<sup>208</sup>. Selon le DRC, les mesures restrictives imposées par le gouvernement iraquien «ont déjà eu des conséquences drastiques sur l'économie du pays». Dans les régions évaluées, c'est-à-dire Dahuk, Erbil, Diyala et Salah ad-Din, 83 % des personnes interrogées n'avaient aucun membre de leur ménage travaillant actuellement et 97,7 % ont déclaré qu'elles devaient s'endetter pour subvenir à leurs besoins fondamentaux<sup>209</sup>.

La MANUI a par ailleurs reçu des «informations crédibles faisant état de la stigmatisation sociale des personnes infectées au sein de leurs communautés, notamment des attaques verbales et physiques contre elles et contre leurs biens»<sup>210</sup>. Le rapport note que la situation économique de l'Iraq a été gravement compromise par la pandémie de COVID-19 et la chute des prix mondiaux du pétrole<sup>211</sup>. Le rapport du Conseil de sécurité sur la mise en œuvre de la résolution 2470 (2019) indique qu'au 7 avril 2020, le gouvernement iraquien a alloué «600 milliards de dinars irakiens (500 millions de dollars des États-Unis) à l'atténuation de l'impact économique du couvre-feu sur environ 10 millions de citoyens touchés au cours des deux prochains mois»<sup>212</sup>.

Concernant l'impact de la COVID-19 sur le système de santé en Iraq, l'Education for Peace in Iraq Center (EPIC) a observé une augmentation exponentielle du nombre de cas COVID-19 depuis la mi-mai. Le rapport ajoute que la «situation de plusieurs hôpitaux irakiens s'est rapidement détériorée, les vagues de nouveaux cas ayant mis à mal leur capacité à faire face à une pression extraordinaire et submergé un personnel surmené et insuffisant»<sup>213</sup>. De plus, les données de l'OMS ont montré que 6,2 % des cas de COVID-19 étaient des prestataires de soins de santé<sup>214</sup>, ce qui pourrait avoir des répercussions catastrophiques sur le système de santé en Iraq, qui souffre déjà d'une pénurie de

---

<sup>206</sup> UNOCHA, Humanitarian Bulletin, April 2020, [url](#), p. 3

<sup>207</sup> UN Security Council, Implementation of resolution 2470 (2019): Report of the Secretary-General, S/2020/363, 6 May 2020, [url](#), p. 13

<sup>208</sup> UNAMI, Briefing to the Security Council by Special Representative of the United Nations Secretary-General for Iraq Jeanine Hennis-Plasschaert, 12 May 2020, [url](#)

<sup>209</sup> DRC, Labor Market and Livelihoods Competency Assessment : Iraq, April 2020, [url](#), p. 15

<sup>210</sup> UN Security Council, Implementation of resolution 2470 (2019): Report of the Secretary-General, S/2020/363, 6 May 2020, [url](#), p. 9

<sup>211</sup> UN Security Council, Implementation of resolution 2470 (2019): Report of the Secretary-General, S/2020/363, 6 May 2020, [url](#), p. 13

<sup>212</sup> UN Security Council, Implementation of resolution 2470 (2019): Report of the Secretary-General, S/2020/363, 6 May 2020, [url](#), p. 3

<sup>213</sup> EPIC, IRAQ'S HEALTH SYSTEM AT RISK: THE STRUGGLE TO FIGHT COVID-19 AND SAVE LIVES, 25 June 2020, [url](#), pp. 1-2

<sup>214</sup> WHO, Iraq COVID-19 dashboard, n. d., [url](#)

prestataires de soins de santé<sup>215</sup>. Enfin, le rapport EPIC suggère que le nombre réel de décès dus à la COVID-19 pourrait être plus élevé que les chiffres officiels, en raison de la difficulté à enregistrer les cas de décès qui surviennent en dehors des hôpitaux<sup>216</sup>.

Concernant l'impact de la COVID-19 sur l'éducation, l'UNICEF a déclaré que les écoles en Iraq ont été fermées depuis le 27 février 2020 afin de limiter la propagation du virus. La fermeture des écoles a été prolongée chaque fois que le ministère de la santé a étendu les couvre-feux et la restriction des déplacements. Selon l'UNICEF, «tous les enfants en âge scolaire, qui représentent environ 30 % de la population estimée à 37 millions, sont donc privés d'apprentissage»<sup>217</sup>.

---

<sup>215</sup> EPIC, IRAQ'S HEALTH SYSTEM AT RISK: THE STRUGGLE TO FIGHT COVID-19 AND SAVE LIVES, 25 June 2020, [url](#), p. 3

<sup>216</sup> EPIC, IRAQ'S HEALTH SYSTEM AT RISK: THE STRUGGLE TO FIGHT COVID-19 AND SAVE LIVES, 25 June 2020, [url](#), p. 5

<sup>217</sup> UNICEF, 2020 Internal Displacement Crisis Humanitarian Situation Report, 23 April 2020, available at: [url](#)

## 2. Indicateurs socio-économiques en Iraq - axés sur Bagdad, Bassora et Erbil

### 2.1 Économie

#### 2.1.1 Vue d'ensemble du pays

Dans un rapport publié au cours du second semestre 2019, la Banque mondiale a fait état d'une reprise «généralisée» de l'économie iraquienne grâce à l'augmentation de la production de pétrole et à l'amélioration des secteurs de l'agriculture et de l'électricité. La croissance dans le secteur pétrolier a été estimée à 4,4 % et le secteur des services se serait également amélioré<sup>218</sup>. En outre, le rapport indique que la consommation a «repris» en 2019, tandis que «l'investissement global» a peu progressé en raison de «contraintes persistantes de gestion des investissements publics et d'un environnement commercial défavorable»<sup>219</sup>. La dette publique aurait augmenté en 2019 en raison de la dépendance accrue à l'égard du financement intérieur<sup>220</sup>. L'indice de transformation Bertelsmann Stiftung (BTI) indique que le secteur privé est faible en Iraq et que «l'économie est largement publique ou semi-publique»<sup>221</sup>.

Malgré les observations susmentionnées de la Banque mondiale au cours du premier semestre 2019, la Représentante spéciale du Secrétaire général des Nations unies pour l'Iraq a prêté en mai 2020 que l'économie iraquienne enregistrerait un recul de 9,7 %<sup>222</sup>. Le BTI indique que, pour la période de référence du 1<sup>er</sup> février 2017 au 31 janvier 2019, l'économie iraquienne était classée 168<sup>e</sup> sur 190 dans le monde, ce qui en fait «l'une des plus faibles au monde». Les facteurs ayant contribué à cette situation sont la corruption et l'instabilité politique, ainsi que «l'obligation de visa, la pénurie d'électricité, la réglementation douanière, le “manque de fiabilité des mécanismes de règlement des litiges” et le manque d'accès au financement»<sup>223</sup>. Cette même source note que «les sociétés privées à responsabilité limitée constituent les principaux organes d'investissement en Iraq, les filiales des sociétés étrangères contribuant également de manière significative au secteur privé», qui reste faible<sup>224</sup>. L'OCS indique en outre que le taux d'inflation a augmenté de 0,7 % pour la période de juillet à septembre 2019 par rapport au trimestre précédent<sup>225</sup>.

Le BTI a fait observer que l'économie iraquienne est dépendante des prix mondiaux du pétrole puisque 90 % des revenus du gouvernement proviennent de cette ressource<sup>226</sup>. Selon l'OCHA, cela a entraîné des taux de chômage élevés, le secteur public étant devenu le principal employeur alors que le secteur privé était incapable d'employer «les milliers de diplômés universitaires à la recherche d'un emploi»<sup>227</sup>. Le World Factbook de la CIA a également indiqué que le secteur pétrolier dominait

<sup>218</sup> World Bank Group, Iraq Economic Monitor – Turning the Corner: Sustaining Growth and Creating Opportunity for Iraq's Youth, Fall 2019, [url](#), p. 3

<sup>219</sup> World Bank Group, Iraq Economic Monitor – Turning the Corner: Sustaining Growth and Creating Opportunity for Iraq's Youth, Fall 2019, [url](#), p. 4

<sup>220</sup> World Bank Group, Iraq Economic Monitor – Turning the Corner: Sustaining Growth and Creating Opportunity for Iraq's Youth, Fall 2019, [url](#), p. 7

<sup>221</sup> Bertelsmann Stiftung, BTI 2020 Country Report — Iraq, 29 April 2020, [url](#), p. 19

<sup>222</sup> UNAMI, Briefing to the Security Council by Special Representative of the United Nations Secretary-General for Iraq Jeanine Hennis-Plasschaert, 12 May 2020, [url](#)

<sup>223</sup> Bertelsmann Stiftung, BTI 2020 Country Report — Iraq, 29 April 2020, [url](#), p. 20

<sup>224</sup> Bertelsmann Stiftung, BTI 2020 Country Report — Iraq, 29 April 2020, [url](#), p. 21

<sup>225</sup> Iraq, CSO, مؤشرات الإنذار المبكر للربع الثالث لسنة 2019 [Early Warning Indicators for the Third Quarter of 2019], 2019, [url](#), p. 5

<sup>226</sup> Bertelsmann Stiftung, BTI 2020 Country Report — Iraq, 29 April 2020, [url](#), p. 19

<sup>227</sup> UNOCHA, Humanitarian Needs Overview: Iraq, November 2019, [url](#), p. 11



l'économie et fournissait environ 85 % des recettes du gouvernement et 80 % des recettes en devises<sup>228</sup>.

Suite à la décision prise par l'OPEP de réduire la production de pétrole, le gouvernement de la région du Kurdistan et le gouvernement iraquien ont convenu de réduire la production de pétrole en conséquence<sup>229</sup>. Le rapport des Nations unies ajoute que «malgré la baisse des prix du pétrole, Bagdad et Erbil ont continué d'affirmer que le versement des salaires aux fonctionnaires de l'État ne serait pas compromis». Le rapport cite en outre le gouvernement de la région du Kurdistan, qui a annoncé que les fonctionnaires continueraient à recevoir leurs salaires<sup>230</sup>. Cependant, le New Arab a déclaré qu'à la mi-avril, Bagdad a décidé de cesser de payer à la RKI sa part du budget fédéral et a réclamé à Erbil les paiements en souffrance. Selon cette même source, le budget alloué par le gouvernement fédéral au GRK chaque mois correspond à 50 % des salaires publics dans la région<sup>231</sup>.

Selon plusieurs sources, la corruption et les problèmes de gouvernance constitueraient les principaux problèmes auxquels se heurte l'économie iraquienne. Le groupe de la Banque mondiale épingle la faiblesse de la gouvernance et la corruption généralisée comme étant les principaux facteurs qui entravent le développement du secteur privé<sup>232</sup>. Le BTI note que «la corruption et le manque de capacité institutionnelle restent endémiques, empêchant le gouvernement de protéger les résultats socio-économiques et politiques, ainsi que les libertés civiles et les droits des citoyens»<sup>233</sup>. En outre, cette même source rappelle que les niveaux élevés de corruption et la faiblesse de l'État de droit ont porté préjudice à «une économie déjà paralysée»<sup>234</sup>. En outre, la Représentante spéciale du Secrétaire général des Nations unies pour l'Iraq a déclaré que la corruption «est peut-être la plus grande source de dysfonctionnement en Iraq», affectant la vie quotidienne du citoyen iraquien et décourageant les investisseurs<sup>235</sup>. Selon l'indice de liberté économique de 2020 publié par la Heritage Foundation, «la corruption, le blanchiment d'argent, le népotisme et le détournement de fonds publics sont courants», et les fonctionnaires du gouvernement se livrent à la corruption en toute impunité<sup>236</sup>.

L'impact de la crise COVID-19 et de la chute des prix du pétrole sur la situation économique en Iraq suscite de plus en plus d'inquiétudes. Le rapport du Conseil de sécurité des Nations unies rappelle que «[l]a situation économique de l'Iraq a été gravement compromise par la pandémie de COVID-19 et la chute des prix mondiaux du pétrole»<sup>237</sup>. Le rapport Iraq Market Monitor du PAM d'avril 2020 exprime la même préoccupation. Le rapport observe que la crise COVID-19 et la chute mondiale des prix du pétrole risquent de réduire à néant «les gains économiques de l'année précédente», qui avaient enregistré une croissance du PIB de 4,4 %<sup>238</sup>.

Le Groupe de la Banque mondiale a déclaré que «les Iraquiens sont descendus dans la rue en octobre 2019 pour protester contre le manque d'emplois, la corruption généralisée et la mauvaise qualité des services. Les manifestants étaient pour la plupart jeunes, âgés de 18 à 30 ans, et étaient

---

<sup>228</sup> US, CIA, The World Factbook: Iraq, 17 June 2020, [url](#)

<sup>229</sup> UN Security Council, Implementation of resolution 2470 (2019): Report of the Secretary-General, S/2020/363, 6 May 2020, [url](#), p. 4

<sup>230</sup> UN Security Council, Implementation of resolution 2470 (2019): Report of the Secretary-General, S/2020/363, 6 May 2020, [url](#), p. 3

<sup>231</sup> New Arab (The), In Iraqi Kurdistan, plunging oil prices raise fears of economic collapse, 28 May 2020, [url](#)

<sup>232</sup> World Bank Group, Iraq Economic Monitor – Turning the Corner: Sustaining Growth and Creating Opportunity for Iraq's Youth, Fall 2019, [url](#), p. 11

<sup>233</sup> BTI, 2020 Country Report — Iraq, 29 April 2020, [url](#), p. 4

<sup>234</sup> BTI, 2020 Country Report — Iraq, 29 April 2020, [url](#), p. 27

<sup>235</sup> UNAMI, Briefing to the Security Council by Special Representative of the United Nations Secretary-General for Iraq Jeanine Hennis-Plasschaert, 12 May 2020, [url](#)

<sup>236</sup> Heritage Foundation (The), 2020 Index of Economic Freedom: Iraq, 2020, [url](#), p. 265

<sup>237</sup> UN Security Council, Implementation of resolution 2470 (2019): Report of the Secretary-General, S/2020/363, 6 May 2020, [url](#), p. 13

<sup>238</sup> WFP, Iraq Market Monitor Report, Issue No. 30, April 2020, [url](#), p. 2

motivés par des revendications sociales»<sup>239</sup>. Selon un article publié par Al-Monitor le 21 mai 2020, les manifestations en Iraq ont repris après une accalmie d'environ deux mois<sup>240</sup>. Les mesures prises par le gouvernement à la suite de la crise économique en Iraq ont récemment déclenché une vague de protestations. Le 17 juin 2020, Aljazeera indiquait que des centaines de personnes étaient descendues dans les rues des provinces du centre et du sud de l'Iraq pour protester contre la décision du gouvernement de mettre fin aux compensations/salaires versés aux réfugiés de Rafha.<sup>241</sup> Selon Iraq Business News, le Conseil des ministres a décidé le 9 juin 2020 de limiter les paiements aux anciens prisonniers politiques, appelés les prisonniers de Rafha, à une personne par famille, c'est-à-dire le chef de famille, à condition qu'il ne reçoive pas d'autres prestations du gouvernement<sup>242</sup>. Auparavant, les prestations étaient versées à chacun des membres de ces familles<sup>243</sup>.

### 2.1.2 Bagdad

La ville de Bagdad est la capitale de l'Iraq et accueille le siège du gouvernement fédéral. Une grande partie de l'industrie manufacturière se situe à Bagdad, à l'exception de l'industrie lourde. L'autorité centrale est le principal employeur de la ville<sup>244</sup>. Le gouvernorat de Bagdad est le centre des secteurs économique, commercial, bancaire et financier de l'Iraq. Il constitue également une plateforme importante pour l'industrie pétrolière et gazière, ainsi que pour les secteurs de la production de tabac, de cuir et de ciment. L'aéroport international de Bagdad est le principal aéroport d'Iraq et la capitale est bien reliée au reste du pays par des réseaux routier et ferroviaire. Bagdad accueille quatre universités ainsi que divers établissements d'enseignement et de recherche<sup>245</sup>.

Selon le New York Times, l'Iraq connaît plusieurs crises simultanées, notamment la chute des prix du pétrole, la COVID-19 et le couvre-feu national imposé pour ralentir la propagation du virus, les protestations antigouvernementales et les attaques lancées par les milices soutenues par l'Iran contre les troupes américaines. D'après cette même source, «les ouvriers des chantiers, les vendeurs de rue, les travailleurs domestiques et les chauffeurs de taxi ont été contraints de rester chez eux» en raison du couvre-feu et sont «au bord de la famine»<sup>246</sup>.

### 2.1.3 Bassora

Selon Sajad Jiyad, les exportations de pétrole de Bassora constituaient environ 98 % des revenus fédéraux de l'Iraq en 2019, «avec une moyenne mensuelle d'environ 6,5 milliards de dollars». Malgré cette exportation massive de pétrole, la source observe que la pauvreté et l'absence de services de base étaient monnaie courante dans le gouvernorat et étaient à l'origine des manifestations qui ont éclaté en 2018 et 2019. En outre, cette même source évoque les problèmes liés à la gouvernance auxquels Bassora est confrontée depuis 2003, notamment en ce qui concerne les responsabilités des gouvernements locaux et fédéraux. Enfin, la source conclut que le taux d'accroissement de la population (la population actuelle est de 4 millions dans la ville de Bassora et de 1 million dans la

---

<sup>239</sup> World Bank Group, Iraq Economic Monitor – Turning the Corner: Sustaining Growth and Creating Opportunity for Iraq's Youth, Fall 2019, [url](#), p. 13

<sup>240</sup> Al-monitor, Iraqi protests resume as new government builds support for reform, 21 May 2020, [url](#)

<sup>241</sup> Aljazeera, الرفحايون في العراق.. من هم ولماذا يتظاهرون الآن؟ [Rafhawis in Iraq.. Who Are They and Why Are They Protesting Now?], 17 June 2020, [url](#)

Selon cette source, les réfugiés de Rafha sont considérés par la loi iraquienne comme des activistes ayant participé à la révolution de 1991 contre le régime de Saddam Hussein et qui ont été forcés de fuir l'Iraq vers la ville voisine de Rafha en Arabie Saoudite.

<sup>242</sup> Iraq Business News, Cabinet Ends Double Payments to fmr Detainees at Camp Rafha, 24 June 2020, [url](#)

<sup>243</sup> NRT, Iraq cuts benefits to families who sheltered in Rafha camp during gulf war, 22 June 2020. [url](#)

<sup>244</sup> Encyclopaedia Britannica, Iraq, 25 October 2018, [url](#)

<sup>245</sup> NCCI, Baghdad Governorate Profile, December 2015, [url](#), p. 2

<sup>246</sup> New York Times (The), Oil Prices Crash, Virus Hits, Commerce Stops: Iraq Is in Trouble., 29 March 2020, [url](#)

partie rurale du gouvernorat), l'exode rural provoqué par le changement environnemental, la chute des prix mondiaux du pétrole et la crise COVID-19, pourraient avoir un impact sur l'économie de Bassora<sup>247</sup>.

Le 3 janvier 2020, Al-Arabiya a annoncé que l'ambassade des États-Unis à Bagdad avait exhorté tous les citoyens américains à quitter l'Iraq sur le champ, suite au ciblage du commandant du Corps des gardiens de la révolution islamique iranien (CGRI) et d'un commandant d'une milice iraquienne lors d'une attaque aérienne américaine. Le ministère iraquien du pétrole a annoncé que certains citoyens américains travaillant dans l'industrie pétrolière à Bassora quittaient le pays conformément à l'appel de leur ambassade<sup>248</sup>.

## 2.1.4 Erbil

L'économie de la RKI est dominée par les secteurs de l'emploi dans l'administration publique, de la construction, du commerce de gros et de détail, ainsi que de l'agriculture. Elle profite en outre d'une industrie pétrolière en plein essor<sup>249</sup>. Dans un rapport de 2016, la Banque mondiale décrit l'économie de la RKI comme étant dominée par l'emploi dans l'administration publique, qui représentait plus de 50 % de l'emploi total, et caractérisée par une forte dépendance à l'égard du secteur pétrolier<sup>250</sup>. Selon un rapport de Minority Rights Group International daté de 2017, «90 % de toutes les recettes du gouvernement kurde proviennent du secteur pétrolier et gazier»<sup>251</sup>.

Le gouvernorat d'Erbil est le centre commercial et administratif de la RKI. Il est riche en ressources naturelles, notamment pétrolières et gazières, tandis que l'approvisionnement alimentaire dépend de l'agriculture et des produits alimentaires importés d'Iran et de Turquie<sup>252</sup>. Selon l'OIM, «la ville d'Erbil est un centre de commerce en Iraq et un point de transit pour la majorité des produits importés en Iraq depuis l'étranger, en particulier depuis la Turquie»<sup>253</sup>. L'attrait de la ville pour les touristes fait d'Erbil la région la plus visitée de la RKI, totalisant deux tiers des arrivées de touristes<sup>254</sup>. D'après une analyse réalisée en 2017 par Mark A. DeWeaver, économiste à l'université américaine d'Iraq à Souleimaniye, la RKI entame sa troisième année d'une récession économique qui a commencé avec l'effondrement des prix mondiaux du pétrole en 2014 (les cours ont chuté de plus de 50 % au second semestre de cette même année)<sup>255</sup>. À la suite de tensions survenues en 2014 concernant le partage des revenus pétroliers entre le gouvernement régional et le gouvernement fédéral<sup>256</sup>, les relations entre Erbil et Bagdad se sont dégradées et le GRK a organisé, en septembre 2017, un référendum sur l'indépendance qui a vu 93 % des électeurs entériner massivement la sécession de l'Iraq<sup>257</sup>. Le référendum, contesté par Bagdad et les pays voisins de l'Iraq, la Turquie, l'Iran et les puissances occidentales, a déclenché une vague de représailles militaires et économiques de la part de Bagdad,

---

<sup>247</sup> Jiyad, S., Failure of Governance in Basra puts all of Iraq at Risk, LSE, 2 April 2020, [url](#)

<sup>248</sup> Al-Arabiya, Iraq oil ministry confirms US oil workers leaving Basra, 3 January 2020, [url](#)

<sup>249</sup> Georges, V., et. al, Initiatives to Improve Quality of Education in the Kurdistan Region — Iraq: Administration, School Monitoring, Private School Policies, and Teacher Training. Kurdistan Regional Government, 2016, [url](#), pp. 3-4

<sup>250</sup> World Bank (The), The Kurdistan region of Iraq - Reforming the economy for shared prosperity and protecting the vulnerable, 2016, [url](#), pp. x-xi

<sup>251</sup> MRG, Crossroads: The future of Iraq's minorities after ISIS, 7 June 2017 [url](#), p. 21

<sup>252</sup> IOM, Community Stabilization Handbook: An overview of community transition and recovery achievements in Iraq 2015-2016, 19 January 2017, [url](#), p. 138

<sup>253</sup> IOM, Community Stabilization Handbook: An overview of community transition and recovery achievements in Iraq 2015-2016, 19 January 2017, [url](#), p. 138

<sup>254</sup> World Bank (The), The Kurdistan region of Iraq - Reforming the economy for shared prosperity and protecting the vulnerable (Vol. 2): Main report, 2016 [url](#), p. 52

<sup>255</sup> DeWeaver, M. A., Making Ends Meet: Economic Reforms in the Kurdistan Region of Iraq, in IRIS Iraq Report , American University of Iraq-Sulaimani, 2017, [url](#), p. 2

<sup>256</sup> CRF, The Time of the Kurds, 29 July 2015, [url](#)

<sup>257</sup> Reuters, Iraqi Kurds gear up for elections hoping to end turmoil, 11 September 2018, [url](#)

notamment la fermeture forcée de l'aéroport international d'Erbil et la reprise de territoires disputés tels que la région de Kirkouk, riche en pétrole<sup>258</sup>.

En avril 2018, la Banque mondiale a indiqué qu'en raison des mesures punitives prises par l'Iraq, «le GRK a perdu la moitié de ses recettes pétrolières» et que «le budget fédéral propose de réduire l'enveloppe budgétaire du GRK et de le faire passer de 12 000 milliards de dinars irakiens [environ 8 860 milliards d'EUR] en 2017 à 6 700 milliards de dinars irakiens [environ 4 950 milliards d'EUR] en 2018, et exige que celui-ci verse la totalité de ses recettes d'exportation de pétrole au gouvernement fédéral»<sup>259</sup>. La Banque mondiale a souligné que la diminution du montant des virements budgétaires pourrait s'avérer insuffisante pour verser les salaires des fonctionnaires et des militaires du GRK et «accroître encore la vulnérabilité au sein du GRK»<sup>260</sup>. Dans un rapport datant de mai 2018, l'Institut des États-Unis pour la paix indique que la «dette du GRK s'élève à pas moins de 17 milliards de dollars [environ 15 milliards d'EUR] et atteint un niveau insoutenable qui dépasse probablement 100 % du PIB de la région»<sup>261</sup>.

Selon le New Arab, la récente chute des prix du pétrole a exacerbé la crise économique dans la RKI. Toujours selon cette source, le Premier ministre du gouvernement régional du Kurdistan a déclaré que «l'économie kurde a enregistré un recul de 90 % depuis le récent krach pétrolier». La crise a touché tous les secteurs de l'économie, y compris le secteur des services et les entreprises privées. En outre, il était prévu à la mi-mai de diversifier l'économie et d'investir dans des secteurs autres que le pétrole, tels que l'agriculture, l'industrie et le tourisme<sup>262</sup>.

## 2.2 Emploi

### 2.2.1 Vue d'ensemble du pays

Depuis 2017, le secteur public est le principal employeur du pays, ce qui représente entre 42 % et 50 %<sup>263</sup>, voire jusqu'à 60 %, selon les estimations, de l'ensemble des emplois<sup>264</sup>. Ce secteur génère principalement des emplois dans les domaines de l'enseignement, de la défense, ainsi qu'au sein du ministère de l'intérieur. Les salaires du secteur public représentaient 40 % du budget de l'État en 2017<sup>265</sup>. La même tendance s'observe dans la RKI. Selon les estimations, le secteur public (excepté celui du GRK) employait environ 1,8 million de travailleurs en 2016. La majorité des emplois (plus de 650 000) sont créés par le ministère de l'éducation<sup>266</sup>. Selon les estimations, le secteur public de la RKI a généré 682 021 emplois en 2018<sup>267</sup>.

L'Organisation internationale du travail (OIT) – International Labour Organization (ILO) a estimé qu'en 2017, environ 40 % de la population totale en emploi étaient des travailleurs indépendants<sup>268</sup>. Dans le secteur privé, la construction représentait 15 % de tous les emplois du secteur privé. Il existait des entreprises manufacturières du secteur privé, mais 97 % étaient de grandes entreprises détenues par le gouvernement. De plus, l'agriculture était le sixième secteur économique par ordre

---

<sup>258</sup> IPS, Homebound: Hardship Awaits Internally Displaced Iraqis, 18 April 2018, [url](#)

<sup>259</sup> World Bank (The), Iraq Economic Monitor From War to Reconstruction and Economic Recovery, April 2018 [url](#), p. x

<sup>260</sup> World Bank (The), Iraq Economic Monitor From War to Reconstruction and Economic Recovery, April 2018 [url](#), p. 15

<sup>261</sup> USIP, Kurdistan Region's Debt Crisis Threatens Iraq's Economy, 9 May 2018, [url](#)

<sup>262</sup> New Arab (The), In Iraqi Kurdistan, plunging oil prices raise fears of economic collapse, 28 May 2020, [url](#)

<sup>263</sup> IMF, Iraq – Selected Issues: IMF Country Report 17/252, August 2017, [url](#), pp. 5-6

<sup>264</sup> BTI, Iraq Country Report, 2018, [url](#), p. 30 ; Mirza, A. "The Rentier Trap in Iraq: Comments and Recommendations", cited in: Atlantic Council, Beyond Security: Stabilization, Governance, and Socioeconomic Challenges in Iraq, July 2018, [url](#)

<sup>265</sup> IMF, Iraq – Selected Issues: IMF Country Report 17/252, August 2017, [url](#), pp. 5-6

<sup>266</sup> IMF, Middle East and Central Asia Department, Public Wage Bills in the Middle East and Central Asia, 2018, [url](#), p. 51

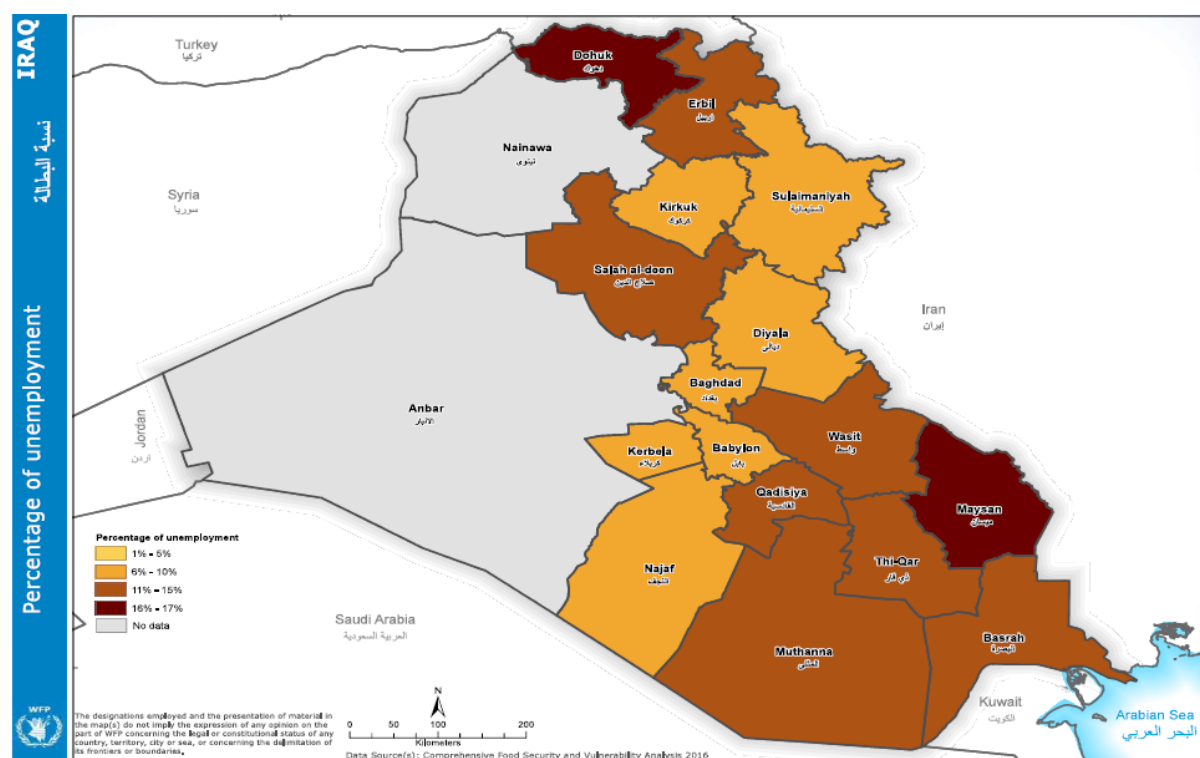
<sup>267</sup> LSE Middle East Centre Blog, [url](#), 31 July 2018, [url](#)

<sup>268</sup> World Bank Data, Self-employed, total (% of total employment) (modelled ILO estimate), September 2018, [url](#)

d'importance, mais les années de conflit, le changement climatique, les défis législatifs et le faible investissement dans les nouvelles technologies ont eu un impact négatif sur le secteur<sup>269</sup>.

Le travail non déclaré ou informel représentait environ 20 % de l'emploi en Iraq<sup>270</sup>. Sur le marché du travail, les Iraquiens font face à la concurrence des travailleurs étrangers résidant et travaillant, de manière légale ou illégale, en Iraq. Les médias ont indiqué que les employeurs privilégieraient les travailleurs étrangers pour leurs qualifications spécifiques ou en raison du fait qu'ils sont susceptibles d'accepter des salaires plus bas<sup>271</sup>.

Un rapport publié par le Centre d'études stratégiques et internationales (CSIS) le 26 mai 2020 indique qu'il n'existe pas de chiffres fiables concernant le chômage en Iraq, mais les indicateurs montrent que «l'Iraq pourrait être amené à créer quelque 300 000 à 450 000 nouveaux emplois supplémentaires pour ses jeunes hommes et femmes par an au cours de la période 2020-2030»<sup>272</sup>. Un rapport du DRC publié en avril 2020 indiquait que 2,5 millions d'Iraquiens au chômage avaient de toute urgence besoin d'un emploi<sup>273</sup>. En se basant sur les données de 2017, le PAM a déclaré que le taux de chômage était de 10,8 % et qu'il dépassait 15 % dans 11 provinces. En outre, le taux de chômage dépassait 25 % dans certains des districts de Muthanna, Thi-Qar, Wasit, Missan et Salah ad-Din<sup>274</sup>. La carte suivante montre les pourcentages du chômage en Iraq:



Carte 2: PAM, Pourcentage du chômage en 2019 sur la base des données de 2016<sup>275</sup>

Selon le Factbook de la CIA, et sur la base des estimations de 2017, le chômage chez les jeunes de 15 à 24 ans était de 25,6 % au total, de 22 % chez les hommes et de 63,3 % chez les femmes<sup>276</sup>. En se

<sup>269</sup> DRC, Labor Market and Livelihoods Competency Assessment : Iraq, April 2020, [url](#), pp. 9-10

<sup>270</sup> Gunter, F. R., The Political Economy of Iraq, Cheltenham, Elgar 2013, p. 195

<sup>271</sup> Arab Weekly (The), Foreign workers seeking jobs in Iraq despite perils, 18 February 2018, [url](#); Washington Post (The), Protests are mounting in Iraq? Why?, 21 July 2018, [url](#)

<sup>272</sup> CSIS, Strategic Dialogue: Shaping a U.S. Strategy for the "Ghosts" of Iraq, 26 May 2020, [url](#), p. 31

<sup>273</sup> DRC, Labor Market and Livelihoods Competency Assessment : Iraq, April 2020, [url](#), p. 9

<sup>274</sup> WFP, Iraq Socio-economic Atlas, 2019, [url](#), p. 40

<sup>275</sup> WFP, Iraq Socio-economic Atlas, 2019, [url](#), p. 42

<sup>276</sup> US, CIA, The World Factbook: Iraq, 17 June 2020, [url](#)

basant sur les estimations de l'OIT, la Banque mondiale n'a indiqué pratiquement aucun changement dans les taux de chômage entre 2018 et 2019. Selon les données disponibles, le chômage a atteint 12,86 % en 2018 et 12,82 % en 2019<sup>277</sup>; pour les hommes, les taux étaient de 10,10 % en 2018 et 10,08 % en 2019<sup>278</sup> et pour les femmes de 30,85 % en 2018 et 30,40 % en 2019<sup>279</sup>.

La fiche d'information de l'OIM sur l'Iraq indique que l'amélioration de la situation sécuritaire a engendré une augmentation des investissements privés, notamment dans les zones libérées où des emplois ont été créés dans les secteurs du tourisme et du divertissement. Les salaires, selon la fiche d'information, varient entre 200 USD et 2 500 USD selon le niveau d'éducation et les compétences. Par ailleurs, des centres pour l'emploi ont été créés dans la plupart des villes, et le gouvernement a approuvé un programme visant à «aider les travailleurs dont le salaire est inférieur à un dollar par jour ainsi que les chômeurs». Enfin, l'OIM a constaté qu'il n'y avait pas d'aide en espèces au chômage au niveau national<sup>280</sup>.

## 2.2.2 Bagdad

Selon le PAM, le gouvernorat de Bagdad affichait les taux de chômage les plus bas, compris entre 6 et 10 % (données de 2016)<sup>281</sup>, tandis que le chômage des personnes âgées de 15 à 24 ans variait entre 5 et 7 % (données de 2017)<sup>282</sup>. Selon l'OCS, à Bagdad, le chômage des jeunes âgés de 15 à 24 ans était de 18,6 % en 2016<sup>283</sup>, alors que le taux de chômage total en 2017 était de 9,3 %<sup>284</sup>. Aucune donnée plus récente n'a pu être trouvée au cours de la préparation de ce rapport.

## 2.2.3 Bassora

Les possibilités d'emploi dans le sud de l'Iraq sont décrites comme étant «limitées» en raison de la prédominance de l'industrie pétrolière et, en 2018, le DFAT faisait état d'un déplacement de personnes vers d'autres régions d'Iraq, comme Bagdad, pour y trouver un emploi<sup>285</sup>.

Le secteur du pétrole domine l'économie, mais n'emploie que 1 % de la main-d'œuvre à l'échelle nationale<sup>286</sup>. Les compagnies pétrolières de Bassora recrutent souvent des travailleurs étrangers à la place d'Iraqiens, attisant les frustrations d'une population locale dont le taux de chômage est plus élevé dans le sud<sup>287</sup>. Face à cette tendance, le gouvernement a approuvé un règlement exigeant que 50 % des travailleurs de l'industrie pétrolière employés par des entreprises étrangères soient de nationalité iraquienne<sup>288</sup>. Le NRC a réalisé une étude de marché à Bassora et a constaté que 80 % des employeurs interrogés dans le cadre de l'enquête auprès des entreprises considéraient le secteur privé de Bassora comme le principal secteur pourvoyeur d'emplois. Parmi les personnes interrogées, 60 % ont déclaré que le principal secteur d'activité était le commerce, tandis que «7 % ont déclaré que la production de métaux de base, la sylviculture, le bois, la santé, l'ingénierie mécanique et

<sup>277</sup> World Bank (The), Unemployment, total (% of total labor force) (modelled ILO estimate), 21 June 2020, [url](#), TAB: Data

<sup>278</sup> World Bank (The), Unemployment, male (% of male labor force) (modelled ILO estimate), 21 June 2020, [url](#), TAB: Data

<sup>279</sup> World Bank (The), Unemployment, female (% of female labor force) (modelled ILO estimate), 21 June 2020, [url](#), TAB: Data

<sup>280</sup> IOM, Country Factsheet: Iraq, 2019, [url](#), p. 5

<sup>281</sup> WFP, Iraq Socio-economic Atlas, 2019, [url](#), p. 42

<sup>282</sup> WFP, Iraq Socio-economic Atlas, 2019, [url](#), p. 43

<sup>283</sup> Iraq, CSO, مؤشرات التشغيل والبطالة [Employment and Unemployment Indicators], n. d., [url](#)

<sup>284</sup> Iraq, CSO, الموجز الإحصائي بغداد 2018 [Statistical Summary Baghdad 2018], n. d., [url](#)

<sup>285</sup> Australia, DFAT, Country Information Report – Iraq, 9 October 2018, [url](#), p. 30

<sup>286</sup> National (The), In Iraq's oil-rich Basra, shanty towns flourish, 19 April 2018, [url](#)

<sup>287</sup> National (The), In Iraq's oil-rich Basra, shanty towns flourish, 19 April 2018, [url](#); Al Monitor, Basra protests spark government scramble to create jobs, 22 August 2018, [url](#)

<sup>288</sup> Al Monitor, Basra protests spark government scramble to create jobs, 22 August 2018, [url](#)

électrique, la production de pétrole et de gaz et le raffinage du pétrole et les secteurs des services étaient les principaux secteurs d'activité à Bassora»<sup>289</sup>.

Dans les zones rurales du gouvernorat de Bassora, l'emploi repose principalement sur l'agriculture, touchée par des problèmes de salinité et de pénurie d'eau en 2018<sup>290</sup>.

Une mission d'information menée par le NRC en septembre 2018 indique que les résidents de Bassora affirment que le chômage s'est aggravé ces dernières années et que les groupes armés sont «souvent l'unique employeur», faisant remarquer qu'il est extrêmement difficile de trouver un emploi, même pour les journaliers<sup>291</sup>. Certains analystes ont déclaré que le retour d'anciens membres des Forces de mobilisation populaire (FMP) qui s'étaient engagés dans la lutte contre l'EIL a encore accentué la pression sur les services et sur la demande en emplois<sup>292</sup>. En ce qui concerne les difficultés rencontrées par les jeunes pour gagner de l'argent, le NRC a mené une enquête auprès de 40 jeunes demandeurs d'emploi à Bassora. Les défis posés à l'emploi des jeunes seraient «la corruption (34 %), le manque de possibilités d'emploi (20 %), la préférence des employeurs pour l'embauche de travailleurs étrangers par rapport aux nationaux dans le secteur privé (18 %), le manque d'expérience et de compétences des jeunes (9 %), les coutumes et traditions (5 %) et une production nationale insuffisante (14 %)»<sup>293</sup>.

Enfin, selon le PAM, le gouvernorat de Bagdad avait un taux de chômage compris entre 11 et 15 % (données de 2016)<sup>294</sup>, tandis que le chômage des personnes âgées de 15 à 24 ans variait entre 8 et 10 % (données de 2017)<sup>295</sup>. Selon l'OCS, le chômage des jeunes âgés de 15 à 24 ans à Bassora était de 25,5 % en 2016<sup>296</sup> et de 7,6 % au total en 2017<sup>297</sup>. Aucune donnée plus récente n'a pu être trouvée au cours de la préparation de ce rapport.

## 2.2.4 Erbil

Selon l'étude démographique de 2018 de l'OIM, le taux d'activité dans la ville d'Erbil était de 65,9 % chez les hommes et de 14,8 % chez les femmes<sup>298</sup>. S'agissant du type de profession, les données de l'OIM indiquent que 43,7 % de la population active de la ville d'Erbil occupaient des postes dans le secteur public, 13 % dans le secteur privé, 18,7 % étaient des indépendants et 19,2 % des ouvriers à la journée<sup>299</sup>.

Dans le gouvernorat d'Erbil, la majeure partie de la population est employée dans le secteur public, 78 % de la population occupée disposent d'un contrat de travail écrit, tandis que le travail informel s'observe davantage dans des secteurs tels que la construction et le commerce de gros ou de détail<sup>300</sup>. D'après le HCR, «seuls 30 % des travailleurs sont légalement employés et perçoivent des traitements plutôt que des salaires»<sup>301</sup>.

---

<sup>289</sup> NRC, Market Assessment Report: Basra City, November 2019, [url](#), pp. 15-16

<sup>290</sup> NRC, Basra Livelihoods Technical Assessment, 21 October 2018, [url](#)

<sup>291</sup> NRC, Basra Fact-Finding Mission Report #2, 22 September 2018, [url](#), p. 3; the FFM took place from 26 to 29 August 2018

<sup>292</sup> FP, Northern Iraq May Be Free, but the South is Seething, 9 November 2018, [url](#); NRC, Basra Fact Finding Mission Report #1, 9 September 2018, [url](#), p. 2, the FFM took place from 26 to 29 August 2018

<sup>293</sup> NRC, Market Assessment Report: Basra City, November 2019, [url](#), p. 26

<sup>294</sup> WFP, Iraq Socio-economic Atlas, 2019, [url](#), p. 42

<sup>295</sup> WFP, Iraq Socio-economic Atlas, 2019, [url](#), p. 43

<sup>296</sup> Iraq, CSO, مؤشرات التشغيل والبطالة [Employment and Unemployment Indicators], n. d., [url](#)

<sup>297</sup> Iraq, CSO, الموجز الإحصائي البصرة 2018 [Statistical Summary Basra 2018], n. d., [url](#)

<sup>298</sup> IOM, Demographic Survey Kurdistan Region of Iraq, July 2018, [url](#), p. 105

<sup>299</sup> IOM, Demographic Survey Kurdistan Region of Iraq, July 2018, [url](#), p. 100

<sup>300</sup> UNHCR, Displacement as challenge and opportunity Urban profile: Refugees, internally displaced persons and host community Erbil Governorate, Kurdistan Region of Iraq, April 2016, [url](#), p. 34

<sup>301</sup> UNHCR, Displacement as challenge and opportunity Urban profile: Refugees, internally displaced persons and host community Erbil Governorate, Kurdistan Region of Iraq, April 2016, [url](#), p. 30

Le PAM a observé que les taux de chômage dans le gouvernorat d'Erbil se situaient entre 11 % et 15 % (données de 2016)<sup>302</sup>. Le taux de chômage des personnes âgées de 15 à 24 ans était de 8 à 10 %, selon les données de 2017<sup>303</sup>. Selon l'OCS, le chômage des jeunes âgés de 15 à 24 ans à Erbil était de 13,6 % en 2016<sup>304</sup>. Aucune donnée plus récente n'a pu être trouvée au cours de la préparation de ce rapport.

## 2.3 Pauvreté

### 2.3.1 Vue d'ensemble du pays

Le BTI a déclaré que 22,5 % de la population iraquienne se trouve sous le seuil de pauvreté, le taux de pauvreté passant de 3,5 à 12,5 % dans la RKI et atteignant 41,2 % dans les zones détenues par l'EIL et 30 % dans les provinces du sud<sup>305</sup>. En outre, l'UNESCO a fait observer que le «ratio de la population pauvre disposant de moins de \$ 1,90 par jour» était de 2,5 %<sup>306</sup>. La Représentante spéciale du Secrétaire général des Nations unies pour l'Iraq a prédit que le taux de pauvreté doublerait pour atteindre 40 % en 2020<sup>307</sup>. Le 2 juillet 2020, la chaîne Al-Sumariya a déclaré que le ministre iraquien du travail et des affaires sociales avait annoncé qu'en raison de la crise COVID-19 et de la chute des prix du pétrole, la pauvreté en Iraq était passée de 22 % à 34 %<sup>308</sup>.

En Iraq, le filet de sécurité sociale est «conséquent» car un pourcentage élevé de la population est employé dans le secteur public ou reçoit des pensions<sup>309</sup>. L'OIM a observé que les employés du secteur public pouvaient prendre leur retraite à l'âge de 65 ans après 25 ans de service. À Bagdad, cependant, les employés peuvent prendre leur retraite à l'âge de 55 ans ou après avoir travaillé pendant 25 ans, ou 15 ans pour les employés ayant des problèmes médicaux. En ce qui concerne le secteur privé, l'OIM a déclaré que «certains employés du secteur privé peuvent recevoir une allocation de retraite, qui est gérée par leur employeur»<sup>310</sup>.

Selon le PAM, des mécanismes de lutte contre la pauvreté existent et ont été adoptés par le gouvernement. Il s'agit notamment du système public de distribution (SPD), qui a distribué des rations alimentaires à plus de 95 % des familles iraqiennes, du réseau de protection sociale (qui a aidé plus de 1,2 million de familles iraqiennes vulnérables en leur fournissant des filets de sécurité économique et sociale), des subventions à l'éducation et des soins de santé publics<sup>311</sup>. Le SPD continue de fonctionner, mais il a été affecté par l'instabilité politique dans le pays, et les prestations n'ont pas été fournies régulièrement<sup>312</sup>. Le département d'État américain a constaté que le SPD était mis en œuvre «sporadiquement et irrégulièrement, avec un accès limité aux zones récemment libérées». D'après certaines informations que tous les produits n'aient pas été distribués chaque mois et que le système ne soit pas accessible à toutes les PDI puisqu'il est exigé que les citoyens «n'échangent les rations du système public de distribution ou d'autres services que sur leur lieu de résidence enregistré»<sup>313</sup>.

<sup>302</sup> WFP, Iraq Socio-economic Atlas, 2019, [url](#), p. 42

<sup>303</sup> WFP, Iraq Socio-economic Atlas, 2019, [url](#), p. 43

<sup>304</sup> Iraq, CSO, مؤشرات التشغيل والبطالة [Employment and Unemployment Indicators], 21 June 2020, [url](#)

<sup>305</sup> BTI, 2020 Country Report — Iraq, 29 April 2020, [url](#), p. 17

<sup>306</sup> UNESCO, Iraq : General Information, n. d., [url](#)

<sup>307</sup> UNAMI, Briefing to the Security Council by Special Representative of the United Nations Secretary-General for Iraq Jeanine Hennis-Plasschaert, 12 May 2020, [url](#)

<sup>308</sup> Al-Sumariya, العمل تعلن زيادة نسبة الفقر من 22 إلى 34 بالمائة في البلاد [Ministry of Labour announces that poverty rates increased from 22 % to 34 % in the country], 2 July 2020, [url](#)

<sup>309</sup> BTI, 2020 Country Report — Iraq, 29 April 2020, [url](#), pp. 22-23

<sup>310</sup> IOM, Country Factsheet: Iraq, 2019, [url](#), p. 7

<sup>311</sup> WFP, Iraq Socio-economic Atlas, 2019, [url](#), p. 40

<sup>312</sup> BTI, 2020 Country Report — Iraq, 29 April 2020, [url](#), p. 22

<sup>313</sup> USDOS, 2019 Country Reports on Human Rights Practices, 11 March 2020, [url](#)



Le gouvernement iraquien a lancé la Stratégie de réduction de la pauvreté (SRP) pour 2018-2022. Les défis que la SRP entendait relever étaient liés à la sécurité et à la stabilité, à la bonne gouvernance, à la distribution équitable et à la diversification des revenus, à l'atténuation de l'impact négatif des réformes économiques sur les pauvres, et aux coûts élevés de la guerre contre le terrorisme et de la crise des PDI au lendemain de la guerre contre l'EIIL<sup>314</sup>.

Géraldine Chatelard a fait observer que les femmes sans proches de sexe masculin, notamment les femmes chefs de ménage, les femmes divorcées et les veuves, se trouvaient dans une situation vulnérable tant sur le plan économique que sur celui de l'exposition au harcèlement, et avaient du mal à trouver un emploi. Elle indique en outre que la situation des veuves n'est pas beaucoup plus enviable, dans la mesure où elles ne bénéficient pas, elles non plus, «de la protection d'un proche de sexe masculin et des connexions nécessaires pour trouver un emploi et entretenir leurs enfants à charge»<sup>315</sup>. Dans un rapport de 2017, l'OCHA indiquait que les PDI, en particulier les femmes chefs de ménage, les veuves, les femmes handicapées et les fillettes et les adolescentes, étaient vulnérables aux abus et avaient du mal à obtenir de l'aide humanitaire<sup>316</sup>. À Bagdad, parmi les PDI, les ménages dirigés par des femmes étaient plus nombreux à indiquer n'avoir aucune source de revenus et être fortement tributaires de l'aide humanitaire et de l'assistance du gouvernement pour couvrir leurs besoins fondamentaux<sup>317</sup>.

### 2.3.2 Bagdad

L'Atlas socio-économique de l'Iraq du PAM fournit le quintile d'indice de richesse suivant pour Bagdad: les plus pauvres (17 %), pauvres (24 %), moyens (19 %), riches (21 %) et les plus riches (19 %). En ce qui concerne les biens du ménage, l'Atlas indique que 67 % des ménages de Bagdad sont propriétaires de leur logement, 19 % en sont locataires, 11 % en disposent gratuitement avec l'accord du propriétaire et 3 % ont un logement inconnu<sup>318</sup>. Selon les données de l'Initiative d'Oxford sur la pauvreté et le développement humain 2019, 1,14 % de la population du gouvernorat de Bagdad vivait dans une grande pauvreté et 4 % étaient vulnérables à la pauvreté en 2018<sup>319</sup>.

Bagdad compte une importante proportion de ménages dirigés par des femmes parmi les PDI vivant dans des camps (24 % des ménages interrogés par REACH en avril 2018)<sup>320</sup>. En octobre 2017, l'OIM a aussi relevé un grand nombre de groupes vulnérables dans la population: «Bagdad accueille 17 % des PDI qui nécessitent une protection – 30 % de mères de moins de 18 ans, 18 % de femmes chefs de ménages et 17 % de l'ensemble des personnes souffrant de troubles physiques et/ou mentaux. Un total de 5 % des personnes rapatriés souffrant de troubles physiques et/ou mentaux est aussi hébergé dans ce gouvernorat»<sup>321</sup>.

Les personnes déplacées internes (PDI), et les personnes rapatriées à Bagdad indiquaient que l'accès à l'emploi était une préoccupation de premier ordre pour les personnes vivant à Bagdad<sup>322</sup>. L'OIM a déclaré que, selon les estimations, 88 % des PDI dépendaient de revenus provenant du travail informel, moins de 20 % d'entre elles dépendaient de pensions, 17 % étaient tributaires de l'aide de

---

<sup>314</sup> Iraq, Ministry of Planning, Strategy for the Reduction of Poverty in Iraq 2018-2022, January 2018, [url](#), pp. 1-2

<sup>315</sup> Chatelard, G., commentaire formulé au cours de la relecture du présent rapport, 19 octobre 2018.

<sup>316</sup> UNOCHA, Humanitarian needs overview, January 2017, p. 15, [url](#)

<sup>317</sup> REACH, Comparative Multi-Cluster Assessment of IDPs Living in Camps, April 2018, [url](#), p. 18

<sup>318</sup> WFP, Iraq Socio-economic Atlas, 2019, [url](#), p. 101

<sup>319</sup> Alkire, S. et al., The Global Multidimensional Poverty Index (MPI), Oxford Poverty and Human Development Initiative, 2019, [url](#), Tab 5.1 MPI Region

<sup>320</sup> REACH, Comparative Multi-Cluster Assessment of IDPs Living in Camps, April 2018, [url](#), p. 15

<sup>321</sup> IOM, Iraq Displacement Tracking Matrix, Integrated Location Assessment II, Governorate Profiles, October 2017, [url](#), p. 5

<sup>322</sup> IOM, Iraq Displacement Tracking Matrix, Integrated Location Assessment II, Governorate Profiles, October 2017, [url](#), p.

leurs familles et amis, et 26 % comptaient sur une aide en espèces<sup>323</sup>. Selon l'étude conjointe de l'OIM et de l'université de Georgetown, par rapport aux autres gouvernorats, Bagdad affichait la plus forte proportion de PDI (73,7 %) faisant état d'un niveau de vie suffisant. Les associations caritatives et les organisations d'aide locales de Bagdad jouent un rôle majeur dans l'apport d'une assistance aux PDI qui vivent dans la capitale. Par ailleurs, une part significative des PDI avaient déjà des parents qui résidaient en ville et qui leur apportaient un soutien<sup>324</sup>.

### 2.3.3 Bassora

Selon les données de l'Initiative d'Oxford sur la pauvreté et le développement humain 2019, 2,25 % de la population du gouvernorat de Bassora vivaient dans une grande pauvreté et 8,79 % étaient vulnérables à la pauvreté en 2018<sup>325</sup>.

La pauvreté varie considérablement d'un district à l'autre dans ce gouvernorat<sup>326</sup>. La Banque mondiale a constaté en 2015 que le district de Bassora même affichait le taux de pauvreté le plus élevé du gouvernorat, suivi par Az-Zubayr, Al-Khaseeb, Al-Qurna, Al-Hartha, Al-Deer, et Chatt al-Arab<sup>327</sup>.

Dans la ville de Bassora, la mendicité est devenue un problème croissant: les mendiants forment des systèmes organisés et des gangs et s'associent à des réseaux criminels ou sont dirigés par ceux-ci<sup>328</sup>. Selon certaines sources, des mendiants drogueraient leurs enfants, qu'elles emmènent avec elles pour mendier<sup>329</sup>. Dans les zones les plus démunies de Bassora, des gangs se forment pour passer au crible les déchets des habitants plus aisés de la ville, à la recherche de quoi gagner leur vie<sup>330</sup>.

### 2.3.4 Erbil

Selon les données de l'Initiative d'Oxford sur la pauvreté et le développement humain 2019, zéro % de la population du gouvernorat d'Erbil vivait dans une grande pauvreté et 5,32 % étaient vulnérables à la pauvreté en 2018<sup>331</sup>.

Selon un état des lieux réalisé par la Banque mondiale en 2015, le taux de pauvreté à Erbil s'élevait à 4,1 %<sup>332</sup>. Des données de 2018 de l'OIM montraient que 29 % des ménages interrogés dans le gouvernorat d'Erbil vivaient avec un revenu mensuel compris entre 500 000 et 750 000 IQD (entre 368 et 550 EUR environ) tandis que 25,9 % gagnaient entre 250 000 et 500 000 IQD (entre 184 et 368 EUR environ) et 21,1 % avaient un revenu mensuel compris entre 750 000 et 1 000 000 IQD (entre 550 et 735 EUR environ)<sup>333</sup>. 8,2 % des ménages interrogés dans le gouvernorat d'Erbil vivaient avec un revenu mensuel inférieur à 250 000 IQD (184 EUR environ). En comparaison avec les autres gouvernorats de la RKI, les ménages disposant de revenus plus élevés étaient plus nombreux à Erbil (16 %)<sup>334</sup>.

---

<sup>323</sup> IOM, Iraq Displacement Tracking Matrix, Integrated Location Assessment II, Governorate Profiles, October 2017, [url](#), p. 25

<sup>324</sup> IOM, SFS/Georgetown University, Access to durable solutions among IDPs in Iraq; Part One, April 2017, [url](#), p. 23

<sup>325</sup> Alkire, S. et al., The Global Multidimensional Poverty Index (MPI), Oxford Poverty and Human Development Initiative, 2019, [url](#), Tab 5.1 MPI Region

<sup>326</sup> NCCI, Basrah Governorate Profile, December 2015, [url](#), p. 5

<sup>327</sup> World Bank (The), Where are Iraq's Poor: Mapping Poverty in Iraq, 2015, [url](#), p. 56

<sup>328</sup> Niqash, Mister can you spare a dinar – life with the beggar mafia of Basra, 30 January 2014, [url](#)

<sup>329</sup> Niqash, Mister can you spare a dinar – life with the beggar mafia of Basra, 30 January 2014, [url](#)

<sup>330</sup> Niqash, Mister can you spare a dinar – life with the beggar mafia of Basra, 30 January 2014, [url](#)

<sup>331</sup> Alkire, S. et al., The Global Multidimensional Poverty Index (MPI), Oxford Poverty and Human Development Initiative, 2019, [url](#), Tab 5.1 MPI Region

<sup>332</sup> World Bank (The), Where are Iraq's Poor: Mapping Poverty in Iraq, 2015, [url](#), p. 28

<sup>333</sup> IOM, Demographic Survey Kurdistan Region of Iraq, July 2018, [url](#), p. 44

<sup>334</sup> IOM, Demographic Survey Kurdistan Region of Iraq, July 2018, [url](#), p. 44

Selon les résultats de l'étude démographique réalisée par l'OIM dans la RKI en 2018, les ménages dirigés par des femmes sont plus courants à Erbil (10,7 %) et à Souleimaniye (11,2 %) et, de manière générale, davantage présents en milieu urbain qu'en milieu rural (11 % contre 8 %)<sup>335</sup>. Les ménages dirigés par des femmes bénéficient de moins de possibilités d'emploi en raison de leurs responsabilités domestiques et des préjugés à l'égard des femmes divorcées ou veuves qui travaillent<sup>336</sup>. En l'absence de source de revenus, les ménages dirigés par des femmes sont davantage susceptibles de recevoir de l'aide de leur famille, de leurs amis, et des institutions<sup>337</sup>. Selon l'OIM, «près de 50 % des ménages dirigés par des femmes s'appuient aussi sur des pensions comme source de revenus, ce qui n'est pas surprenant au vu du fait que les femmes chefs de ménages sont souvent des veuves d'un âge plus avancé<sup>338</sup>».

## 2.4 Sécurité alimentaire

### 2.4.1 Vue d'ensemble du pays

Le plan de développement national iraquien pour la période 2018-2022 a averti que 4 095 377 donums (environ 4 095 kilomètres carrés) de terres agricoles iraquiennes étaient en danger de désertification<sup>339</sup>.

Dans son Atlas socio-économique de l'Iraq pour 2019, le PAM a estimé qu'en 2017, 11 % des familles iraquiennes dépendaient de l'agriculture pour leur subsistance, qui était la principale source de sécurité alimentaire de l'Iraq. L'agriculture contribuait à 9 % du PIB total, et seulement 27 % de la surface de l'Iraq était propice à l'agriculture. En outre, le rapport indiquait que les changements climatiques extrêmes, la dégradation des terres, les déplacements et les dommages causés aux infrastructures par la guerre pourraient constituer une menace pour l'agriculture en Iraq<sup>340</sup>.

En ce qui concerne les pourcentages de familles souffrant d'insécurité alimentaire sur l'ensemble de l'Iraq, le PAM a indiqué que l'insécurité alimentaire chez les hommes dans les zones urbaines était de 1,8 % et dans les zones rurales de 4,9 %, tandis que chez les femmes, les pourcentages étaient de 1,5 % dans les zones urbaines et de 7,6 % dans les zones rurales<sup>341</sup>. Les cartes suivantes montrent la répartition de l'insécurité alimentaire par sexe et par gouvernorat, ainsi que les zones de sécurité alimentaire en Iraq:

---

<sup>335</sup> IOM, Demographic Survey Kurdistan Region of Iraq, July 2018, [url](#), p. 22

<sup>336</sup> Kaya, Z. N. and Luchtenberg, K. N., Displacement and Women's Economic Empowerment: Voices of Displaced Women in the Kurdistan Region of Iraq, 2018, [url](#), p. 23

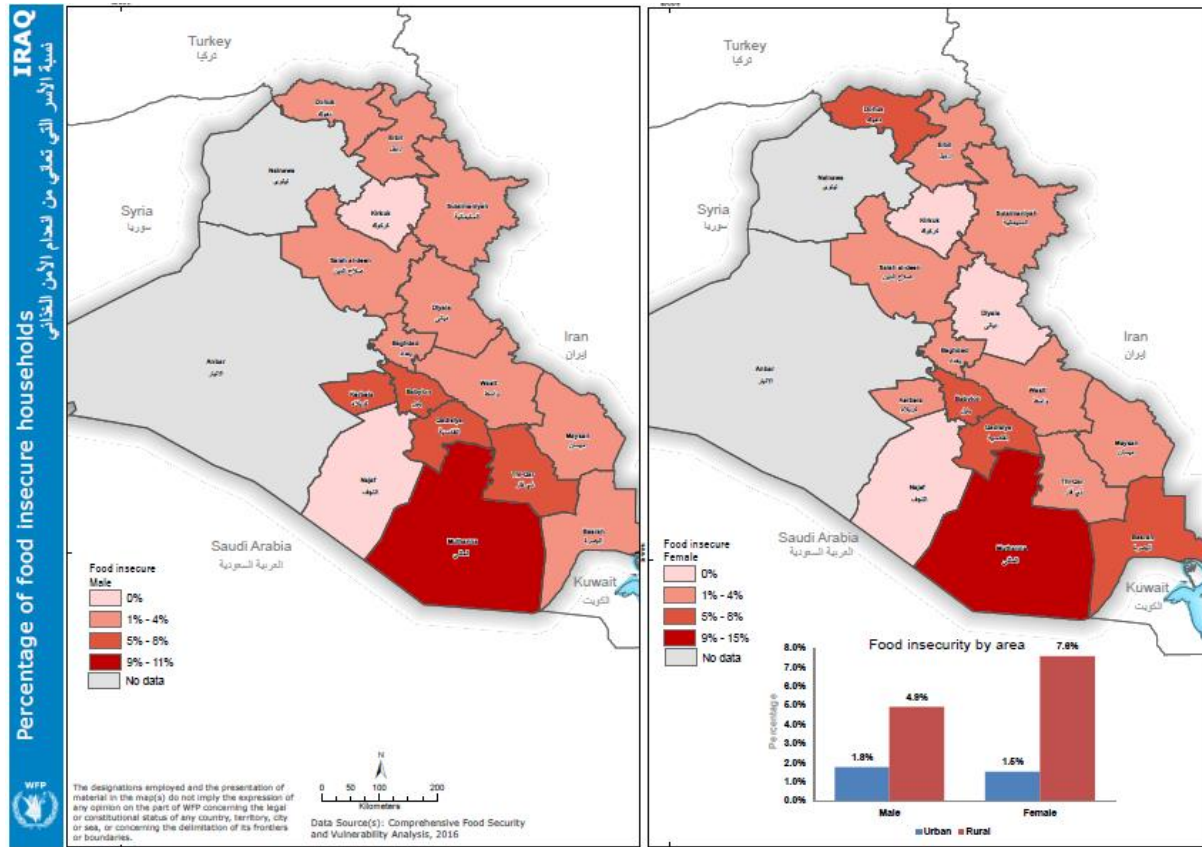
<sup>337</sup> IOM, Demographic Survey Kurdistan Region of Iraq, July 2018, [url](#), p. 45

<sup>338</sup> IOM, Demographic Survey Kurdistan Region of Iraq, July 2018, [url](#), p. 45

<sup>339</sup> Iraq, Ministry of Planning, National Development Plan 2018-2022, June 2018, [url](#), p. 226

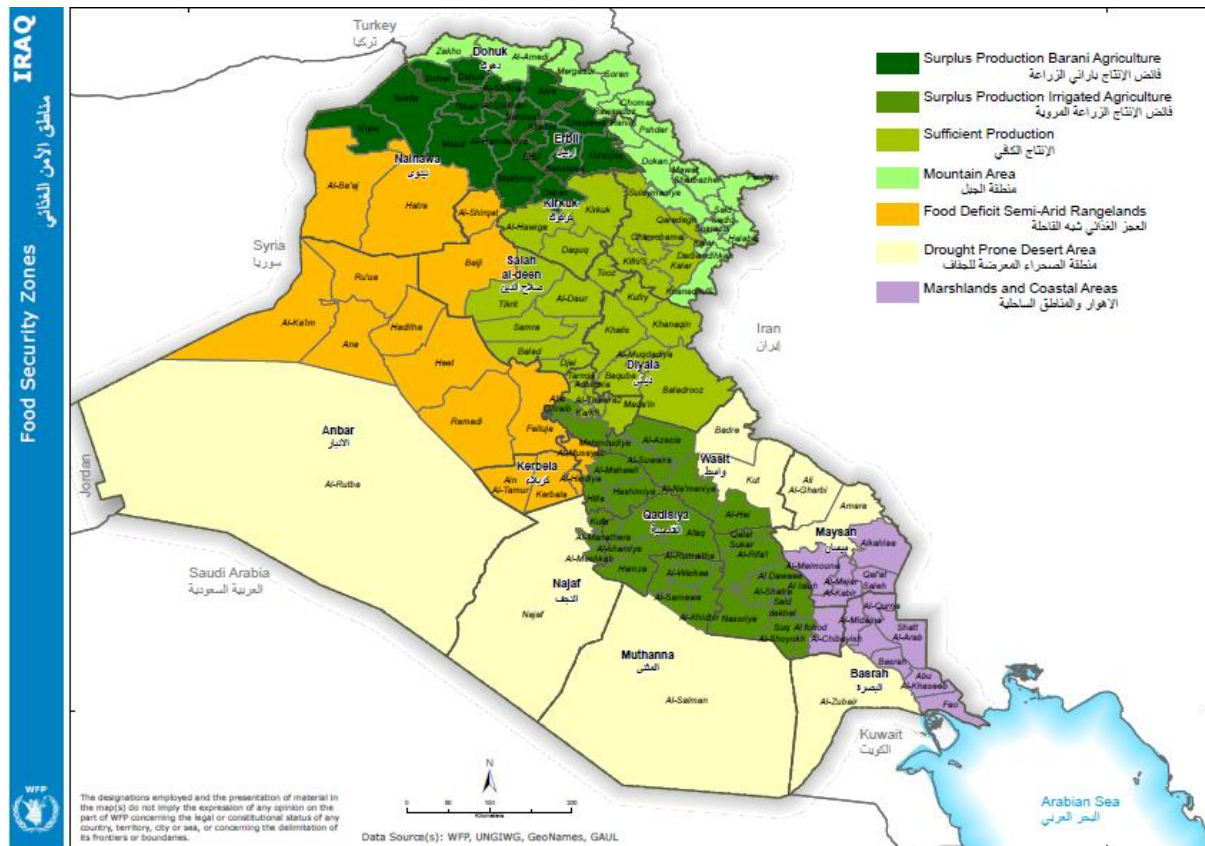
<sup>340</sup> WFP, Iraq Socio-economic Atlas, 2019, [url](#), p. 19

<sup>341</sup> WFP, Iraq Socio-economic Atlas, 2019, [url](#), p. 34



Carte 3: PAM, Pourcentage de ménages souffrant d'insécurité alimentaire en 2019 sur la base des données de 2016<sup>342</sup>

<sup>342</sup> WFP, Iraq Socio-economic Atlas, 2019, [url](#), p. 34



Carte 4: PAM, Zones de sécurité alimentaire en 2019<sup>343</sup>

Selon le PAM, les pourcentages de personnes vulnérables à l'insécurité alimentaire étaient nettement plus élevés, s'élevant à environ 50 % dans les zones urbaines et 60 % dans les zones rurales<sup>344</sup>.

En ce qui concerne les ressources en eau en Iraq, le ministère de la planification a noté l'existence d'un grave problème de ressources en eau découlant de facteurs externes et internes tels que la baisse du niveau des eaux de l'Euphrate et du Tigre, le changement climatique et le niveau élevé de contamination<sup>345</sup>. Le BTI a déclaré que la principale raison de la pénurie d'eau en Iraq tenait au «nombre croissant de projets et de barrages qui affectent le débit d'eau le long du Tigre et de l'Euphrate» en Turquie<sup>346</sup>. La sécheresse prolongée, alliée à la vétusté d'infrastructures hydrauliques inchangées depuis des décennies, a mis à mal la capacité de l'Iraq à fournir des services de distribution d'eau et d'assainissement à la population. Les populations rurales sont celles qui ont le plus de mal à avoir accès à ces services<sup>347</sup>. L'accès à l'eau s'est amélioré depuis 2010, mais de nombreux Iraquiens dépendent encore de «puits informels, des camions d'eau des ONG et du gouvernement et de réseaux de distribution d'eau peu fiables», tandis que les réserves d'eau douce de l'Iraq continuent de s'épuiser<sup>348</sup>. Des pénuries d'eau sont signalées<sup>349</sup>.

Dans un rapport daté du 30 avril 2020, le PAM a observé une tendance à stocker la nourriture pour la période de confinement due au COVID-19, ce qui a entraîné une flambée des prix des denrées alimentaires vers la fin du mois de mars. Cependant, les prix se sont stabilisés en avril grâce aux

<sup>343</sup> WFP, Iraq Socio-economic Atlas, 2019, [url](#), p. 33

<sup>344</sup> WFP, Iraq Socio-economic Atlas, 2019, [url](#), p. 35

<sup>345</sup> Iraq, Ministry of Planning, National Development Plan 2018-2022, June 2018, [url](#), pp. 132-133

<sup>346</sup> BTI, 2020 Country Report — Iraq, 29 April 2020, [url](#), p. 25

<sup>347</sup> IRIN, Water shortage leads people to drink from rivers, 18 February 2007, [url](#)

<sup>348</sup> EPIC, Drought in the land between two rivers, 18 July 2017, [url](#)

<sup>349</sup> World Bank (The), Iraq Economic Monitor, October 2018, [url](#), p. 6

mesures de contrôle des prix et à la distribution de produits alimentaires essentiels par le biais du SPD. Le PAM a toutefois déclaré que «la chute des prix mondiaux du pétrole a entraîné un manque à gagner important pour les économies basées sur le pétrole comme celle de l'Iraq» et a averti que si cette situation devait persister, les filets de sécurité sociale tels que le SPD pourraient être difficilement maintenus<sup>350</sup>. La moyenne de la disponibilité des marchandises au niveau national était de 8,5 sur 10, et les marchés à travers le pays ont montré une très bonne résilience en termes de chaîne d'approvisionnement<sup>351</sup>. En ce qui concerne les prix des denrées alimentaires, le PAM a noté que le prix de la farine de blé en Iraq était supérieur de 21 % en 2019 par rapport à l'année précédente (en glissement annuel) La hausse de prix annuelle la plus importante a été enregistrée pour les œufs (28 %), tandis que des articles tels que les tomates et les haricots ont connu des hausses de prix mensuelles successives de 24 % et 15 %<sup>352</sup>.

## 2.4.2 Bagdad

L'Atlas socio-économique de l'Iraq du PAM a indiqué qu'à Bagdad, 53 % des ménages jouissaient d'une sécurité alimentaire, 46 % d'une sécurité alimentaire marginale et 1 % d'entre eux souffrait d'insécurité alimentaire<sup>353</sup>. Le Iraq Market Monitor du PAM a indiqué des changements non significatifs des prix mensuels sur les marchés de Bagdad pour mars-avril, mais une faible prévisibilité des changements futurs<sup>354</sup>.

La production de blé dans le gouvernorat de Bagdad a considérablement diminué, passant de 159 984 tonnes en 2017 à 91 141 tonnes en 2018. Il en va de même pour la production d'orge, qui est passée de 10 378 tonnes en 2017 à 5 466 tonnes en 2018. Toutefois, la production de dattes a augmenté, passant de 124 176 tonnes en 2017 à 130 593 tonnes en 2018<sup>355</sup>.

La Banque mondiale a déclaré que les résidents de Bagdad étaient quotidiennement confrontés à des coupures d'eau, en particulier en été. Les sécheresses<sup>356</sup>, une infrastructure inadaptée, ainsi que la croissance démographique rapide et l'afflux de PDI ont entraîné des pénuries d'eau et une flambée de maladies d'origine hydrique. La présence de fuites dans les canalisations d'évacuation des eaux usées entraîne la contamination des réseaux d'eau potable. Les familles sont donc forcées de «consacrer une part substantielle de leurs revenus à des traitements médicaux et d'acheter de l'eau en bouteille»<sup>357</sup>.

L'eau potable et agricole disponible dans la ville de Bagdad est de mauvaise qualité. On estime que le niveau de pollution aux matières organiques de l'eau dans la capitale est plus de trois fois supérieur aux limites nationales et de l'OMS. À Sadr City, par exemple, la seule source d'eau propre est l'eau en bouteille, un bien inaccessible pour les populations plus pauvres<sup>358</sup>.

---

<sup>350</sup> WFP, Iraq Market Monitor Report, Issue No. 30, April 2020, [url](#), p. 4

<sup>351</sup> WFP, Iraq Market Monitor Report, Issue No. 30, April 2020, [url](#), p. 3

<sup>352</sup> WFP, Iraq Market Monitor Report, Issue No. 30, April 2020, [url](#), p. 4

<sup>353</sup> WFP, Iraq Socio-economic Atlas, 2019, [url](#), p. 101

<sup>354</sup> WFP, Iraq Market Monitor Report, Issue No. 30, April 2020, [url](#), p. 3

<sup>355</sup> Iraq, CSO, 2018 الموجز الإحصائي بغداد [Statistical Summary Baghdad 2018], n. d., [url](#)

<sup>356</sup> Al Jazeera, Iraqi farmers, including in the areas near Baghdad Iraq's farmers hit hard by water shortages, 3 August 2018, [url](#)

<sup>357</sup> World Bank (The), Iraq: 5 Million Residents in Baghdad to Benefit from Improved Water Supply and Wastewater Services, 31 February 2018, [url](#), EPIC, Drought in the land between two rivers, 18 July 2017, [url](#)

<sup>358</sup> EPIC, Drought in the land between two rivers, 18 July 2017, [url](#)

### 2.4.3 Bassora

Le Iraq Market Monitor du PAM a indiqué des changements non significatifs des prix mensuels sur les marchés de Bassora pour mars-avril, mais une faible prévisibilité des changements futurs<sup>359</sup>.

La production de blé dans le gouvernorat de Bassora a diminué de plus de la moitié, passant de 38 643 tonnes en 2017 à 15 637 tonnes en 2018. Il en va de même pour la production d'orge, qui est passée de 1 225 tonnes en 2017 à 584 tonnes en 2018. La production de dattes, toutefois, est restée pratiquement identique: 37 556 tonnes en 2017 contre 37 816 tonnes en 2018<sup>360</sup>.

En 2015, les taux d'accès au réseau public d'approvisionnement en eau et à des «sources d'eau améliorées» ont été déclarés supérieurs à la moyenne à Bassora, mais la qualité de l'eau était médiocre<sup>361</sup>. L'accès à une eau potable sûre constitue l'un des principaux problèmes à Bassora<sup>362</sup>. Dans le sud de l'Iraq, en particulier à Bassora, l'eau douce provient essentiellement du Chatt-el-Arab, qui est devenu extrêmement salé en raison des barrages en amont, de la sécheresse et de la pollution. Ces dernières années, les pénuries d'eau ont entraîné une diminution de la culture de végétaux tels que le riz et le blé<sup>363</sup>. À l'issue d'une mission d'information menée à Bassora en septembre 2018, le NRC a conclu que la crise hydrique avait eu des conséquences négatives sur les sources de revenus agricoles dans les zones rurales aux alentours de Bassora<sup>364</sup> et avait entraîné le déplacement forcé de 3 780 personnes des zones rurales du sud de l'Iraq en août 2018<sup>365</sup>. En raison de la pénurie d'eau, une augmentation des déplacements des zones rurales vers les zones urbaines a été constatée à Bassora en septembre 2018<sup>366</sup>. En novembre 2018, l'OIM a indiqué que le nombre de familles déplacées en raison de la crise hydrique et de la sécheresse dans les gouvernorats du sud s'élevait à 3 522 (dont la plupart à Dhi Qar)<sup>367</sup>.

### 2.4.4 Erbil

Le Iraq Market Monitor du PAM a indiqué des changements importants des prix mensuels sur les marchés de Erbil pour mars-avril, avec une prévisibilité élevée des changements futurs<sup>368</sup>.

L'accès à une eau potable sûre était quasi universel dans le gouvernorat d'Erbil, avec 89,7 % des ménages utilisant le réseau public/le robinet comme source d'eau douce, tandis que 8,9 % utilisaient des puits<sup>369</sup>. Selon certaines sources, des pénuries d'eau sont susceptibles de se produire dans la RKI en raison de la croissance démographique rapide et des déchets<sup>370</sup>. La qualité de l'eau potable d'Erbil a été jugée être dans les limites acceptables<sup>371</sup>. Les habitations du gouvernorat d'Erbil sont équipées

---

<sup>359</sup> WFP, Iraq Market Monitor Report, Issue No. 30, April 2020, [url](#), p. 3

<sup>360</sup> Iraq, CSO, 2018 الموجز الإحصائي البصرة [Statistical Summary Basra 2018], n. d., [url](#)

<sup>361</sup> NCCI Iraq, Basrah Governorate Profile, December 2015, [url](#), p. 5

<sup>362</sup> UNIAU, Basrah Governorate Profile, November 2010, available at: [url](#), p. 1

<sup>363</sup> Bloomberg, Basra's Tap Water is Too Salty and Polluted Even for Washing, 2 August 2018, [url](#)

<sup>364</sup> NRC, Basra Fact-Finding Mission Report #2, 22 September 2018, [url](#), p. 3; La mission d'information s'est déroulée du 26 au 29 août 2018

<sup>365</sup> NRC, Iraq: Basra's children face disease outbreak in rundown schools, 23 October 2018, [url](#)

<sup>366</sup> NRC, Basra Fact Finding Mission Report #1, 9, September 2018, [url](#), p. 8; La mission d'information s'est déroulée du 26 au 29 août 2018

<sup>367</sup> IOM, Iraq Water Crisis (Central/South), November 2018, [url](#)

<sup>368</sup> WFP, Iraq Market Monitor Report, Issue No. 30, April 2020, [url](#), p. 3

<sup>369</sup> IOM, Demographic Survey Kurdistan Region of Iraq, July 2018 [url](#), p. 50

<sup>370</sup> Denmark, DIS, The Kurdistan Region of Iraq (KRI): Access, Possibility of Protection, Security and Humanitarian Situation, 11 April 2016, [url](#), p. 59; Rudaw, Erbil water shortages to be solved by new pipeline: governor, 8 July 2018, [url](#)

<sup>371</sup> Jadoon, S., et al., Evaluation of Drinking Water Quality in Erbil City Kurdistan, Region-Iraq, Journal of Environment and Earth Science, Vol.5, No.21, 2015, [url](#), p. 17

d'installations sanitaires, telles qu'un raccordement au réseau public d'évacuation des eaux usées par canalisation couverte (25,6 %) ou une fosse septique (71,8 %)<sup>372</sup>.

## 2.5 Soins de santé

### 2.5.1 Vue d'ensemble du pays

Dans un rapport publié le 2 mars 2020, Reuters affirme que «le système de santé iraquien est en crise», et souffre de pénuries de médicaments et de personnel médical. Reuters fait observer que le système de santé en Iraq est centralisé, que Bagdad reçoit «la plus grande partie du financement» et que Bassora est sous-financée. Le rapport ajoute que «le reste de l'Iraq compte 1,1 lit d'hôpital et 0,8 médecin pour 1 000 habitants, le Kurdistan 1,5 lit et 1,4 médecin». Afin d'améliorer la capacité du système de santé, le ministère de la santé a autorisé l'investissement du secteur privé, ce qui s'est traduit par une augmentation de 4 % du nombre de lits pour 1 000 personnes au cours du premier semestre 2019 en Iraq.<sup>373</sup> Le Service de recherche du Congrès (CRS) a souligné que les systèmes de santé iraqiens, publics et privés, présentaient des capacités limitées et des lacunes importantes. Le rapport, citant la Banque mondiale, indique que «l'Iraq compte environ 0,8 médecin et 1,3 lit d'hôpital pour 1 000 personnes (soit moins que les moyennes mondiales de 1,5 et 2,7, respectivement)»<sup>374</sup>.

Le PAM a relevé que l'État iraquien fournit «des soins de santé universels et des fournitures médicales à un coût subventionné» à tous les Iraquiens. Cette même source a également fait état d'un faible taux de moins d'un hôpital pour 100 000 personnes. Selon le rapport, «le nombre d'hôpitaux et de médecins est encore plus faible dans les gouvernorats de Kirkouk, Thi-Qar, Ninive, Maysan et Anbar»<sup>375</sup>.

---

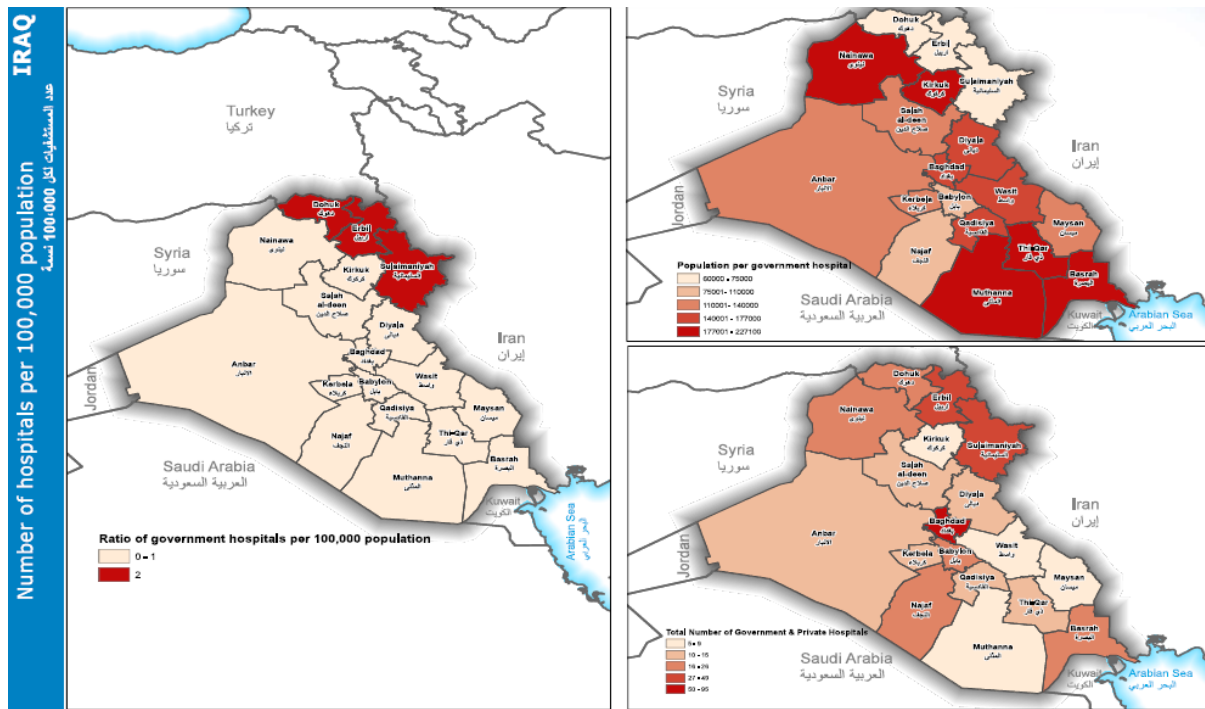
<sup>372</sup> IOM, Demographic Survey Kurdistan Region of Iraq, July 2018, [url](#), p. 49

<sup>373</sup> Reuters, The medical crisis that's aggravating Iraq's unrest, 2 March 2020, [url](#)

<sup>374</sup> CRS, Iraq and U.S. Policy, 16 June 2020, [url](#), p. 2

<sup>375</sup> WFP, Iraq Socio-economic Atlas, 2019, [url](#), p. 40





Carte 5: PAM, Nombre d'hôpitaux pour 100 000 personnes<sup>376</sup>

Dans sa fiche d'information sur l'Iraq 2019, l'OIM a observé que les hôpitaux et cliniques publics facturaient des frais minimes, mais ne dispensaient peut-être pas tous les services médicaux. De plus, la plupart des infrastructures ont été réhabilitées, à l'exception des zones nouvellement libérées. L'OIM a déclaré que certaines spécialisations médicales pouvaient présenter de longs délais d'attente, en particulier dans les grandes villes. Par ailleurs, les patients doivent d'abord se rendre dans une clinique pour un diagnostic avant d'être orientés vers l'établissement de santé approprié. Les coûts des services médicaux dépendent de nombreux facteurs (par exemple, l'âge et le sexe) et les coûts des médicaments dépendent des diagnostics. En outre, dans les hôpitaux publics, si les médicaments sont proposés à un coût moindre, ils sont cependant exposés à des pénuries<sup>377</sup>. Reuters, citant l'ancien ministre iraquien de la santé, a déclaré qu'en 2018, «plus de 85 % des médicaments figurant sur la liste des médicaments essentiels de l'Iraq étaient soit en quantité insuffisante, soit totalement indisponibles», les médicaments contre le cancer étant «parmi les plus rares et les plus vendus en contrebande». Reuters a en outre relevé que les pharmacies regorgeaient de médicaments de contrebande qui pouvaient être dangereux ou périmés<sup>378</sup>.

Bien que les données disponibles soient rares après 2008, la détérioration de la situation sécuritaire après l'offensive de l'EIL en 2014 a intensifié le besoin de soins de santé mentale et de personnel spécialisé, selon l'Education for Peace in Iraq Center (EPIC)<sup>379</sup>. En 2018, il a été estimé qu'entre 15 % et 20 % de la population iraquienne souffraient de problèmes de santé mentale<sup>380</sup>. En 2018, des représentants de l'OMS, interrogés par Landinfo et le DIS, ont indiqué qu'en matière de santé mentale, «les besoins sont immenses et les services disponibles ne répondent pas à la demande»<sup>381</sup>. Les besoins croissants en matière de santé mentale n'ont pas été couverts en raison du manque de personnel

<sup>376</sup> WFP, Iraq Socio-economic Atlas, 2019, [url](#), p. 51

<sup>377</sup> IOM, Country Factsheet: Iraq, 2019, [url](#), p. 4

<sup>378</sup> Reuters, The medical crisis that's aggravating Iraq's unrest, 2 March 2020, [url](#)

<sup>379</sup> EPIC, Iraq's quiet mental health crisis, 05 May 2017, [url](#)

<sup>380</sup> Rudaw, Seminar examines mental health challenges in post-conflict Iraq, 2 April 2018, [url](#)

<sup>381</sup> Denmark, DIS, Norway, Landinfo, Northern Iraq: Security situation and the situation for internally displaced persons (IDPs) in the disputed areas, incl. possibility to enter and access the Kurdistan Region of Iraq (KRI), 5 November 2018, [url](#), p. 54

spécialisé, étant donné, selon le réseau IRIN News, que le pays ne comptait que 80 psychologues cliniques, qui travaillaient aux côtés d'un nombre limité de psychiatres<sup>382</sup>.

## 2.5.2 Bagdad

Selon l'Atlas socio-économique du PAM, et sur la base des données de 2017, il y a un hôpital public pour 140 001-177 000 personnes dans le gouvernorat de Bagdad. En ce qui concerne le nombre total d'hôpitaux (publics et privés), le PAM estime qu'il y en a entre 50 et 95 hôpitaux dans le gouvernorat de Bagdad, avec un taux de 10,1 à 15 % de médecins pour 10 000 personnes<sup>383</sup>. En outre, le taux de mortalité des enfants de moins de cinq ans à Bagdad est de 20,1 à 30 %<sup>384</sup>. L'OCS a déclaré qu'en 2017, le nombre d'hôpitaux gouvernementaux et de centres de soins de santé primaires était de 95 et 257, respectivement<sup>385</sup>. Selon le plan de développement national 2018-2022, et sur la base des données de 2016, il y a un écart de 110 hôpitaux publics et de 538 unités de soins de santé primaires à Bagdad entre les chiffres standard et réels<sup>386</sup>.

Selon le tableau de bord interactif de suivi de l'intervention du cluster de la santé de 2018 de l'OMS, dans le gouvernorat de Bagdad, six organisations gèrent des structures de soins de santé sur 12 sites, dont un centre de santé mentale et huit centres de traitement des maladies courantes<sup>387</sup>. Selon le rapport de la stratégie de coopération de l'OMS en Iraq, des services de santé mentale de mauvaise qualité sont fournis dans le cadre des soins primaires partout en Iraq. En 2016, deux centres de traumatologie ont ouvert à Bagdad. Le rapport de la Mission d'assistance des Nations unies pour l'Iraq (MANUI)/du Haut-Commissariat des Nations unies aux droits de l'homme (HCDH) indique qu'en 2016, on dénombrait à Bagdad 45 ONG enregistrées auprès du ministère du travail et des affaires sociales et qui fournissaient spécifiquement une aide médicale aux personnes handicapées. Selon les ONG interrogées dans le cadre du rapport de la MANUI/du HCDH, il n'existait qu'un centre qui proposait des membres artificiels et des coussins médicaux à Bagdad et qu'un hôpital spécialisé pour les personnes handicapées atteintes de lésions médullaires<sup>388</sup>.

## 2.5.3 Bassora

Dans un rapport publié le 2 mars 2020, Reuters a déclaré que le système de santé à Bassora est sous-financé, malgré la production massive de pétrole du gouvernorat. Selon ce même rapport, les médecins et le personnel infirmier de Bassora sont «surchargés de travail». En outre, Bassora souffre d'une pénurie d'équipements médicaux essentiels et ne dispose que de trois scanners et d'un système d'IRM par million d'habitants, soit «une infime partie du taux moyen de 34 scanners et 24 systèmes d'IRM dans les pays développés»<sup>389</sup>.

Selon l'Atlas socio-économique du PAM, et sur la base des données de 2017, il y a un hôpital public pour 177 001-227 100 personnes dans le gouvernorat de Bassora<sup>390</sup>. Le PAM a noté que le gouvernorat de Bassora compte de 16 à 26 hôpitaux publics et privés, alors que le taux de médecins pour 10 000 personnes est de 8,1 à 10 %<sup>391</sup>. En outre, le taux de mortalité des enfants de moins de cinq ans à Bassora est de 30,1 à 40 %<sup>392</sup>. L'OCS a déclaré qu'en 2017, le nombre d'établissements de

<sup>382</sup> IRIN News, Iraq's growing mental health problem, 16 January 2017, [url](#)

<sup>383</sup> WFP, Iraq Socio-economic Atlas, 2019, [url](#), pp. 51,52

<sup>384</sup> WFP, Iraq Socio-economic Atlas, 2019, [url](#), p. 61

<sup>385</sup> Iraq, CSO, 2018 الموجز الإحصائي بغداد [Statistical Summary Baghdad 2018], n. d., [url](#)

<sup>386</sup> Iraq, Ministry of Planning, National Development Plan 2018-2022, June 2018, [url](#), p. 173

<sup>387</sup> WHO, Iraq Health Cluster Response Monitoring Interactive Dashboard 2018, [url](#)

<sup>388</sup> UNAMI, Report on the Rights of Persons with Disabilities in Iraq, December 2017, [url](#), p. 12-13

<sup>389</sup> Reuters, The medical crisis that's aggravating Iraq's unrest, 2 March 2020, [url](#)

<sup>390</sup> WFP, Iraq Socio-economic Atlas, 2019, [url](#), p. 51

<sup>391</sup> WFP, Iraq Socio-economic Atlas, 2019, [url](#), pp. 51-52

<sup>392</sup> WFP, Iraq Socio-economic Atlas, 2019, [url](#), p. 61

soins de santé à Bassora était de 246, dont 19 hôpitaux publics et 139 centres de soins de santé primaires<sup>393</sup>. Selon le plan de développement national 2018-2022, et sur la base des données de 2016, il y a un écart de 42 hôpitaux publics et de 154 unités de soins de santé primaires à Bassora entre les chiffres standard et réels<sup>394</sup>.

## 2.5.4 Erbil

Dans les trois gouvernorats de la RKI, le ratio entre les hôpitaux publics et les résidents est sensiblement plus élevé, soit un hôpital pour 60 000 à 75 000 personnes<sup>395</sup>. Selon le PAM, le gouvernorat d'Erbil compte de 27 à 49 hôpitaux publics et privés et un taux plus élevé de 15,1 à 19 médecins pour 10 000 personnes<sup>396</sup>. En outre, le taux de mortalité des enfants de moins de cinq ans à Erbil est de 10,1 à 20 %<sup>397</sup>. En outre, Reuters fait observer que dans la RKI, il y a 1,5 lit d'hôpital pour 1 000 personnes<sup>398</sup>. Selon le plan de développement national 2018-2022, et sur la base des données de 2016, il y a un écart de 11 hôpitaux publics et de 96 unités de soins de santé primaires à Erbil entre les chiffres standard et réels<sup>399</sup>.

La plupart des services de soins de santé de base sont fournis dans la RKI, mais pas de façon uniforme<sup>400</sup>. Le système de soins de santé primaires (SSP) couvre l'ensemble des Iraquiens, y compris les non-résidents de la RKI qui sont des citoyens iraqiens. Cependant, les non-résidents de la RKI qui ne possèdent pas la citoyenneté iraquienne ne peuvent bénéficier des infrastructures de soins de santé et des médicaments aux mêmes conditions que les citoyens du Kurdistan<sup>401</sup>. La même source ajoute que «tous les citoyens peuvent bénéficier d'une vaste gamme de soins de santé, de soins dentaires et de services d'urgence dans les hôpitaux et les CSSP publics. Les services fournis sont limités par le budget, l'équipement et les médicaments disponibles, ainsi que la formation du personnel»<sup>402</sup>. Les réfugiés syriens qui résident dans la RKI ont le droit d'accéder aux soins de santé publics<sup>403</sup>. Les centres de SSP ne sont pas nécessairement uniformément répartis dans la région du Kurdistan, la plupart des principaux centres desservant trop de personnes et la plupart des sous-centres n'en desservant pas assez. Les centres qui fournissent des services à un plus grand nombre de personnes sont cependant dotés de davantage de médecins et d'infirmiers que les sous-centres<sup>404</sup>. En août 2018, Rûdaw a indiqué que des médicaments étaient importés illégalement dans la RKI, notamment des médicaments de contrefaçon<sup>405</sup>.

## 2.6 Éducation

### 2.6.1 Vue d'ensemble du pays

Dans son rapport pour 2019, le mouvement de la société civile «Campagne mondiale pour l'éducation» note une augmentation du financement de l'éducation pour 2019, mais cette

---

<sup>393</sup> Iraq, CSO, 2018 الموجز الإحصائي البصرة [Statistical Summary Basra 2018], n. d., [url](#)

<sup>394</sup> Iraq, Ministry of Planning, National Development Plan 2018-2022, June 2018, [url](#), p. 173

<sup>395</sup> WFP, Iraq Socio-economic Atlas, 2019, [url](#), p. 51

<sup>396</sup> WFP, Iraq Socio-economic Atlas, 2019, [url](#), pp. 51,52

<sup>397</sup> WFP, Iraq Socio-economic Atlas, 2019, [url](#), p. 61

<sup>398</sup> Reuters, The medical crisis that's aggravating Iraq's unrest, 2 March 2020, [url](#)

<sup>399</sup> Iraq, Ministry of Planning, National Development Plan 2018-2022, June 2018, [url](#), p. 173

<sup>400</sup> Moore, M., Ross C. A. et al., The future of health care in the Kurdistan Region – Iraq, 2014, [url](#), p. 70

<sup>401</sup> Moore, M., Ross C. A. et al., The future of health care in the Kurdistan Region – Iraq, 2014, [url](#), p. 60

<sup>402</sup> Moore, M., Ross C. A. et al., The future of health care in the Kurdistan Region – Iraq, 2014, [url](#), p. 60

<sup>403</sup> Ceasefire Centre for Civilian Rights, Asuda, Broken Lives: Violence against Syrian refugee women and girls in the Kurdistan Region of Iraq, March 2018, [url](#), p. 4

<sup>404</sup> Moore, M., Ross C. A. et al., The future of health care in the Kurdistan Region – Iraq, 2014, [url](#)

<sup>405</sup> Rudaw, 27 August 2018, KRG cracks down on counterfeit medications worth millions, [url](#)

augmentation, selon cette même source, ne serait pas suffisante pour réhabiliter les milliers d'écoles endommagées pendant le conflit dans les zones précédemment détenues par l'EIIL<sup>406</sup>. Le BTI a déclaré que l'Iraq souffrait d'une «infrastructure scolaire insuffisante, en particulier dans les zones libérées du groupe EI». Une école sur cinq aurait été détruite pendant le conflit contre l'EIIL<sup>407</sup>.

Le Plan de développement national 2018-2022 constate que le taux de scolarisation des garçons dans les écoles primaires, intermédiaires et secondaires sont plus élevés que ceux des filles, selon la base des données de 2016. De plus, le décrochage scolaire est bien plus élevé chez les élèves du sexe féminin que chez leurs homologues masculins<sup>408</sup>. Le BTI a observé que des décennies de conflit en Iraq ont conduit à une baisse de la fréquentation scolaire, d'autant plus que certaines familles et certains enfants estiment qu'il n'y a pas d'avenir brillant qui s'offre à eux<sup>409</sup>. L'OCS a fourni les données suivantes pour 2018/2019 au niveau national:

- Enseignement primaire: Nombre d'écoles 17 235 - Scolarisation 6 501 053 - Décrochage scolaire 127 891 - Nombre de professeurs 290 664
- Enseignement secondaire: Nombre d'écoles 8 139 - Scolarisation 3 140 110 - Décrochage scolaire 72 658 - Nombre de professeurs 168 330
- Enseignement professionnel: Nombre d'écoles 314 - Scolarisation 50 603- Décrochage scolaire 1 607- Nombre de professeurs 10 976<sup>410</sup>.

Les cartes suivantes montrent le ratio de scolarisation homme-femme pour l'enseignement primaire et secondaire de premier et second degrés:

---

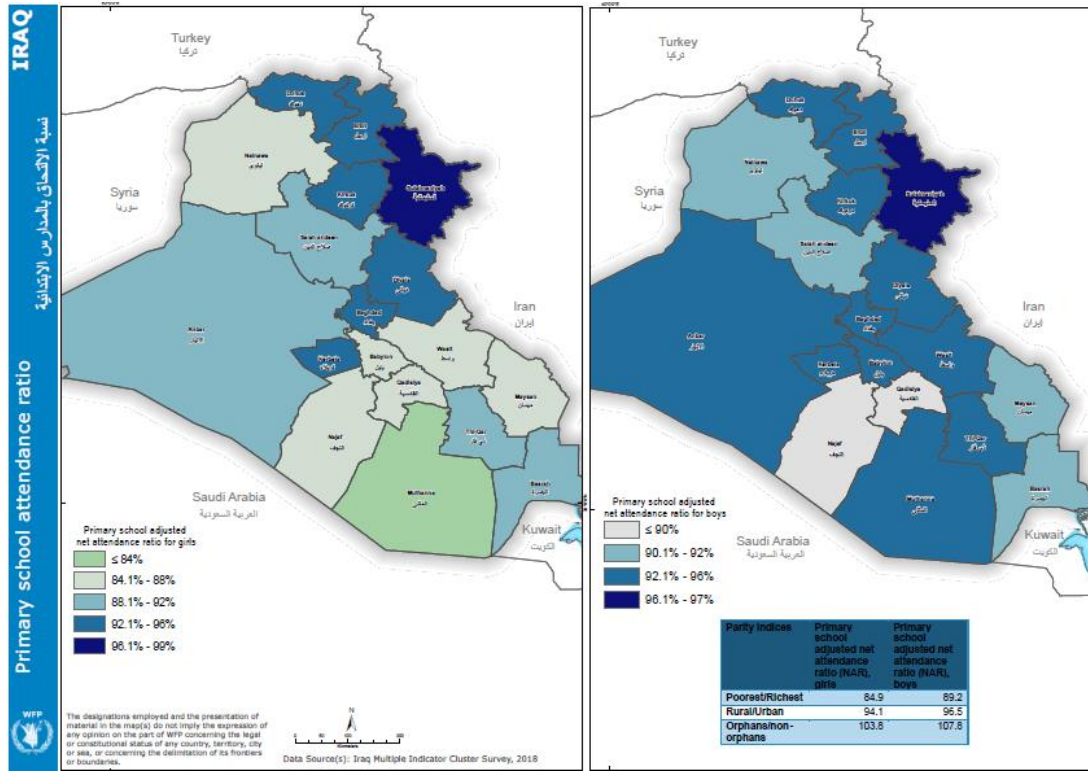
<sup>406</sup> Global Campaign for Education, Iraq Spotlight Report 2019, 2019, [url](#), p. 7

<sup>407</sup> BTI, Iraq Country Report, 2018 [url](#), p. 25

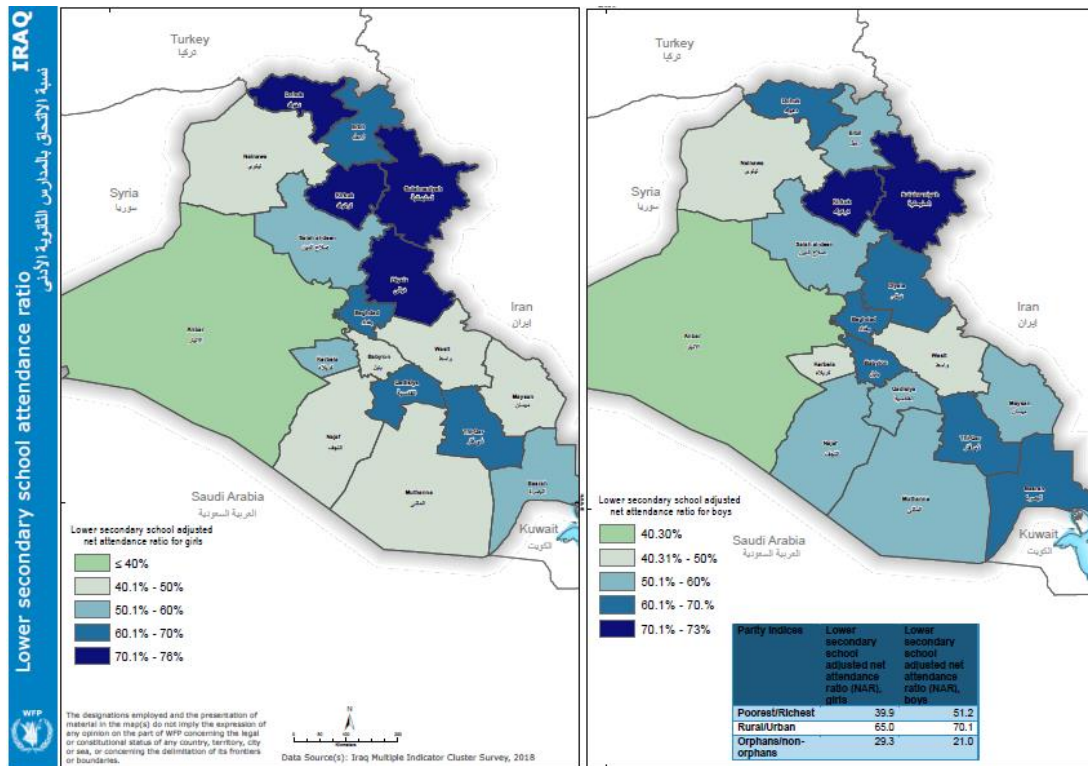
<sup>408</sup> Iraq, Ministry of Planning, National Development Plan 2018-2022, June 2018, [url](#), p. 209

<sup>409</sup> BTI, Iraq Country Report, 2018, [url](#), p. 25

<sup>410</sup> Iraq, CSO, مؤشرات التعليم [Education Indicators], n. d., [url](#)



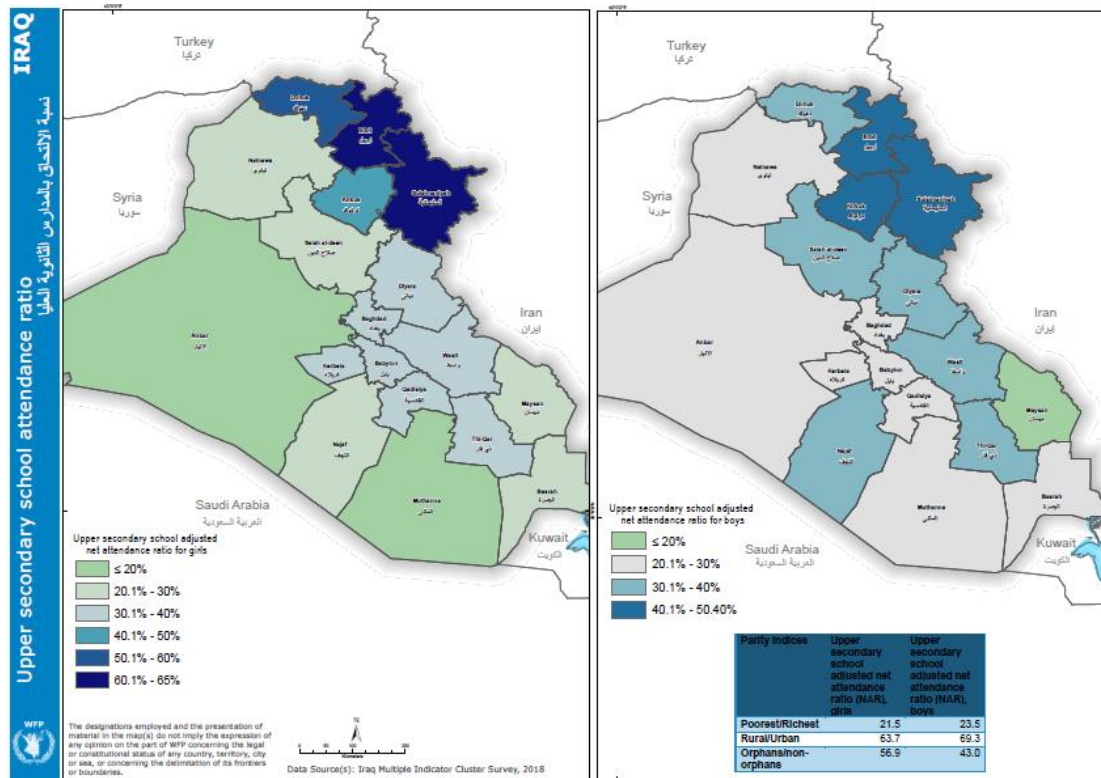
Carte 6: PAM, Ratio de scolarisation dans l'enseignement primaire 2019<sup>411</sup>



Carte 7: PAM, Ratio de scolarisation dans l'enseignement secondaire du premier degré 2019<sup>412</sup>

<sup>411</sup> WFP, Iraq Socio-economic Atlas, 2019, [url](#), p. 84

<sup>412</sup> WFP, Iraq Socio-economic Atlas, 2019, [url](#), p. 85



Carte 8: PAM, Ratio de scolarisation dans l'enseignement secondaire du second degré 2019<sup>413</sup>

## 2.6.2 Bagdad

Les taux de scolarisation pour 2016/2017 à Bagdad étaient de 97 % pour l'école primaire, 67,7 % pour le secondaire, 34,6 % pour le préparatoire et 66,3 % pour le supérieur<sup>414</sup>. L'OCS a déclaré que pendant l'année scolaire 2017/2018, 1 573 526 élèves étaient inscrits dans les écoles primaires et 788 082 dans les écoles secondaires de Bagdad<sup>415</sup>. En outre, le PAM fournit la ventilation suivante du niveau d'éducation des membres du ménage âgés de plus de 10 ans: analphabète (9 %), lecture uniquement (2 %), lecture et écriture (14 %), primaire (33 %), intermédiaire (15 %), secondaire (12 %), diplôme (5 %) et supérieur (9 %)<sup>416</sup>.

Le plan de développement national note que «2 908 bâtiments sont nécessaires pour les écoles maternelles, 2 849 pour les écoles primaires, 353 pour les collèges et lycées à Bagdad» pour atteindre la norme basée sur les critères des résidents de Bagdad<sup>417</sup>.

Contrairement au reste du pays, où les écoles privées sont encore sous-développées, on estime que Bagdad compte 5 % d'écoles privées<sup>418</sup>. Ce sont les familles riches qui ont accès à un enseignement de meilleure qualité dans les écoles privées et internationales à Bagdad. Le coût moyen d'une inscription dans une école privée se monte à environ 1 300 USD (1 145 EUR) par mois<sup>419</sup>.

<sup>413</sup> WFP, Iraq Socio-economic Atlas, 2019, [url](#), p. 86

<sup>414</sup> Iraq, Ministry of Planning, National Development Plan 2018-2022, June 2018, [url](#), p. 170

<sup>415</sup> Iraq, CSO, 2018 الموجز الإحصائي بغداد [Statistical Summary Baghdad 2018], n. d., [url](#)

<sup>416</sup> WFP, Iraq Socio-economic Atlas, 2019, [url](#), p. 101

<sup>417</sup> Iraq, Ministry of Planning, National Development Plan 2018-2022, June 2018, [url](#), p. 170

<sup>418</sup> World Bank (The), Iraq: reconstruction and investment, part 2, January 2018, [url](#), p. 25

<sup>419</sup> Australia, DFAT, Country Information Report Iraq, 9 October 2018, [url](#), p. 9

### 2.6.3 Bassora

Le plan de développement national pour la période 2018-2022 a indiqué qu'en 2016/2017, les taux de scolarisation dans la province de Bassora étaient de 96,5 % pour l'école primaire, 59,8 % pour l'école secondaire, 28,2 % pour l'école préparatoire et 60,8 % pour le supérieur<sup>420</sup>. En outre, il manquait 1 022 bâtiments pour les écoles maternelles et 734 pour les écoles primaires, mais il y avait un excédent de 47 bâtiments pour les écoles moyennes et secondaires dans la province de Bassora<sup>421</sup>. L'OCS a déclaré que pendant l'année scolaire 2017/2018, 602 512 élèves étaient inscrits dans les écoles primaires et 291 393 dans les écoles secondaires<sup>422</sup>.

### 2.6.4 Erbil

Sur la base d'une enquête réalisée en 2018, le PAM a indiqué que le pourcentage d'enfants fréquentant l'école primaire dans la province d'Erbil était de 20,1 à 25 %<sup>423</sup>. D'après un rapport conjoint du Conseil pour les réfugiés d'Erbil, de l'OIM, du Centre commun de coordination des crises, du HCR, d'ONU-Habitat, de l'OCHA et du FNUAP, «[l']enseignement de base et supérieur est dispensé principalement dans des écoles publiques, qui sont gratuites pour les résidents de la région du Kurdistan»<sup>424</sup>. La crise économique dans la RKI a eu de graves conséquences sur le financement de l'éducation, qui n'a cessé de diminuer depuis 2012-2013, ce qui a eu un impact significatif sur le gouvernorat d'Erbil, dans lequel le taux d'exécution du budget consacré à l'éducation est passé de 45,9 % en 2012-2013 à 3,7 % en 2015-2016<sup>425</sup>.

Le gouvernorat d'Erbil compte trois universités ainsi que plusieurs établissements d'enseignement supérieur et autres structures éducatives.<sup>426</sup> D'après l'étude démographique de l'OIM de 2018, le gouvernorat d'Erbil affichait l'un des niveaux d'alphabétisation les plus élevés de la RKI, puisqu'environ 80 % des personnes interrogées savaient lire et écrire<sup>427</sup>. Le niveau de scolarisation dans le gouvernorat d'Erbil était de 37 %, alors que 45,9 % n'allaient pas à l'école au moment de l'étude et que 17,1 % n'y étaient jamais allées<sup>428</sup>. Un article publié sur Opendemocracy.net indique que les «problèmes économiques» étaient la cause de la plupart des décrochages scolaires dans la ville de Souleimaniye. Son auteur précise que 25 % des écoles dans la RKI sont «complètement hors service», et que 50 % des écoles doivent être rénovées<sup>429</sup>. Aucune information venant corroborer ces affirmations n'a été trouvée.

---

<sup>420</sup> Iraq, Ministry of Planning, National Development Plan 2018-2022, June 2018, [url](#), p. 170

<sup>421</sup> Iraq, Ministry of Planning, National Development Plan 2018-2022, June 2018, [url](#), p. 171

<sup>422</sup> Iraq, CSO, 2018 الموجز الإحصائي البصرة [Statistical Summary Basra 2018], 21 June 2020, [url](#)

<sup>423</sup> WFP, Iraq Socio-economic Atlas, 2019, [url](#), p. 83

<sup>424</sup> UNHCR, Displacement as challenge and opportunity Urban profile: Refugees, internally displaced persons and host community Erbil Governorate, Kurdistan Region of Iraq, April 2016, [url](#), pp. 23-24

<sup>425</sup> UNICEF, The Cost and Benefits of Education in Iraq: An analysis of the education sector and strategies to maximize the benefits of education, 21 May 2017, available at: [url](#), p. 33

<sup>426</sup> NCCI, Erbil Governorate Profile, December 2015, [url](#), p. 3

<sup>427</sup> IOM, Demographic Survey Kurdistan Region of Iraq, July 2018, [url](#), p. 34

<sup>428</sup> IOM, Demographic Survey Kurdistan Region of Iraq, July 2018, [url](#), p. 35

<sup>429</sup> Open Democracy, Corruption corrodes Kurdish education, 15 October 2018, [url](#)

## 2.7 Logement et conditions de vie

### 2.7.1 Vue d'ensemble du pays

#### Logement

Selon le plan de développement national 2018-2022, il y avait un déficit de 2,5 millions d'unités de logement en Iraq à la fin de 2016, dont 50 % dans les gouvernorats de Bagdad et Ninive. En outre, le plan fait état d'«écarts persistants dans l'offre de logement entre les provinces et entre les zones rurales et urbaines». La croissance démographique rapide et l'augmentation constante des établissements dits «sauvages» à l'intérieur et autour des villes (principalement Bagdad et Bassora) sont des aspects de la situation actuelle du logement en Iraq<sup>430</sup>.

Dans son Aperçu des besoins humanitaires de novembre 2019, l'OCHA a indiqué qu'environ 700 000 personnes (sur les 2,4 millions de personnes estimées avoir besoin d'un abri et d'une aide non alimentaire) restaient dans des abris précaires, tels que des abris de fortune, des bâtiments inachevés ou abandonnés, des tentes usées ou des bâtiments publics<sup>431</sup>. S'agissant des PDI, la destruction des logements est un «problème de premier ordre» qui fait perdurer les situations de déplacement également dans les zones touchées par le conflit, selon l'OIM, qui, en 2018, notait que la situation la pire à cet égard était signalée à Anbar, et que les PDI étaient bien plus susceptibles de citer ce problème comme raison de ne pas rentrer chez elles<sup>432</sup>.

#### Électricité, hygiène, évacuation des eaux usées et assainissement

En février 2018, l'OCHA a indiqué que 5,4 millions de personnes en Iraq avaient besoin d'aide en matière d'eau, d'hygiène et d'assainissement<sup>433</sup>. Selon ses estimations, ce chiffre était tombé à 2,3 millions de personnes nécessitant un accès à l'eau et à l'assainissement en décembre 2018<sup>434</sup>. L'UNICEF a noté qu'entre le 1<sup>er</sup> janvier 2020 et le 31 mars 2020, 1,85 million de personnes (dont 851 000 enfants et 943 000 femmes) ont eu besoin d'au moins une forme de soutien humanitaire de type WASH<sup>435</sup>.

La fourniture d'électricité connaît des défaillances chroniques. Selon certaines sources, avant le conflit déjà, cette fourniture était insuffisante. Des années de négligence ont conduit au délabrement de l'infrastructure électrique. Les coupures de courant sont très fréquentes<sup>436</sup>. L'OIM a indiqué dans son ILA III (Integrated Location Assessment) de 2019 que, dans l'ensemble, l'électricité publique était disponible dans la plupart des résidences situées dans les zones où vivaient les PDI/personnes rapatriées, mais que la disponibilité quotidienne d'électricité était très variable selon les régions. Les gouvernorats du sud avaient 20 heures d'électricité par jour, tandis que Ninive et Salah ad-Din avaient la plus faible disponibilité, d'à peine 10 heures par jour<sup>437</sup>. Le 4 juin 2020, Reuters a annoncé que l'Iraq avait signé un accord avec l'Iran pour importer de l'électricité pendant deux ans (2020 et 2021)<sup>438</sup>. Cependant, en raison des sanctions américaines contre l'Iran, le gouvernement iraquien envisage de se tourner vers les pays du Golfe pour l'approvisionnement en énergie. Selon Al-Mada, le projet visant à relier les réseaux électriques iraqiens au réseau du Conseil de coopération du Golfe a été finalisé à

<sup>430</sup> Iraq, Ministry of Planning, National Development Plan 2018-2022, June 2018, [url](#), p. 158

<sup>431</sup> UNOCHA, Humanitarian Needs Overview: Iraq, November 2019, [url](#), p. 57

<sup>432</sup> IOM, Reasons to Remain – Categorizing Protracted Displacement in Iraq, November 2018, [url](#), p. 13

<sup>433</sup> UNOCHA, Iraq: 2018 Humanitarian Response Plan, 14 February 2018, [url](#), p. 5

<sup>434</sup> UNOCHA, Iraq: Humanitarian Needs Overview - November 2018, 16 December 2018, [url](#), pp. 6, 37

<sup>435</sup> UNICEF, 2020 Internal Displacement Crisis Humanitarian Situation Report, 23 April 2020, available at: [url](#), p. 3

<sup>436</sup> World Bank (The), Iraq Economic Monitor, From War to Reconstruction and Economic Recovery, 2018, [url](#), p. 6

<sup>437</sup> IOM, Integrated Location Assessment Part III, 2 January 2019, [url](#), p. 30

<sup>438</sup> Reuters, Iran signs two-year contract with Iraq to export electricity: IRNA, 4 June 2020, [url](#)



80 %<sup>439</sup>. Kurdistan 24, citant l'AFP, a déclaré que cet accord «a été salué comme un "accord historique" et qu'il est prévu de fournir 500 mégawatts d'électricité au "réseau surchargé de l'Iraq d'ici 2020"»<sup>440</sup>.

L'OIM fait remarquer qu'à l'échelle nationale, «les secteurs [de l'infrastructure et des services] les plus inefficients semblent être la gestion/l'élimination des eaux usées et des déchets, qui existent mais ne fonctionnent que dans les lieux où 10 % environ des personnes rapatriées et 40 % des PDI vivent. Si ces services sont pour la plupart présents dans la RKI, le principal problème dans les gouvernorats du centre-nord semble être l'absence de ces deux services, tandis que des dysfonctionnements étaient signalés dans le sud»<sup>441</sup>.

Un grande part de la population iraquienne n'est pas raccordée aux systèmes d'évacuation des eaux usées<sup>442</sup>. Le conflit avec l'EIL a eu une incidence sur l'état des infrastructures essentielles en Iraq, en particulier dans les zones difficiles d'accès et, dans les zones récemment reprises à l'EIL, la dégradation plus importante des infrastructures d'eau affectait les populations non déplacées<sup>443</sup>. Selon l'OCHA, 1,4 million de personnes, dont des PDI de Ninive, Kirkouk, Salah ad-Din et Anbar vivant dans 33 camps, ont besoin d'aide en matière d'eau et d'assainissement et d'un accès à ces services en raison de l'insuffisance des installations et de la couverture d'assainissement<sup>444</sup>.

## 2.7.2 Bagdad

Une carte publiée par le PAM montre que le gouvernorat de Bagdad compte 334 à 1 022 établissements dits «sauvages»<sup>445</sup>. Sur la base des estimations pour 2017, le plan de développement national 2018-2022 a indiqué l'existence de 1 022 établissements dits «sauvages» et de 136 689 unités d'habitation informelle dans la province de Bagdad<sup>446</sup>.

En ce qui concerne l'eau et l'assainissement, l'Atlas socio-économique du PAM indique que 70 % des ménages de Bagdad ont un approvisionnement continu en eau potable, tandis que 30 % souffrent d'un approvisionnement irrégulier. Par ailleurs, 91 % des ménages se procurent de l'eau sur le réseau d'eau potable, tandis que 9 % achètent de l'eau en bouteille<sup>447</sup>. L'OCS a déclaré que 86,9 % des habitants de Bagdad étaient desservis par des réseaux d'eau potable en 2017<sup>448</sup>. Le plan de développement national 2018-2022 indiquait que 35 % de la demande en eau potable dans la périphérie de Bagdad n'était pas couverte<sup>449</sup>.

Le plan de développement national indiquait également que le réseau d'égouts de Bagdad était vieux et «avait dépassé sa durée de vie nominale», et qu'il rencontrait divers problèmes, notamment pendant la saison des pluies<sup>450</sup>. L'Atlas du PAM a constaté que 52 % des toilettes étaient équipées d'un siphon et 48 % ne l'étaient pas<sup>451</sup>. L'OCS a indiqué qu'en 2017, 75,9 % des habitants de Bagdad étaient desservis par les égouts<sup>452</sup>.

<sup>439</sup> Al-Mada, الكهرباء تعلن إكمال 80 % من خطوط النقل الخليجية [Electricity Department announces that 80 % of the GCC lines have been finalised], 26 June 2020, [url](#)

<sup>440</sup> Kurdistan 24, US hails Gulf Arab plan to supply electricity to Iraq, 17 July 2020, [url](#)

<sup>441</sup> IOM, Integrated Location Assessment Part III, 2 January 2019, [url](#), p. 28

<sup>442</sup> BTI, Iraq Country Report, 2018 [url](#), p. 8

<sup>443</sup> REACH, Iraq, Multi-Cluster Needs Assessment (MCNA), December 2017, [url](#), p. 4

<sup>444</sup> UNOCHA, Iraq: Humanitarian Needs Overview - November 2018, 16 December 2018, [url](#), p. 37

<sup>445</sup> WFP, Iraq Socio-economic Atlas, 2019, [url](#), p. 46

<sup>446</sup> Iraq, Ministry of Planning, National Development Plan 2018-2022, June 2018, [url](#), p. 158

<sup>447</sup> WFP, Iraq Socio-economic Atlas, 2019, [url](#), p. 101

<sup>448</sup> Iraq, CSO, الموجز الإحصائي بغداد 2018 [Statistical Summary Baghdad 2018], n. d., [url](#)

<sup>449</sup> Iraq, Ministry of Planning, National Development Plan 2018-2022, June 2018, [url](#), p. 161

<sup>450</sup> Iraq, Ministry of Planning, National Development Plan 2018-2022, June 2018, [url](#), p. 163

<sup>451</sup> WFP, Iraq Socio-economic Atlas, 2019, [url](#), p. 101

<sup>452</sup> Iraq, CSO, الموجز الإحصائي بغداد 2018 [Statistical Summary Baghdad 2018], n. d., [url](#)

L'OIM a déclaré que dans l'ensemble, les infrastructures semblaient, pour l'essentiel, fonctionner à Bagdad<sup>453</sup>. Les coupures de courant sont cependant fréquentes<sup>454</sup>. Les dégâts subis par le parc de logements dans le gouvernorat de Bagdad sont estimés à 337,5 milliards d'IQD (251,2 millions d'EUR)<sup>455</sup>. Des dommages significatifs aux habitations ont principalement été signalés dans les zones d'Abou Ghraïb (3 %) et de Mahmoudiya (7 %)<sup>456</sup>.

L'important afflux de PDI et de migrants dans les zones urbaines a exercé des pressions notables sur le marché du logement à Bagdad<sup>457</sup>. Selon une étude universitaire de 2018, environ 187 000 unités d'habitation à Bagdad (environ 31 % du parc de logements de la capitale) sont inadéquates. La pénurie de logements, ainsi que le manque de matériaux de construction et la rareté des terrains viabilisés en zone urbaine sont les principales raisons de l'augmentation des coûts de logement<sup>458</sup>. Les prix du logement à Bagdad peuvent varier selon le quartier, les prix étant plus bas en dehors du centre. L'OIM a indiqué qu'une maison non meublée de 200 m<sup>2</sup> dans la périphérie de Bagdad pouvait se louer entre 100 USD et 300 USD [entre 87 EUR et 263 EUR], tandis qu'à Bagdad même, une maison de cette taille coûterait entre 750 USD et 1 000 USD [entre 658 EUR et 877 EUR]<sup>459</sup>.

Quant au coût de la vie en Iraq, l'OIM affirme qu'en moyenne, une famille dépense mensuellement: 13 USD [11 EUR] en gaz, entre 9 USD et 22 USD [entre 8 EUR et 19 EUR] en eau, entre 22 USD et 30 USD [entre 19 EUR et 26 EUR] en électricité publique, et la même somme en générateurs privés ou communautaires<sup>460</sup>.

### 2.7.3 Bassora

Une carte du PAM montre que le gouvernorat de Bassora avait le même taux d'établissements dits «sauvages» que Bagdad, soit entre 334 et 1022<sup>461</sup>. Le plan de développement national 2018-2022 a indiqué l'existence de 677 établissements dits «sauvages» et de 62 602 unités d'habitation informelle dans la province de Bassora<sup>462</sup>.

Dans un rapport publié le 22 juillet 2019, Human Rights Watch a déclaré que les autorités irakiennes «n'ont pas réussi à gérer et à réguler correctement les sources d'eau en Iraq, privant les habitants du gouvernorat de Bassora, dans le sud du pays, de leur droit à l'eau potable». Selon le rapport, la principale source d'eau de Bassora était la rivière Shatt Al-Arab avec ses canaux d'eau douce. Human Rights Watch a également observé que plus de 300 000 habitants du gouvernorat de Bassora n'étaient pas raccordés au réseau d'eau et d'égouts, entraînant une «contamination des eaux souterraines par des eaux usées non traitées et l'utilisation illégale du réseau de canalisations pour accéder à l'eau, exposant les systèmes au gaspillage et à la perte de revenus, à la diminution de la pression de l'eau et à une contamination potentielle». En outre, les stations d'épuration publiques de Bassora n'étaient pas équipées de la technologie nécessaire pour «éliminer les constituants dissous de l'eau de mer provenant du Shatt Al-Arab, qui rendent le chlore moins efficace pour éliminer les substances nocives». Enfin, la salinité et d'autres problèmes liés à la qualité de l'eau ont eu un impact sur

---

<sup>453</sup> IOM, Iraq Displacement Tracking Matrix, Integrated Location Assessment II, Governorate Profiles, October 2017, [url](#), p. 10

<sup>454</sup> Reuters, As Baghdad life improves, some still seek refuge in its past, [url](#)

<sup>455</sup> World Bank, Iraq reconstruction & investment part 2 Damage and Needs Assessment of Affected Governorates, January 2018, [url](#), p. 16

<sup>456</sup> IOM, Iraq Displacement Tracking Matrix, Integrated Location Assessment II, Governorate Profiles, October 2017, [url](#), p. 6

<sup>457</sup> World Bank, Iraq - Systematic Country Diagnostic, 3 February 2017, [url](#), p. 44

<sup>458</sup> Al-Hafith, Omar, B.K. Satish (et al.), A systematic assessment of architectural approaches for solving the housing problem in Iraq, in: *Frontiers of Architectural Research*, July 2018, [url](#), p. 2

<sup>459</sup> IOM, Information on Return and Reintegration in Iraq, December 2015, [url](#), pp. 7-8

<sup>460</sup> IOM, Information on Return and Reintegration in Iraq, December 2015, [url](#), p. 5

<sup>461</sup> WFP, Iraq Socio-economic Atlas, 2019, [url](#), p. 46

<sup>462</sup> Iraq, Ministry of Planning, National Development Plan 2018-2022, June 2018, [url](#), p. 158

l'agriculture, l'élevage et la pêche dans le gouvernorat<sup>463</sup>. L'OCS a déclaré que 90 % des habitants de Bassora étaient desservis par des réseaux d'eau potable en 2017<sup>464</sup>. Concernant la couverture en eau potable, le plan de développement national 2018-2022 indiquait que 26 % de la demande en eau potable dans la province de Bassora n'était pas couverte<sup>465</sup>. L'OCS a indiqué qu'en 2017, 34,1 % des habitants de Bassora étaient desservis par les égouts<sup>466</sup>.

En ce qui concerne l'électricité, l'Institut des États arabes du Golfe à Washington (AGSIW) a observé que les lignes à haute tension ont été endommagées pendant les années de conflit, et que bien que les dommages se soient concentrés dans le nord, «ils ont touché l'ensemble du pays, y compris la province pétrolière méridionale de Bassora», car tous les gouvernorats étaient reliés par le réseau national<sup>467</sup>. Selon un article publié par Meed, une source de renseignements commerciaux et d'analyse économique, le 12 juin 2020, l'Iraq importait en moyenne 1 200 MW d'électricité de l'Iran. En outre, cette même source a déclaré qu'un projet de production d'électricité indépendant près de Bassora (à savoir la centrale électrique de Rumaila) était en cours et que la deuxième phase «a été mise en service». D'après certaines informations le projet devrait produire 3 000 MW<sup>468</sup>.

Le 26 novembre 2019, Al-Monitor a fait état de «manifestations sanglantes» à Bassora, où plusieurs personnes ont perdu la vie<sup>469</sup>. Le 3 octobre 2019, la BBC annonçait que la population de Bassora avait protesté contre la pénurie d'électricité, une eau potable insalubre, la corruption et le chômage, des semaines durant<sup>470</sup>. Le 24 novembre 2019, Euronews indiquait que Bassora «avait été, pendant des semaines, le théâtre de protestations contre la mauvaise qualité des services, en particulier la pénurie chronique d'eau potable et les graves pénuries d'électricité, qui ne laissent aux habitants que quelques heures d'électricité par jour»<sup>471</sup>.

## 2.7.4 Erbil

Les données de 2018 de l'OIM montraient que «presque toutes les familles du gouvernorat d'Erbil [vivaient] dans un véritable logement, tel qu'une maison entière occupée par un seul ménage (92,1 %), une maison partagée par plusieurs ménages (6,3 %), ou un appartement (1,4 %)»<sup>472</sup>. Le taux d'urbanisation du gouvernorat d'Erbil a été estimé à plus de 80 % à la suite de l'afflux de migrants économiques et de PDI<sup>473</sup>. En 2017, l'OIM a évalué que, pour l'essentiel, les infrastructures fonctionnaient dans tous les districts<sup>474</sup>.

Selon l'étude démographique réalisée par l'OIM dans la RKI en 2018, «l'accès au réseau électrique dans la RKI est universel mais la fourniture est limitée et les ménages disposent de 17 heures d'électricité par jour en moyenne»<sup>475</sup>. Dans le gouvernorat d'Erbil, le nombre moyen d'heures d'approvisionnement en électricité publique par jour était de 15,6<sup>476</sup>.

<sup>463</sup> HRW, Basra is Thirsty: Iraq's Failure to Manage the Water Crisis, 22 July 2019, [url](#)

<sup>464</sup> Iraq, CSO, 2018 الموجز الإحصائي البصرة [Statistical Summary Basra 2018], n. d., [url](#)

<sup>465</sup> Iraq, Ministry of Planning, National Development Plan 2018-2022, June 2018, [url](#), p. 161

<sup>466</sup> Iraq, CSO, 2018 الموجز الإحصائي البصرة [Statistical Summary Basra 2018], n. d., [url](#)

<sup>467</sup> AGSIW, Iraq's Electricity Challenges Mount as Oil Revenue Slows to a Trickle, 15 May 2020, [url](#)

<sup>468</sup> Meed, The 3,000MW Rumaila plant is being developed as an independent power project, Power Technology, 12 June 2020, [url](#)

<sup>469</sup> Al-Monitor, Protests spread in oil-rich Basra as death toll rises, 26 November 2019, [url](#)

<sup>470</sup> BBC, Iraq protests: Curfew imposed in Baghdad amid widespread unrest, 3 October 2019, [url](#)

<sup>471</sup> Euronews, Iraq protests: Basra streets fill with black smoke, burning tyres, 24 November 2019, [url](#)

<sup>472</sup> IOM, Demographic Survey Kurdistan Region of Iraq, July 2018, [url](#), p. 48

<sup>473</sup> IOM, Demographic Survey Kurdistan Region of Iraq, July 2018, [url](#), p. 14

<sup>474</sup> IOM, Integrated Location Assessment Part II – Governorate Profiles, October 2017, [url](#), p. 14

<sup>475</sup> IOM, Demographic Survey Kurdistan Region of Iraq, July 2018, [url](#), p. 50

<sup>476</sup> IOM, Demographic Survey Kurdistan Region of Iraq, July 2018, [url](#), p. 50

# Annexe 1: Bibliographie

## Sources orales:

Chatelard, G., Commentaire formulé lors de l'examen du rapport EASO 2019 Indicateurs socio-économiques clés - Iraq, 19 octobre 2018

## Sources publiques:

AGSIW (The Arab Gulf States Institute in Washington), Iraq's Electricity Challenges Mount as Oil Revenue Slows to a Trickle, 15 May 2020, <https://agsiw.org/iraqs-electricity-challenges-mount-as-oil-revenue-slows-to-a-trickle/>, accessed 23 July 2020

Al-Arabiya, Iraq oil ministry confirms US oil workers leaving Basra, 3 January 2020, <https://english.alarabiya.net/en/News/middle-east/2020/01/03/Dozens-of-US-oil-workers-preparing-to-leave-Iraq-after-air-strike-sources>, accessed 30 June 2020

Al-Hafith, Omar, B.K. Satish, A., Bradbury, S., De Wilde, P., systematic assessment of architectural approaches for solving the housing problem in Iraq, in: Frontiers of Architectural Research, July 2018, <https://reader.elsevier.com/reader/sd/pii/S2095263518300402?token=1D731083D714503531BB0B C3FD7F8C3D82BE107F4CA8E1DF4CEE54F4A4A39A04ACF462AF7947DDFC50265C610ED8592A>, accessed 5 June 2020

Aljazeera, Iraqi farmers, including in the areas near Baghdad Iraq's farmers hit hard by water shortages, 3 August 2018, <https://www.aljazeera.com/news/middleeast/2018/08/iraq-farmers-hit-hard-water-shortages-180802193258236.html>, accessed 20 June 2020

Aljazeera, الرفحايون في العراق.. من هم ولماذا يتظاهرون الآن؟ [Rafhawis in Iraq.. Who Are They and Why Are They Protesting Now?], 17 June 2020, <https://www.aljazeera.net/news/2020/6/17/%D8%B1%D9%81%D8%AD%D8%A7%D8%A1-%D9%85%D8%A7%D8%B0%D8%A7-%D8%AA%D8%B9%D9%84%D9%85-%D8%B9%D9%86-%D9%85%D8%AD%D8%AA%D8%AC%D8%B2%D9%8A-%D8%B1%D9%81%D8%AD%D8%A7%D8%A1-%D9%81%D9%8A>, accessed 23 June 2020

Alkire, S., Kanagaratnam, U. and Suppa, N., The Global Multidimensional Poverty Index (MPI), Oxford Poverty and Human Development Initiative, 2019, <https://data.humdata.org/dataset/iraq-population-and-poverty-data>, accessed 20 July 2020

Al-Mada, الكهرباء تعلن إكمال 80 % من خطوط النقل الخليجية [Electricity Department announces that 80 % of the GCC lines have been finalised], 26 June 2020, <https://www.almadapaper.net/view.php?cat=227998>, accessed 26 July 2020

Al-Monitor, Basra protests spark government scramble to create jobs, 22 August 2018, available by subscription at: <https://www.al-monitor.com/pulse/originals/2018/08/iraq-oil-companies-jobs-protests.html>, accessed 24 July 2020

Al-Monitor, Basra protests spark government scramble to create jobs, 22 August 2018, available by subscription at: <https://www.al-monitor.com/pulse/originals/2018/08/iraq-oil-companies-jobs-protests.html>, accessed 30 June 2020

Al-Monitor, Iraqi protests resume as new government builds support for reform, 21 May 2020, available by subscription at: <https://www.al-monitor.com/pulse/originals/2020/05/iraq-kadimi-protests.html>, accessed 22 July 2020

Al-Monitor, Protests spread in oil-rich Basra as death toll rises, 26 November 2019, available by subscription at: <https://www.al-monitor.com/pulse/originals/2019/11/iraq-basra-protests.html>, accessed 13 June 2020

Al-Sumaria, العمل تعلن زيادة نسبة الفقر من 22 الى 34 بالمئة في البلاد [Ministry of Labour announces that poverty rates increased from 22 % to 34 % in the country], 2 July 2020, [https://www.alsumaria.tv/news/%D8%A7%D9%82%D8%AA%D8%B5%D8%A7%D8%AF/350591/%D8%A7%D9%84%D8%B9%D9%85%D9%84-%D8%AA%D8%B9%D9%84%D9%86-%D8%B2%D9%8A%D8%A7%D8%AF%D8%A9-%D9%86%D8%B3%D8%A8%D8%A9-%D8%A7%D9%84%D9%81%D9%82%D8%B1-%D9%85%D9%86-22-%D8%A7%D9%84%D9%89-34-%D8%A8%D8%A7%D9%84%D9%85%D8%A6%D8%A9-%D9%81%D9%8A?utm\\_campaign=magnet&utm\\_source=entity\\_page&utm\\_medium=related\\_article\\_s\\_](https://www.alsumaria.tv/news/%D8%A7%D9%82%D8%AA%D8%B5%D8%A7%D8%AF/350591/%D8%A7%D9%84%D8%B9%D9%85%D9%84-%D8%AA%D8%B9%D9%84%D9%86-%D8%B2%D9%8A%D8%A7%D8%AF%D8%A9-%D9%86%D8%B3%D8%A8%D8%A9-%D8%A7%D9%84%D9%81%D9%82%D8%B1-%D9%85%D9%86-22-%D8%A7%D9%84%D9%89-34-%D8%A8%D8%A7%D9%84%D9%85%D8%A6%D8%A9-%D9%81%D9%8A?utm_campaign=magnet&utm_source=entity_page&utm_medium=related_article_s_), accessed 26 July 2020

Al-Sumaria, المحكمة الاتحادية: لا يجوز تقييد حرية سفر العراقي داخل البلاد وخارجها [Federal Court: Iraqis' Freedom of Travel inside and outside Iraq Should not be Curtailed], 11 February 2019, <https://www.alsumaria.tv/news/260552/>, accessed 1 September 2020

Arab Weekly (The), Foreign workers seeking jobs in Iraq despite perils, 18 February 2018, [https://the arabweekly.com/foreign-workers-seeking-jobs-iraq-despite-perils\\_](https://the arabweekly.com/foreign-workers-seeking-jobs-iraq-despite-perils_), accessed 21 July 2020

Australia, DFAT (Department of Foreign Affairs and Trade), Country Information Report – Iraq, 17 August 2020, <https://www.dfat.gov.au/sites/default/files/country-information-report-iraq.pdf>, accessed 31 August 2020

BBC, Iraq protests: Curfew imposed in Baghdad amid widespread unrest, 3 October 2019, <https://www.bbc.com/news/world-middle-east-49909774>, accessed 3 July 2020

Bertelsmann Stiftung, BTI 2018 Country Report, 2018, [http://www.bti-project.org/fileadmin/files/BTI/Downloads/Reports/2018/pdf/BTI\\_2018\\_Iraq.pdf](http://www.bti-project.org/fileadmin/files/BTI/Downloads/Reports/2018/pdf/BTI_2018_Iraq.pdf), accessed 25 July 2020

Bertelsmann Stiftung, BTI 2020 Country Report – Iraq, 29 April 2020, [https://www.bti-project.org/content/en/downloads/reports/country\\_report\\_2020\\_IRQ.pdf](https://www.bti-project.org/content/en/downloads/reports/country_report_2020_IRQ.pdf), accessed 3 July 2020

Bloomberg, Basra's Tap Water is Too Salty and Polluted Even for Washing, 2 August 2018, <https://www.bloomberg.com/news/articles/2018-08-02/water-crisis-salts-the-earth-in-iraq-s-long-neglected-south>, accessed 18 June 2020

Canpolat, E. and Maier, E., Powering Women in Iraq, 27 August 2019, <https://blogs.worldbank.org/energy/powering-women-iraq>, accessed 25 July 2020

CARE, CARE warns: Rapidly rising COVID-19 cases and massive lack of humanitarian funding put most vulnerable on the brink of survival in Iraq, 9 July 2020, <https://reliefweb.int/report/iraq/care-warns-rapidly-rising-covid-19-cases-and-massive-lack-humanitarian-funding-put-most>, accessed 20 July 2020

Ceasefire Centre for Civilian Rights, Asuda, Broken Lives: Violence against Syrian refugee women and girls in the Kurdistan Region of Iraq, March 2018, [https://www.ceasefire.org/wp-content/uploads/2018/05/MRG\\_CFRep\\_EN\\_SyrRef\\_Mar18.pdf](https://www.ceasefire.org/wp-content/uploads/2018/05/MRG_CFRep_EN_SyrRef_Mar18.pdf), accessed 18 July 2020

Conversation (The), Iraq's discontent – its roots and how to begin fixing it, 23 October 2019, <https://theconversation.com/iraqs-discontent-its-roots-and-how-to-begin-fixing-it-124959>, accessed 18 June 2020

CRF (Council on Foreign Relations), The Time of the Kurds, 29 July 2015, [https://www.cfr.org/interactives/time-kurds?cid=otr-marketing-use-Kurds\\_InfoGuide#!/](https://www.cfr.org/interactives/time-kurds?cid=otr-marketing-use-Kurds_InfoGuide#!/), accessed 19 July 2020

CSIS (Center for Strategic and International Studies), Strategic Dialogue: Shaping a U.S. Strategy for the “Ghosts” of Iraq, 26 May 2020, [https://csis-website-prod.s3.amazonaws.com/s3fs-public/publication/200526\\_Ghosts\\_of\\_Iraq.pdf](https://csis-website-prod.s3.amazonaws.com/s3fs-public/publication/200526_Ghosts_of_Iraq.pdf), accessed 29 May 2020

Denmark, DIS (Danish Immigration Service), Norway, Landinfo, Northern Iraq: Security situation and the situation for internally displaced persons (IDPs) in the disputed areas, incl. possibility to enter and access the Kurdistan Region of Iraq (KRI), 5 November 2018, [https://coi.easo.europa.eu/administration/denmark/PLib/IRAQ\\_Report\\_on\\_security\\_IDPs\\_and\\_access.pdf](https://coi.easo.europa.eu/administration/denmark/PLib/IRAQ_Report_on_security_IDPs_and_access.pdf), accessed 19 July 2020

Denmark, DIS (Danish Immigration Service), The Kurdistan Region of Iraq (KRI): Access, Possibility of Protection, Security and Humanitarian Situation, 11 April 2016, <https://www.nyidanmark.dk/-/media/Files/US/Landerapporter/FactfindingreportKurdistanRegionofIraq11042016.pdf?la=en-GB&hash=8F7A27A4E41780A5FFB64DE5487EAF8B998952C>, accessed 20 July 2020

DeWeaver, M. A., Making Ends Meet: Economic Reforms in the Kurdistan Region of Iraq, in IRIS Iraq Report, American University of Iraq-Sulaimani, 2017, [http://auis.edu.krd/iris/sites/default/files/IIR\\_Making%20Ends%20Meet\\_DeWeaver\\_2017.pdf](http://auis.edu.krd/iris/sites/default/files/IIR_Making%20Ends%20Meet_DeWeaver_2017.pdf), accessed 29 May 2020

DRC (Danish Refugee Council) and UKAID, Household Debt in Iraq: Borrowing in a time of Crisis, 23 October 2019, <https://reliefweb.int/sites/reliefweb.int/files/resources/Assessment%20on%20the%20Working%20Conditions%20of%20Women%20across%20Key%20Sectors%20-%20Final%20Report%20-%20Iraq.pdf>, accessed 13 June 2020

DRC (Danish Refugee Council), Labor Market and Livelihoods Competency Assessment : Iraq, April 2020, [https://www.humanitarianresponse.info/sites/www.humanitarianresponse.info/files/assessments/drc\\_labor\\_market\\_and\\_livelihoods\\_competency\\_assessment.pdf](https://www.humanitarianresponse.info/sites/www.humanitarianresponse.info/files/assessments/drc_labor_market_and_livelihoods_competency_assessment.pdf), accessed 20 July 2020

EASO (European Asylum Support Office), Iraq: Internal Mobility, February 2019, <https://www.easo.europa.eu/sites/default/files/publications/Iraq-Internal-Mobility.pdf>, accessed 24 July 2020

ECHO (European Civil Protection and Humanitarian Aid Operations), Iraq, 20 May 2020, [https://ec.europa.eu/echo/printpdf/where/middle-east/iraq\\_en](https://ec.europa.eu/echo/printpdf/where/middle-east/iraq_en), accessed 20 July 2020

Encyclopaedia Britannica, Iraq, 25 October 2018, <https://www.britannica.com/place/Iraq>, accessed 3 June 2020

Encyclopaedia Britannica, Kurd, 21 September 2018, <https://www.britannica.com/topic/Kurd>, accessed 3 June 2020

EPIC (Education for Peace in Iraq Center), Drought in the land between two rivers, 18 July 2017, <https://www.epic-usa.org/iraq-water/>, accessed 18 June 2020

EPIC (Education for Peace in Iraq Center), Iraq’s health system at risk: the struggle to fight covid-19 and save lives, 25 June 2020, <https://reliefweb.int/sites/reliefweb.int/files/resources/enablingpeace.org-IRAQS%20HEALTH%20SYSTEM%20AT%20RISK%20THE%20STRUGGLE%20TO%20FIGHT%20COVID-19%20AND%20SAVE%20LIVES.pdf>, accessed 28 June 2020

EPIC (Education for Peace in Iraq Center), Iraq’s quiet mental health crisis, 05 May 2017, <https://www.epic-usa.org/iraq-mental-health/>, accessed 18 July 2020

Euronews, Iraq protests: Basra streets fill with black smoke, burning tyres, 24 November 2019, <https://www.euronews.com/2019/11/24/iraq-protests-basra-streets-fill-with-black-smoke-burning-tyres>, accessed 1 July 2020

- FP (Foreign Policy), Northern Iraq May Be Free, but the South is Seething, 9 November 2018, <https://foreignpolicy.com/2018/11/09/northern-iraq-may-be-free-but-the-south-is-seething-basra-isis-sistani-pmf-shiites-oil-poverty/>, accessed 11 June 2020
- Freedom House: Freedom in the World 2020 - Iraq, 4 March 2020 <https://www.ecoi.net/en/document/2030805.html>, accessed 12 June 2020
- GBV Sub-Cluster Iraq: Guidance Note on GBV Service Provision during the Time of COVID-19, March 2020 [https://reliefweb.int/sites/reliefweb.int/files/resources/gbv\\_sc-covid-19\\_guidance\\_note-iraq-march\\_2020.pdf, p. 2](https://reliefweb.int/sites/reliefweb.int/files/resources/gbv_sc-covid-19_guidance_note-iraq-march_2020.pdf,p.2), accessed 3 June 2020
- Georges, V., Culbertson, S., Constant, L., and Karam, R., Initiatives to Improve Quality of Education in the Kurdistan Region — Iraq: Administration, School Monitoring, Private School Policies, and Teacher Training. Kurdistan Regional Government, 2016, [https://www.rand.org/content/dam/rand/pubs/research\\_reports/RR900/RR960/RAND\\_RR960.pdf](https://www.rand.org/content/dam/rand/pubs/research_reports/RR900/RR960/RAND_RR960.pdf), accessed 27 July 2020
- Global Campaign for Education, Iraq Spotlight Report 2019, 2019, <https://www.campaignforeducation.org/docs/HLPF/Iraq%20Spotlight%20Report%202019.pdf>, accessed 13 June 2020
- Global Protection Cluster, PROPERTY COMPENSATION GUIDELINES: Based on Iraqi Law 20, 2009, Law 57, 2015 (First Amendment) and Law 2 of 2020 (Second Amendment), March 2020, [https://reliefweb.int/sites/reliefweb.int/files/resources/property\\_compensation\\_guidelines\\_amended.pdf](https://reliefweb.int/sites/reliefweb.int/files/resources/property_compensation_guidelines_amended.pdf), accessed 9 June 2020
- Gunter, F. R., The Political Economy of Iraq, Cheltenham, Elgar 2013
- Health Cluster Iraq, Health Cluster Bulletin No. 3, March 2020, [https://www.ecoi.net/en/file/local/2031037/iraq\\_hq\\_bulletin3\\_march\\_2020.pdf](https://www.ecoi.net/en/file/local/2031037/iraq_hq_bulletin3_march_2020.pdf), accessed 25 July 2020
- Heritage Foundation (The), 2020 Index of Economic Freedom: Iraq, 2020, [https://www.heritage.org/index/pdf/2020/book/index\\_2020.pdf](https://www.heritage.org/index/pdf/2020/book/index_2020.pdf), accessed 1 July 2020
- Hesselink, E., On Coercion and Persuasion: How militia group Hashd al-Shaabi made strategic use of legitimacy sources in establishing civilian compliance in Ninewa governorate, Iraq, in 2017 and 2018, Utrecht University, 2 August 2019, <https://dspace.library.uu.nl/bitstream/handle/1874/384142/Thesis%20CSHR%20-%20Emma%20Hesselink%203664201%20Igitur.pdf?sequence=2>, accessed 13 June 2020
- HPG (Humanitarian Policy Group), The humanitarian response in Iraq: Support beyond international assistance in Mosul, July 2019, <https://www.odi.org/sites/odi.org.uk/files/resource-documents/12782.pdf>, accessed 24 July 2020
- HRW (Human Rights Watch), Basra is Thirsty: Iraq's Failure to Manage the Water Crisis, 22 July 2019, <https://www.hrw.org/report/2019/07/22/basra-thirsty/iraqs-failure-manage-water-crisis>, accessed 11 June 2020
- HRW (Human Rights Watch), Iraq: Not a Homecoming, 14 June 2019, <https://www.hrw.org/news/2019/06/14/iraq-not-homecoming>, accessed 11 June 2020
- IDMC (Internal Displacement Monitoring Centre), Global Report on Internal Displacement: Grid 2020, 23 April 2020, <https://reliefweb.int/sites/reliefweb.int/files/resources/2020-IDMC-GRID.pdf>, accessed 14 July 2020
- IMF (International Monetary Fund), Iraq – Selected Issues: IMF Country Report 17/252, August 2017, <https://www.imf.org/en/Publications/CR/Issues/2017/08/09/Iraq-Selected-Issues-45175>, accessed 5 June 2020

IMF (International Monetary Fund), Middle East and Central Asia Department, Public Wage Bills in the Middle East and Central Asia, 2018, <https://www.imf.org/en/Publications/Departmental-Papers-Policy-Papers/Issues/2018/01/09/Public-Wage-Bills-in-the-Middle-East-and-Central-Asia-45535>, accessed 25 June 2020

INP Plus, خطأ فادح في إصدار البطاقة الوطنية العراقية الموحدة في عدة محافظات عراقية .. فما هو؟ [A Grave Error in the Issue of the Iraqi Unified National Card in Several Iraqi Governorates.. What Is It?], 25 June 2019, <https://www.inp.plus/news/70055>, accessed 14 June 2020

IOM (International Organization for Migration), Community Stabilization Handbook: An overview of community transition and recovery achievements in Iraq 2015-2016, 19 January 2017, [https://www.dropbox.com/s/9bjxlb9zwxkm37k/IOM\\_Iraq\\_Community\\_Stabilization\\_Handbook\\_2015-2016.pdf?dl=1](https://www.dropbox.com/s/9bjxlb9zwxkm37k/IOM_Iraq_Community_Stabilization_Handbook_2015-2016.pdf?dl=1), accessed 24 July 2020

IOM (International Organization for Migration), Country Factsheet: Iraq, 2019, [https://files.returningfromgermany.de/files/CFS\\_2019\\_Iraq\\_ENG.pdf](https://files.returningfromgermany.de/files/CFS_2019_Iraq_ENG.pdf), accessed 20 July 2020

IOM (International Organization for Migration), Demographic Survey Kurdistan Region of Iraq, July 2018 <http://iomiraq.net/file/56475/download?token=G6lKpomn>, accessed 22 July 2020

IOM (International Organization for Migration), Displacement Tracking Matrix, Iraq IDPS Master List: Round 115, 12 June 2020, <https://data.humdata.org/dataset/2b0573f3-3277-4943-b536-8eb651c37e79/resource/ebd44b3d-acb9-486f-8fc7-e30243f30a0c/download/dtm-iraq-idps-master-list-round-115.xlsx>, accessed 19 June 2020

IOM (International Organization for Migration), Displacement Tracking Matrix, Iraq Master List Report 116, 30 June 2020, [http://iraqdtm.iom.int/images/MasterList/2020721134581\\_DTM\\_116\\_Report\\_May\\_June\\_2020.pdf](http://iraqdtm.iom.int/images/MasterList/2020721134581_DTM_116_Report_May_June_2020.pdf), accessed 20 July 2020

IOM (International Organization for Migration), Information on Return and Reintegration in Iraq, December 2015, <https://ch.iom.int/sites/default/files/New%20Website%202017/RIF/Country%20Information%20Sheet%20Iraq.pdf>, accessed 18 July 2020

IOM (International Organization for Migration), Integrated Location Assessment Part II – Governorate Profiles, October 2017, [https://reliefweb.int/sites/reliefweb.int/files/resources/ILA%20II\\_PART2%20Governorate%20Profiles.pdf](https://reliefweb.int/sites/reliefweb.int/files/resources/ILA%20II_PART2%20Governorate%20Profiles.pdf), accessed 19 July 2020

IOM (International Organization for Migration), Integrated Location Assessment Part III, 2 January 2019, <https://displacement.iom.int/reports/iraq-%E2%80%94-integrated-location-assessment-part-3-january-2019>, accessed 19 July 2020

IOM (International Organization for Migration), Iraq Water Crisis (Central/South), November 2018, <http://iraqdtm.iom.int/LastDTMRound/IraqWaterCrisisCentral-SouthNov2018.pdf>, accessed 11 June 2020

IOM (International Organization for Migration), Reasons to Remain – Categorizing Protracted Displacement in Iraq, November 2018, [https://reliefweb.int/sites/reliefweb.int/files/resources/Categorizing\\_Protracted\\_Displacement\\_in\\_Iraq\\_2018-11\\_IOM\\_RWG\\_SI.pdf](https://reliefweb.int/sites/reliefweb.int/files/resources/Categorizing_Protracted_Displacement_in_Iraq_2018-11_IOM_RWG_SI.pdf), accessed 9 June 2020

IOM (International Organization for Migration), SFS/Georgetown University, Access to durable solutions among IDPs in Iraq; Part One, April 2017, <https://georgetown.app.box.com/s/pozrs2p8lqybh5sozeo0szeh81nbbkr0>, accessed 19 July 2020

IPS (Inter Press Service), Homebound: Hardship Awaits Internally Displaced Iraqis, 18 April 2018, <http://www.ipsnews.net/2018/04/homebound-hardship-awaits-internally-displaced->



[iraqis/?utm\\_source=rss&utm\\_medium=rss&utm\\_campaign=homebound-hardship-awaits-internally-displaced-iraqis](#), accessed 12 June 2020

Iraq Business News, Cabinet Ends Double Payments to fmr Detainees at Camp Rafha, 24 June 2020, <https://www.iraq-businessnews.com/2020/06/24/cabinet-ends-double-payments-to-fmr-detainees-at-camp-rafha/>, accessed 30 June 2020

Iraq, Constitution of Iraq, 2005, [https://www.constituteproject.org/constitution/Iraq\\_2005.pdf?lang=en](https://www.constituteproject.org/constitution/Iraq_2005.pdf?lang=en), accessed 1 September 2020

Iraq, CSO (Central Statistical Organization), 2018 Multiple Indicator Cluster Survey (MICS6 ) Briefing, n. d., <https://www.unicef.org/iraq/sites/unicef.org.iraq/files/2019-01/English%20MICS6.pdf>, accessed 4 July 2020

Iraq, CSO (Central Statistical Organization), العراق وبرنامج الأمم المتحدة للمستوطنات البشرية يوقعان عقداً [Iraq and UN-HABITAT Sign a Contract to Support Conducting the Demographic Census in the End of This Year], 23 January 2020, [http://cosit.gov.iq/ar/?option=com\\_content&view=article&layout=edit&id=1259](http://cosit.gov.iq/ar/?option=com_content&view=article&layout=edit&id=1259), accessed 29 June 2020

Iraq, CSO (Central Statistical Organization), 2018 الموجز الاحصائي البصرة [Basra Statistical Summary 2018], 21 June 2020, [http://cosit.gov.iq/ar/?option=com\\_content&view=article&layout=edit&id=1206](http://cosit.gov.iq/ar/?option=com_content&view=article&layout=edit&id=1206), accessed 20 July 2020

Iraq, CSO (Central Statistical Organization), 2018 الموجز الاحصائي بغداد [Baghdad Statistical Summary 2018], 21 June 2020, [http://cosit.gov.iq/ar/?option=com\\_content&view=article&layout=edit&id=1205](http://cosit.gov.iq/ar/?option=com_content&view=article&layout=edit&id=1205), accessed 19 July 2020

Iraq, CSO (Central Statistical Organization), 2015-2030 تقديرات سكان العراق للفترة [Iraqi Population Estimates for the Period (2015-2030)], 30 June 2020, <http://cosit.gov.iq/ar/2013-01-31-08-43-38>, accessed 8 July 2020

Iraq, CSO (Central Statistical Organization), 2019 مؤشرات الإنذار المبكر للربع الثالث لسنة [Early Warning Indicators for the Third Quarter of 2019], 2019, [http://cosit.gov.iq/documents/national\\_accounts/national\\_income/reports/alarm/%D9%85%D8%A4%D8%B4%D8%B1%D8%A7%D8%AA%20%D8%A7%D9%84%D8%A7%D9%86%D8%B0%D8%A7%D8%B1%20%D8%A7%D9%84%D9%85%D8%A8%D9%83%D8%B1%20%D9%84%D9%84%D8%B1%D8%A8%D8%B9%20%D8%A7%D9%84%D8%AB%D8%A7%D9%84%D8%AB%20%D9%84%D8%B3%D9%86%D8%A9%202019.pdf](http://cosit.gov.iq/documents/national_accounts/national_income/reports/alarm/%D9%85%D8%A4%D8%B4%D8%B1%D8%A7%D8%AA%20%D8%A7%D9%84%D8%A7%D9%86%D8%B0%D8%A7%D8%B1%20%D8%A7%D9%84%D9%85%D8%A8%D9%83%D8%B1%20%D9%84%D9%84%D8%B1%D8%A8%D8%B9%20%D8%A7%D9%84%D8%AB%D8%A7%D9%84%D8%AB%20%D9%84%D8%B3%D9%86%D8%A9%202019.pdf), accessed 3 July 2020

Iraq, CSO (Central Statistical Organization), مؤشرات التشغيل والبطالة [Employment and Unemployment Indicators], n. d., <http://cosit.gov.iq/ar/2013-01-31-08-48-55>, accessed 3 July 2020

Iraq, CSO (Central Statistical Organization), مؤشرات التعليم [Education Indicators], n. d., <http://cosit.gov.iq/ar/2013-02-25-07-39-31>, accessed 8 July 2020

Iraq, CSO (Central Statistical Organization), مؤشرات المسح العنقودي المتعدد المؤشرات [Multiple Indicator Cluster Surveys], 21 June 2020, <http://cosit.gov.iq/ar/2013-02-25-07-38-44>, accessed 27 June 2020

Iraq, Embassy of the Republic of Iraq in Brussels, The Civil Status ID, n. d., [https://www.mofa.gov.iq/brussels/?page\\_id=572&lang=en](https://www.mofa.gov.iq/brussels/?page_id=572&lang=en), accessed 1 September 2020

Iraq, Embassy of the Republic of Iraq in Berlin, The Civil Status ID, n. d., [https://www.mofa.gov.iq/berlin/?page\\_id=572](https://www.mofa.gov.iq/berlin/?page_id=572), accessed 1 September 2020

- Iraq, Embassy of the Republic of Iraq in Vienna, The Civil Status ID, n. d., <https://www.mofa.gov.iq/vienna/en/the-civil-status-id/>, accessed 1 September 2020
- Iraq, Embassy of the Republic of Iraq in Bern, The Civil Status ID, n. d., [https://www.mofa.gov.iq/bern/?page\\_id=572](https://www.mofa.gov.iq/bern/?page_id=572), accessed 1 September 2020
- Iraq, Ministry of Foreign Affairs, THE CIVIL STATUS ID, n. d., <https://www.mofa.gov.iq/the-civil-status-id/>, accessed 1 September 2020
- Iraq, Ministry of Interior, محافظة ميسان تعلن ايقاف العمل بثلاثة دوائر لغرض العمل بالبطاقة الوطنية [Missan governorate announces the closure of three departments in order to switch to the National Card], 10 February 2020, <http://www.nid-moi.gov.iq/>, accessed 17 June 2020
- Iraq, Ministry of Planning, National Development Plan 2018 – 2022, June 2018, [https://mop.gov.iq/en/static/uploads/8/pdf/1545900842d4eeef48c6122449898d79a86b841fb--%D8%AE%D8%B7%D8%A9%20%D8%A7%D9%84%D8%AA%D9%86%D9%85%D9%8A%D8%A9%20%D8%A7%D9%84%D9%88%D8%B7%D9%86%D9%8A%D8%A9%20\(%D8%A7%D9%86%D9%83%D9%84%D9%8A%D8%B2%D9%8A\).pdf](https://mop.gov.iq/en/static/uploads/8/pdf/1545900842d4eeef48c6122449898d79a86b841fb--%D8%AE%D8%B7%D8%A9%20%D8%A7%D9%84%D8%AA%D9%86%D9%85%D9%8A%D8%A9%20%D8%A7%D9%84%D9%88%D8%B7%D9%86%D9%8A%D8%A9%20(%D8%A7%D9%86%D9%83%D9%84%D9%8A%D8%B2%D9%8A).pdf), accessed 15 June 2020
- Iraq, Ministry of Planning, Strategy for the Reduction of Poverty in Iraq 2018-2022, January 2018, <https://mop.gov.iq/en/static/uploads/1/pdf/15192838546d2344468c97dc099300d987509ebf27--Summary.pdf>, accessed 13 June 2020
- IRIN News, Iraq's growing mental health problem, 16 January 2017, [https://www.thenewhumanitarian.org/feature/2017/01/16/iraq-s-growing-mental-health-problem?utm\\_source=IRIN%20-%20the%20inside%20story%20on%20emergencies&utm\\_campaign=d3636c5daa-RSS\\_EMAIL\\_ENGLISH\\_ALL&utm\\_medium=email&utm\\_term=0\\_d842d98289-d3636c5daa-15757289](https://www.thenewhumanitarian.org/feature/2017/01/16/iraq-s-growing-mental-health-problem?utm_source=IRIN%20-%20the%20inside%20story%20on%20emergencies&utm_campaign=d3636c5daa-RSS_EMAIL_ENGLISH_ALL&utm_medium=email&utm_term=0_d842d98289-d3636c5daa-15757289), accessed 2 June 2020
- IRIN, Water shortage leads people to drink from rivers, 18 February 2017, <http://www.irinnews.org/report/70243/iraq-water-shortage-leads-people-drink-rivers>, accessed 24 June 2020
- IWPR (Institute for War and Peace Reporting), Arabic-Kurdish Language Divide, 21 July 2006, <https://iwpr.net/global-voices/arabic-kurdish-language-divide>, accessed 3 June 2020
- IWPR (Institute for War and Peace Reporting), Iraq: Activists Join Police to Combat Domestic Violence, 19 May 2020, <https://iwpr.net/global-voices/iraq-activists-join-police-combat-domestic>, accessed 9 July 2020
- Jadoon, S., Munir, S. and Fareed I., Evaluation of Drinking Water Quality in Erbil City Kurdistan, Region-Iraq, Journal of Environment and Earth Science, Vol.5, No.21, 2015, <https://www.iiste.org/Journals/index.php/JEES/article/download/27040/27723>, accessed 19 July 2020
- Jiyad, S., Failure of Governance in Basra puts all of Iraq at Risk, LSE, 2 April 2020, <https://blogs.lse.ac.uk/mec/2020/04/02/failure-of-governance-in-basra-puts-all-of-iraq-at-risk/>, accessed 19 July 2020
- Kaya, Z. N. and Luchtenberg, K. N., Displacement and Women's Economic Empowerment: Voices of Displaced Women in the Kurdistan Region of Iraq, 2018, <http://www.lse.ac.uk/women-peace-security/assets/documents/2018/LSE-WPS-DisplacementEcoEmpowerment-Report.pdf>, accessed 7 July 2020
- Kirkuk Now, البطاقة الوطنية الموحدة تدخل حيز التنفيذ في نينوى للمرة الأولى [Unified National Card Enters into Force in Ninawa for the First Time], 1 November 2019, <http://kirkuknow.com/ar/news/60566>, accessed 4 June 2020

KRG (Kurdistan Regional Government), Ministry of Planning, Kurdistan Region of Iraq 2020: A Vision for the Future, n.d.,  
[http://www.mop.gov.krd/resources/MoP%20Files/Newsletter/KRG\\_2020\\_last\\_english.pdf](http://www.mop.gov.krd/resources/MoP%20Files/Newsletter/KRG_2020_last_english.pdf), accessed 5 June 2020

Kurdistan 24, US hails Gulf Arab plan to supply electricity to Iraq, 17 July 2020,  
<https://www.kurdistan24.net/en/news/f87d920c-4da0-4e7e-b29c-adeb670eb779>, accessed 26 July 2020

LSE Middle East Centre Blog, url, 31 July 2018, <http://blogs.lse.ac.uk/mec/2018/07/31/analysing-growth-trends-in-public-sector-employment-in-iraq/>, accessed 18 June 2020

Meed, The 3,000MW Rumaila plant is being developed as an independent power project, Power Technology, 12 June 2020, <https://www.power-technology.com/comment/iraq-power-plant-second-phase/>, accessed 20 July 2020

Mirza, A. "The Rentier Trap in Iraq: Comments and Recommendations", cited in: Atlantic council, Beyond Security: Stabilization, Governance, and Socioeconomic Challenges in Iraq, July 2018, <https://www.atlanticcouncil.org/in-depth-research-reports/issue-brief/beyond-security-stabilization-governance-and-socioeconomic-challenges-in-iraq/>, accessed 22 July 2020

Moore, M., Ross C. A. Lim, Y. W., Jones, S. S., Overton, A., and Yoong, J. K., The future of health care in the Kurdistan Region – Iraq, 2014,  
[https://www.rand.org/content/dam/rand/pubs/monographs/MG1100/MG1148-1/RAND\\_MG1148-1.pdf](https://www.rand.org/content/dam/rand/pubs/monographs/MG1100/MG1148-1/RAND_MG1148-1.pdf), accessed 26 July 2020

MRG (Minority Rights Group), Crossroads: The future of Iraq's minorities after ISIS, 7 June 2017  
[https://minorityrights.org/wp-content/uploads/2017/06/MRG\\_Rep\\_Iraq\\_ENG\\_May17\\_FINAL2.pdf](https://minorityrights.org/wp-content/uploads/2017/06/MRG_Rep_Iraq_ENG_May17_FINAL2.pdf), accessed 18 July 2020

MRG (Minority Rights Group), Iraq, May 2018, <https://minorityrights.org/country/iraq/>, accessed 18 July 2020

MRG (Minority Rights Group), Mosul after the Battle: Reparations for civilian harm and the future of Ninewa, 22 January 2020, <https://reliefweb.int/report/iraq/mosul-after-battle-reparations-civilian-harm-and-future-ninewa>, accessed 4 July 2020

National (The), In Iraq's oil-rich Basra, shanty towns flourish, 19 April 2018,  
<https://www.thenational.ae/in-iraq-s-oil-rich-basra-shanty-towns-flourish-1.722967>, accessed 29 June 2020

NCCI Iraq (NGO Coordination Committee for Iraq), Basrah Governorate Profile, December 2015,  
[https://www.ncciraq.org/images/infobygov/NCCI\\_Basra\\_Governorate\\_Profile.pdf](https://www.ncciraq.org/images/infobygov/NCCI_Basra_Governorate_Profile.pdf), accessed 2 June 2020

NCCI (NGO Coordination Committee for Iraq), Erbil Governorate Profile, December 2015,  
[https://www.ncciraq.org/images/infobygov/NCCI\\_Erbil\\_Governorate\\_Profile.pdf](https://www.ncciraq.org/images/infobygov/NCCI_Erbil_Governorate_Profile.pdf), accessed 2 June 2020

NCCI (NGO Coordination Committee for Iraq), Baghdad Governorate Profile, December 2015,  
[https://www.ncciraq.org/images/infobygov/NCCI\\_Baghdad\\_Governorate\\_Profile.pdf](https://www.ncciraq.org/images/infobygov/NCCI_Baghdad_Governorate_Profile.pdf), accessed 2 June 2020

New Arab (The), In Iraqi Kurdistan, plunging oil prices raise fears of economic collapse, 28 May 2020,  
<https://english.alaraby.co.uk/english/indepth/2020/5/28/oil-price-crash-plunges-iraqi-kurdistan-into-crisis>, accessed 6 July 2020

New Arab (The), العراق: جدل بشأن خطوات إعادة النازحين إلى مدنهم [Iraq: Debate about the Steps of Returning IDPs to Their Towns/Cities], 16 September 2019,

<https://www.alaraby.co.uk/society/2019/9/16/%D8%A7%D9%84%D8%B9%D8%B1%D8%A7%D9%82-%D8%AC%D8%AF%D9%84-%D8%A8%D8%B4%D8%A3%D9%86-%D8%AE%D8%B7%D9%88%D8%A7%D8%AA-%D8%A5%D8%B9%D8%A7%D8%AF%D8%A9-%D8%A7%D9%84%D9%86%D8%A7%D8%B2%D8%AD%D9%8A%D9%86-%D8%A5%D9%84%D9%89-%D9%85%D8%AF%D9%86%D9%87%D9%85>, accessed 18 July 2020

New Humanitarian (The), Nowhere to go: Mosul residents in limbo as camps close, 11 March 2020, <https://www.thenewhumanitarian.org/news-feature/2020/03/11/mosul-iraq-residents-in-limbo-camps-close>, accessed 12 July 2020

New York Times (The), Oil Prices Crash, Virus Hits, Commerce Stops: Iraq Is in Trouble., 29 March 2020, <https://www.nytimes.com/2020/03/29/world/middleeast/virus-iraq-oil.html?auth=login-email&login=email>, accessed 15 July 2020

Niqash, Mister can you spare a dinar – life with the beggar mafia of Basra, 30 January 2014, <http://www.niqash.org/en/articles/economy/3373/mister-can-you-spare-a-dinar-life-with-the-beggar-mafia-of-basra.htm>, accessed 3 June 2020

Norway, Landinfo, Iraq: Travel documents and other identity documents, 16 December 2015, [https://www.landinfo.no/asset/3369/1/3369\\_1.pdf](https://www.landinfo.no/asset/3369/1/3369_1.pdf), accessed 11 July 2020

NRC (Norwegian Refugee Council), Barriers from Birth: Undocumented children in Iraq sentenced to a life on the margins, April 2019, <https://reliefweb.int/sites/reliefweb.int/files/resources/barriers-from-birth---report.pdf>, accessed 20 July 2020

NRC (Norwegian Refugee Council), Basra Fact Finding Mission Report #1, 9 September 2018, [https://reliefweb.int/sites/reliefweb.int/files/resources/NRC%20Basra%20Key%20Findings\\_FINAL\\_9\\_Oct.pdf](https://reliefweb.int/sites/reliefweb.int/files/resources/NRC%20Basra%20Key%20Findings_FINAL_9_Oct.pdf), accessed 21 July 2020

NRC (Norwegian Refugee Council), Basra Fact-Finding Mission Report #2, 22 September 2018, [https://reliefweb.int/sites/reliefweb.int/files/resources/NRC\\_2ndBasraMission%20Report\\_FINAL\\_9\\_Oct.pdf](https://reliefweb.int/sites/reliefweb.int/files/resources/NRC_2ndBasraMission%20Report_FINAL_9_Oct.pdf), accessed 21 July 2020

NRC (Norwegian Refugee Council), Basra Livelihoods Technical Assessment, 21 October 2018, <https://reliefweb.int/sites/reliefweb.int/files/resources/Basra%20Livelihoods%20Technical%20Assessment%20FINAL.pdf>, accessed 12 June 2020

NRC (Norwegian Refugee Council), Broken Home: Women's housing, land and property rights in post-conflict Iraq, 11 May 2020, <https://www.nrc.no/globalassets/pdf/reports/broken-homes---iraq-report-may-2020/hlp-report-1.8.pdf>, accessed 18 June 2020

NRC (Norwegian Refugee Council), DRC (Danish Refugee Council), and IRC (International Refugee Committee), Paperless people of post-conflict Iraq: Denied rights, barred from basic services and excluded from reconstruction efforts, 16 September 2019, [https://www.nrc.no/globalassets/pdf/reports/paperless-people-of-post-conflict-iraq/paperless\\_people\\_medium\\_single\\_pages.pdf](https://www.nrc.no/globalassets/pdf/reports/paperless-people-of-post-conflict-iraq/paperless_people_medium_single_pages.pdf), accessed 15 June 2020

NRC (Norwegian Refugee Council), Iraq: Basra's children face disease outbreak in rundown schools, 23 October 2018, <https://reliefweb.int/report/iraq/iraq-basras-children-face-disease-outbreak-rundown-schools>, accessed 1 July 2020

NRC (Norwegian Refugee Council), Iraqi women denied their property by relatives, tribes and militias, 11 May 2020, <https://www.nrc.no/news/2020/may/iraqi-women-denied-their-property-by-relatives-tribes-and-militias/>, accessed 4 June 2020

NRC (Norwegian Refugee Council), Market Assessment Report: Basra City, November 2019, [https://www.humanitarianresponse.info/sites/www.humanitarianresponse.info/files/assessments/nrc\\_basra\\_market\\_assessment\\_report.pdf](https://www.humanitarianresponse.info/sites/www.humanitarianresponse.info/files/assessments/nrc_basra_market_assessment_report.pdf), accessed 20 July 2020

NRT, Iraq cuts benefits to families who sheltered in Rafha camp during gulf war, 22 June 2020, <https://nrttv.com/En/News.aspx?id=22047&MapID=2>, accessed 13 July 2020

OHCHR (Office of the United Nations High Commissioner for Human Rights), End of Mission Statement by the United Nations Special Rapporteur on the human rights of internally displaced persons, Ms. Cecilia Jimenez-Damary, upon conclusion of her official visit to Iraq – 15 to 23 February 2020, 27 February 2020, <https://www.ohchr.org/EN/NewsEvents/Pages/DisplayNews.aspx?NewsID=25608&LangID=E>, accessed 9 June 2020

Open Democracy, Corruption corrodes Kurdish education, 15 October 2018, <https://www.opendemocracy.net/north-africa-west-asia/aras-ahmed-mhamad/corruption-corrodes-kurdish-education>, accessed 20 July 2020

OXFAM, Protection Landscapes in Diyala and Kirkuk, Iraq, March 2020, <https://reliefweb.int/sites/reliefweb.int/files/resources/rr-protection-landscapes-diyala-kirkuk-iraq-050320-en.pdf>, accessed 8 June 2020

Phadera, L. Sharma, D., and Wai-Poi, M., Iraq's Universal Public Distribution System : Utilization and Impacts During Displacement, World Bank Group, February 2020, <http://documents.worldbank.org/curated/en/239031582135436157/pdf/Iraqs-Universal-Public-Distribution-System-Utilization-and-Impacts-During-Displacement.pdf>, accessed 12 July 2020

Protection Cluster Iraq, Psychosocial Support (PSS) Activities in Iraq: 2019 Achievements & 2020 Needs, 11 March 2020, [https://www.ecoi.net/en/file/local/2026362/national\\_pss\\_analysis\\_-\\_fnl.pdf](https://www.ecoi.net/en/file/local/2026362/national_pss_analysis_-_fnl.pdf), accessed 27 June 2020

REACH, Comparative Multi-Cluster Assessment of IDPs Living in Camps, April 2018, [https://reliefweb.int/sites/reliefweb.int/files/resources/irq\\_report\\_comparative\\_multi-cluster\\_assessment\\_of\\_internally\\_displaced\\_people\\_in\\_camps\\_april\\_2018.pdf](https://reliefweb.int/sites/reliefweb.int/files/resources/irq_report_comparative_multi-cluster_assessment_of_internally_displaced_people_in_camps_april_2018.pdf), accessed 14 June 2020

REACH, Iraq, Multi-Cluster Needs Assessment (MCNA), December 2017, [https://www.impact-repository.org/document/reach/fa0d9456/reach\\_irq\\_report\\_multi-cluster\\_needs\\_assessment\\_december\\_2017.pdf](https://www.impact-repository.org/document/reach/fa0d9456/reach_irq_report_multi-cluster_needs_assessment_december_2017.pdf), accessed 29 June 2020

REACH, Iraq: Assessment on employment and working conditions of conflict affected women across key sectors, November 2019, <https://reliefweb.int/sites/reliefweb.int/files/resources/Assessment%20on%20the%20Working%20Conditions%20of%20Women%20across%20Key%20Sectors%20-%20Final%20Report%20-%20Iraq.pdf>, accessed 3 July 2020

Reuters, As Baghdad life improves, some still seek refuge in its past, 9 April 2018, <https://www.reuters.com/article/us-mideast-crisis-iraq-anniversary/as-baghdad-life-improves-some-still-seek-refuge-in-its-past-idUSKBN1HG0YP>, accessed 12 June 2020

Reuters, Iran signs two-year contract with Iraq to export electricity: IRNA, 4 June 2020, <https://www.reuters.com/article/us-iran-iraq-electricity/iran-signs-two-year-contract-with-iraq-to-export-electricity-irna-idUSKBN23B131>, accessed 2 July 2020

Reuters, Iraqi Kurds gear up for elections hoping to end turmoil, 11 September 2018, <https://www.reuters.com/article/us-iraq-kurds/iraqi-kurds-gear-up-for-elections-hoping-to-end-turmoil-idUSKCN1LR209>, accessed 30 June 2020

Reuters, The medical crisis that's aggravating Iraq's unrest, 2 March 2020, <https://www.reuters.com/investigates/special-report/iraq-health/>, accessed 14 July 2020

Rudaw, Baghdad's Kurdish population sees dramatic decline, official data shows, 9 April 2016, <http://rudaw.net/english/middleeast/iraq/090420162>, accessed 11 June 2020

- Rudaw, Erbil water shortages to be solved by new pipeline: governor, 8 July 2018, <http://www.rudaw.net/english/lifestyle/080720181>, accessed 11 June 2020
- Rudaw, KRG cracks down on counterfeit medications worth millions, 27 August 2018, <http://www.rudaw.net/english/kurdistan/270820183>, accessed 9 June 2020
- Rudaw, Seminar examines mental health challenges in post-conflict Iraq, 2 April 2018, <http://www.rudaw.net/english/lifestyle/020420181>, accessed 11 June 2020
- RWG (Returns Working Group)/IOM Displacement Tracking Matrix, Areas of origin having witnessed no return, April 2020, <http://iraqrecovery.org/Files/38/2159.pdf>, accessed 15 June 2020
- O'Driscoll, D., Women's participation in peacebuilding and reconciliation in Iraq. K4D Helpdesk Report. Brighton, UK: Institute of Development Studies, 24 November 2017, <https://opendocs.ids.ac.uk/opendocs/bitstream/handle/20.500.12413/13437/239%20Women%27s%20Participation%20in%20Peacebuilding%20Iraq.pdf?sequence=1&isAllowed=y>, accessed 20 July 2020
- UN General Assembly and UN Security Council, Children and armed conflict [A/74/845-S/2020/525], 9 June 2020, [https://www.un.org/sg/sites/www.un.org.sg/files/atoms/files/15-June-2020\\_Secretary-General\\_Report\\_on\\_CAAC\\_Eng.pdf](https://www.un.org/sg/sites/www.un.org.sg/files/atoms/files/15-June-2020_Secretary-General_Report_on_CAAC_Eng.pdf), accessed 22 July 2020
- UN Human Rights Council, Report of the Special Rapporteur on extrajudicial, summary or arbitrary executions on her mission to Iraq [A\_HRC\_38\_44\_Add-4], 5 June 2018, <https://digitallibrary.un.org/record/1629762>, accessed 2 May 2020
- UN Human Rights Council, Report of the Special Rapporteur on the human rights of internally displaced persons, [A/HRC/44/41/Add.1], 13 May 2020, <https://undocs.org/en/A/HRC/44/41/Add.1>, accessed 12 June 2020
- UN Security Council, Implementation of resolution 2470 (2019): Report of the Secretary-General [S/2020/363], 6 May 2020, [https://www.securitycouncilreport.org/atf/cf/%7B65BFCF9B-6D27-4E9C-8CD3-CF6E4FF96FF9%7D/s\\_2020\\_363.pdf](https://www.securitycouncilreport.org/atf/cf/%7B65BFCF9B-6D27-4E9C-8CD3-CF6E4FF96FF9%7D/s_2020_363.pdf), accessed 12 June 2020
- UNAMI (United Nations Assistance Mission for Iraq)/ OHCHR (Office of the High Commissioner for Human Rights), The Right to Education in Iraq: Part One: the legacy of ISIL territorial control on access to education, February 2020, <https://www.ohchr.org/Documents/Countries/IQ/2020-02IraqRightEducationreport.pdf>, accessed 12 June 2020
- UNAMI (United Nations Assistance Mission for Iraq), Briefing to the Security Council by Special Representative of the United Nations Secretary-General for Iraq Jeanine Hennis-Plasschaert, 12 May 2020, [http://www.uniraq.com/index.php?option=com\\_k2&view=item&id=12316:briefing-to-the-security-council-by-special-representative-of-the-united-nations-secretary-general-for-iraq-jeanine-hennis-plasschaert-12-may-2020&Itemid=728&lang=en](http://www.uniraq.com/index.php?option=com_k2&view=item&id=12316:briefing-to-the-security-council-by-special-representative-of-the-united-nations-secretary-general-for-iraq-jeanine-hennis-plasschaert-12-may-2020&Itemid=728&lang=en), accessed 12 June 2020
- UNAMI (United Nations Assistance Mission for Iraq), Country Profile, n. d., [http://www.uniraq.com/index.php?option=com\\_k2&view=item&layout=item&id=941&Itemid=472&lang=en](http://www.uniraq.com/index.php?option=com_k2&view=item&layout=item&id=941&Itemid=472&lang=en), accessed 9 June 2020
- UNAMI (United Nations Assistance Mission for Iraq), Report on the Rights of Persons with Disabilities in Iraq, December 2017, [https://reliefweb.int/sites/reliefweb.int/files/resources/UNAMI\\_OHCHR\\_Report\\_on\\_the\\_Rights\\_of\\_PWD\\_FINAL\\_2Jan2017.pdf](https://reliefweb.int/sites/reliefweb.int/files/resources/UNAMI_OHCHR_Report_on_the_Rights_of_PWD_FINAL_2Jan2017.pdf), accessed 12 June 2020
- UNESCO (United Nations Educational, Scientific and Cultural Organisation), Iraq: General Information, n. d., <http://uis.unesco.org/en/country/iq?theme=education-and-literacy>, accessed 1 July 2020

UNFPA (United Nations Population Fund), GBV Sub-Cluster Iraq, Guidance Note on GBV Service Provision during the Time of COVID-19, 23 March 2020, [https://reliefweb.int/sites/reliefweb.int/files/resources/gbv\\_sc-covid-19\\_guidance\\_note\\_-iraq-march\\_2020.pdf](https://reliefweb.int/sites/reliefweb.int/files/resources/gbv_sc-covid-19_guidance_note_-iraq-march_2020.pdf), accessed 2 July 2020

UNHCR (United Nations High Commissioner for Refugees), Displacement as challenge and opportunity Urban profile: Refugees, internally displaced persons and host community Erbil Governorate, Kurdistan Region of Iraq, April 2016, <https://data2.unhcr.org/en/documents/details/43277>, accessed 19 July 2020

UNHCR (United Nations High Commissioner for Refugees), Iraq: Country of Origin Information on Access and Residency Requirements in Iraq: Ability of Persons Origination from Formerly ISIS-Held or Conflict-Affected Areas to Legally Access and Remain in Proposed Areas of Relocation (Update I), 6 November 2019, available at: <https://www.refworld.org/docid/5dc04ef74.html>, accessed 23 September 2020

UNHCR (United Nations High Commissioner for Refugees), IRAQ | UNHCR COVID-19 UPDATE XII, 12 July 2020, <https://reporting.unhcr.org/sites/default/files/UNHCR%20Iraq%20COVID-19%20Update%20-%2012JUL20.pdf>, accessed 22 July 2020

UNHCR (United Nations High Commissioner for Refugees), Iraq Protection Update, August 2019, available at: <https://reliefweb.int/sites/reliefweb.int/files/resources/Iraq%20Protection%20Update%20-%20August%202019.pdf>, accessed 19 July 2020

UNHCR (United Nations High Commissioner for Refugees), Iraq: UNHCR Civil Documentations for IDPs, 20 November 2019, available at: [https://reliefweb.int/sites/reliefweb.int/files/resources/FACTSHEET\\_UNHCR%20Civil%20documentati on%20for%20IDPs%20-%20October%202019.pdf](https://reliefweb.int/sites/reliefweb.int/files/resources/FACTSHEET_UNHCR%20Civil%20documentati on%20for%20IDPs%20-%20October%202019.pdf), accessed 5 July 2020

UNHCR (United Nations High Commissioner for Refugees), Press Release - With the support of UNHCR: Inauguration of the first National Identification Document Centre in Ninewa Governorate, 31 October 2019, available at: [https://reliefweb.int/sites/reliefweb.int/files/resources/191030%20Press%20Release\\_Mosul%20Unifid%20ID.pdf](https://reliefweb.int/sites/reliefweb.int/files/resources/191030%20Press%20Release_Mosul%20Unifid%20ID.pdf), accessed 14 July 2020

UNIAU (Inter-Agency Information and Analysis Unit), Basrah Governorate Profile, November 2010, available at: [https://reliefweb.int/sites/reliefweb.int/files/resources/D0A91C75A9C5AEFFC12577EB004F81BB-Full\\_Report.pdf](https://reliefweb.int/sites/reliefweb.int/files/resources/D0A91C75A9C5AEFFC12577EB004F81BB-Full_Report.pdf), accessed 5 June 2020

UNICEF (United Nations Children's Fund), 2020 Internal Displacement Crisis Humanitarian Situation Report, 23 April 2020, available at: <https://reliefweb.int/sites/reliefweb.int/files/resources/Iraq%20Humanitarian%20Situation%20Report%20%28IDP%29%20for%20January%20to%20March%202020.pdf>, accessed 20 July 2020

UNICEF (United Nations Children's Fund), The Cost and Benefits of Education in Iraq: An analysis of the education sector and strategies to maximize the benefits of education, 21 May 2017, available at: <https://reliefweb.int/report/iraq/cost-and-benefits-education-iraq-analysis-education-sector-and-strategies-maximize>, accessed 8 June 2020

UNOCHA (United Nations Office for the Coordination of Humanitarian Affairs), Global Humanitarian Overview 2020, 4 December 2019, <https://www.unocha.org/global-humanitarian-overview-2020>, accessed 14 July 2020

UNOCHA (United Nations Office for the Coordination of Humanitarian Affairs), Humanitarian Bulletin, April 2020, <https://reliefweb.int/report/iraq/iraq-humanitarian-bulletin-april-2020>, accessed 14 July 2020

- UNOCHA (United Nations Office for the Coordination of Humanitarian Affairs), Humanitarian Bulletin, March 2020, 29 April 2020, [https://reliefweb.int/sites/reliefweb.int/files/resources/march\\_2020\\_humanitarian\\_bulletin\\_v1.pdf](https://reliefweb.int/sites/reliefweb.int/files/resources/march_2020_humanitarian_bulletin_v1.pdf), accessed 13 July 2020
- UNOCHA (United Nations Office for the Coordination of Humanitarian Affairs), Humanitarian needs overview, January 2017, [https://reliefweb.int/sites/reliefweb.int/files/resources/irq\\_2017\\_hno.pdf](https://reliefweb.int/sites/reliefweb.int/files/resources/irq_2017_hno.pdf), accessed 16 June 2020
- UNOCHA (United Nations Office for the Coordination of Humanitarian Affairs), Humanitarian Needs Overview: Iraq, November 2019, [https://reliefweb.int/sites/reliefweb.int/files/resources/iraq\\_hno\\_2020.pdf](https://reliefweb.int/sites/reliefweb.int/files/resources/iraq_hno_2020.pdf), accessed 14 July 2020
- UNOCHA (United Nations Office for the Coordination of Humanitarian Affairs), Humanitarian Response Plan: Iraq, January 2020, [https://reliefweb.int/sites/reliefweb.int/files/resources/iraq\\_humanitarianresponseplan\\_2020.pdf](https://reliefweb.int/sites/reliefweb.int/files/resources/iraq_humanitarianresponseplan_2020.pdf), accessed 13 July 2020
- UNOCHA (United Nations Office for the Coordination of Humanitarian Affairs), Humanitarian Response Plan: Monitoring Report January – May 2019, 27 August 2019, [https://reliefweb.int/sites/reliefweb.int/files/resources/2019\\_iraq\\_mid\\_year\\_pmr.pdf](https://reliefweb.int/sites/reliefweb.int/files/resources/2019_iraq_mid_year_pmr.pdf), accessed 17 July 2020
- UNOCHA (United Nations Office for the Coordination of Humanitarian Affairs), Iraq: 2018 Humanitarian Response Plan, 14 February 2018, <https://www.humanitarianresponse.info/en/operations/iraq/document/iraq-2019-humanitarian-response-plan-january-december-2018>, accessed 11 June 2020
- UNOCHA (United Nations Office for the Coordination of Humanitarian Affairs), Iraq: Humanitarian Needs Overview - November 2018, 16 December 2018, [https://reliefweb.int/sites/reliefweb.int/files/resources/irq\\_2019\\_hno.pdf](https://reliefweb.int/sites/reliefweb.int/files/resources/irq_2019_hno.pdf), accessed 9 June 2020
- US, CIA, The World Factbook: Iraq, 17 June 2020, <https://www.cia.gov/library/publications/the-world-factbook/geos/iz.html>, accessed 23 July 2020
- US, CIA, The World Factbook; Iraq, Government, 17 June 2020, <https://www.cia.gov/library/publications/the-world-factbook/geos/iz.html>, accessed 23 July 2020
- US, CIA, The World Factbook; Iraq, People and Society 17 June 2020, <https://www.cia.gov/library/publications/the-world-factbook/geos/iz.html>, accessed 23 July 2020
- US, CIA, The World Factbook; Iraq; Economy, 17 June 2020, <https://www.cia.gov/library/publications/the-world-factbook/geos/iz.html>, accessed 23 July 2020
- USDOS – US Department of State: Country Report on Human Rights Practices 2019 - Iraq, 11 March 2020 <https://www.state.gov/reports/2019-country-reports-on-human-rights-practices/iraq/>, accessed 12 July 2020
- USIP (United States Institute of Peace), Kurdistan Region's Debt Crisis Threatens Iraq's Economy, 9 May 2018, <https://www.usip.org/publications/2018/05/kurdistan-regions-debt-crisis-threatens-iraqs-economy>, accessed 21 June 2020
- Washington Post (The), Protests are mounting in Iraq? Why?, 21 July 2018, <https://www.washingtonpost.com/news/monkey-cage/wp/2018/07/21/protests-are-mounting-in-iraq-why/>, accessed 2 July 2020
- WFP (World Food Programme), Iraq Market Monitor Report, Issue No. 30, April 2020, <https://docs.wfp.org/api/documents/WFP-0000115738/download/>, accessed 5 July 2020



- WFP (World Food Programme), Iraq Socio-economic Atlas, 2019, <https://www.ecoi.net/en/file/local/2020086/WFP-0000110173.pdf>, accessed 25 June 2020
- WHO (World Health Organization), Iraq COVID-19 dashboard, n. d., <http://www.emro.who.int/irq/iraq-infocus/iraq-covid-19-dashboard.html>, accessed 24 July 2020
- WHO (World Health Organization), Iraq Health Cluster Response Monitoring Interactive Dashboard 2018, <https://app.powerbi.com/view?r=eyJrIjoiMzRiMDA4ZDMtMjEwZi00YmJkLWJlZDMtMjkOGlyZmUzZDNiIiwidCI6ImY2MTBjMGI3LWJkMjQtNGIzOS04MTBiLTNkYzI4MGFmYjU5MCIslmMiOjh9>, accessed 8 June 2020
- WHO (World Health Organization), WHO Coronavirus Disease (COVID-19) Dashboard: Iraq, 21 June 2020, <https://covid19.who.int/region/emro/country/iq>, accessed 14 July 2020
- World Bank (The), Helping Women in Kurdistan region of Iraq to Find Jobs, 21 March 2019, <https://www.worldbank.org/en/news/feature/2019/03/21/helping-women-in-kurdistan-region-of-iraq-to-find-jobs>, accessed 26 June 2020
- World Bank (The), Iraq Economic Monitor From War to Reconstruction and Economic Recovery, April 2018 <http://documents.worldbank.org/curated/en/771451524124058858/pdf/125406-WP-PUBLIC-P163016-Iraq-Economic-Monitor-text-Spring-2018-4-18-18web.pdf>, 7 June 2020
- World Bank (The), Iraq Economic Monitor, October 2018, <https://openknowledge.worldbank.org/bitstream/handle/10986/30563/130798-WP-P164676-Iraq-EcoMonitor-Fall-2018-10-12-18-web.pdf?sequence=1&isAllowed=y>, accessed 7 June 2020
- World Bank (The), Iraq systematic country diagnostic, 3 February 2017, <http://documents.worldbank.org/curated/en/542811487277729890/pdf/IRAQ-SCD-FINAL-cleared-02132017.pdf>, accessed 6 June 2020
- World Bank (The), Iraq: 5 Million Residents in Baghdad to Benefit from Improved Water Supply and Wastewater Services, 31 February 2018, <https://reliefweb.int/report/iraq/iraq-5-million-residents-baghdad-benefit-improved-water-supply-and-wastewater-services>, accessed 7 June 2020
- World Bank (The), Iraq: reconstruction and investment, part 2, January 2018, <https://openknowledge.worldbank.org/bitstream/handle/10986/29438/123631.pdf?sequence=4&isAllowed=y>, accessed 22 June 2020
- World Bank (The), The Kurdistan region of Iraq - Reforming the economy for shared prosperity and protecting the vulnerable, 2016, <http://documents.worldbank.org/curated/en/229971468195834145/pdf/106109-WP-P159972-KRG-Economic-Reform-Roadmap-post-Decision-Review-PUBLIC-v1-05-29-16-2.pdf>, accessed 13 June 2020
- World Bank (The), Unemployment, female (% of female labor force) (modeled ILO estimate) – Iraq, 1 July 2020, <http://api.worldbank.org/v2/en/indicator/SL.UEM.TOTL.FE.ZS?downloadformat=excel>, accessed 21 July 2020
- World Bank (The), Unemployment, male (% of male labor force) (modeled ILO estimate), 21 June 2020, <http://api.worldbank.org/v2/en/indicator/SL.UEM.TOTL.MA.ZS?downloadformat=excel>, accessed 21 July 2020
- World Bank (The), Unemployment, total (% of total labor force) (modeled ILO estimate), 21 June 2020, <http://api.worldbank.org/v2/en/indicator/SL.UEM.TOTL.ZS?downloadformat=excel>, accessed 21 July 2020

World Bank (The), Where are Iraq's Poor: Mapping Poverty in Iraq, 2015,  
<http://documents.worldbank.org/curated/en/889801468189231974/pdf/97644-WP-P148989-Box391477B-PUBLIC-Iraq-Poverty-Map-6-23-15-web.pdf>, accessed 5 June 2020

World Bank Data, Self-employed, total (% of total employment) (modelled ILO estimate), September 2018, <https://data.worldbank.org/indicator/SL.EMP.SELF.ZS?locations=IQ>, accessed 9 July 2020

World Bank Group, Iraq Economic Monitor – Turning the Corner: Sustaining Growth and Creating Opportunity for Iraq's Youth, Fall 2019,  
<http://documents.worldbank.org/curated/en/848371571505101026/pdf/Iraq-Economic-Monitor-Fall-2019-Turning-the-Corner-Sustaining-Growth-and-Creating-Opportunities-for-Iraq-s-Youth.pdf>, accessed 24 June 2020

World Bank, Iraq - Systematic Country Diagnostic, 3 February 2017,  
<http://documents.worldbank.org/curated/en/542811487277729890/pdf/IRAQ-SCD-FINAL-cleared-02132017.pdf>, accessed 13 June 2020

World Bank, Iraq reconstruction & investment part 2 Damage and Needs Assessment of Affected Governorates, January 2018,  
<https://openknowledge.worldbank.org/bitstream/handle/10986/29438/123631.pdf?sequence=4&isAllowed=y>, accessed 9 June 2020

# Annexe 2: Termes de référence

Période de référence: de janvier 2019 au 6 juillet 2020.

## 1. Aperçu général

Ce rapport comprendra deux grandes sections: la première offrant un aperçu général, la seconde décrivant la situation dans chacune des trois villes Bagdad, Bassora et Erbil, à l'aide d'une série d'indicateurs.

L'aperçu général comprendra des chapitres séparés consacrés aux PDI/personnes retournées, aux femmes, aux enfants et aux personnes seules.

Le chapitre consacré aux PDI/personnes retournées portera sur le logement et les conditions de vie, l'accès à l'éducation, aux soins de santé et à l'emploi, ainsi que sur l'obtention des documents d'identité perdus (dispositions et réglementations en vigueur, situation des bureaux de délivrance dans les zones récupérées de l'EIL).

Le chapitre consacré aux femmes portera sur l'emploi, les conditions de travail, l'accès aux soins de santé, l'accès à l'éducation/le taux de décrochage scolaire et la liberté de circulation des femmes.

Le chapitre consacré à la situation des enfants se concentrera sur le travail des enfants (législation, statistiques, sous-déclaration, prévalence dans les communautés de PDI/personnes rapatriées, recrutement et/ou utilisation de mineurs par des acteurs armés (par exemple les FMP).

Le chapitre consacré aux réseaux de soutien aux personnes seules couvrira à la fois les hommes et les femmes. Il sera axé sur les réseaux familiaux et communautaires, les réseaux politiques et de parrainage, et les *wasta*. L'importance des réseaux pour la sécurité sera couverte, ainsi que la prévalence des organisations/dispositifs fournissant un soutien aux personnes sans réseau.

## 2. Bagdad, Bassora et Erbil, par indicateur. Accent sur la situation au sein de chaque ville.

Dans ce chapitre, les indicateurs suivants seront appliqués: économie, emploi, pauvreté, sécurité alimentaires, soins de santé, éducation, et logement et conditions de vie.

Des paragraphes séparés pour chacune des trois villes seront placés sous chacun des indicateurs, couvrant la période de référence.



Publications Office  
of the European Union

doi: [10.2847/345670](https://doi.org/10.2847/345670)